



PLAN DE GESTION DE LA RNC DU BOUNDOU

PARTIE 2

**PLAN DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL DE LA
RNC DU BOUNDOU
2016 - 2022**



DIOUF Abdou
FADE Mamadou
CAUCANAS Gabriel
Décembre 2016

SOUTENU PAR :



SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	4
PREAMBULE	5
I. METHODOLOGIE.....	6
II. OBJECTIFS ET RESULTATS	7
2.1. Objectifs	7
2.2. Résultats attendus.....	7
III. SITUATION ADMINISTRATIVE ET DEMOGRAPHIE	8
IV. DONNEES PHYSIQUES	9
V. ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES	11
5.1. Activités économiques	11
5.2. Cadre de vie et assainissement	16
5.3. Hygiène et Santé.....	17
5.4. Accès aux infrastructures et services sociaux de base	18
5.5. Situation des femmes	26
5.6. Diagnostic organisationnel	27
5.7. Gouvernance	27
5.8. Développement territorial et Migration	28
5.9. Partenariat.....	29
VI. CONTRAINTES LIEES AU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	29
6.1. Identification des contraintes majeures	29
6.2. Analyse des potentialités et contraintes	32
VII. VISION, STRATEGIES, OBJECTIFS ET ACTIONS.....	36
VIII. PLAN D'ACTION.....	38
IX. CADRE DE MISE EN ŒUVRE ET SUIVI	48
9.1. Mécanisme de mise en œuvre	48
9.2. Cadre de suivi.....	49
9.3. Plan marketing.....	50
X. DESCRIPTION DES ACTIONS	52
ANNEXES	96

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Processus planification de la gestion	6
Figure 2 : PYRAMIDE DES CONTRAINTES PAR ZONE	30

LISTES DES CARTES

Carte 1 : Localisation de RNC Boundou	9
Carte 2 : Infrastructures éducatives	19
Carte 3 : Infrastructures hydrauliques	22
Carte 4 : Infrastructures de santé	23

LISTES DES PHOTOS

Photo 1 : Réunion zonale (focus groupe à Koussan).....	11
Photo 2 : Troupeau d'ovins au niveau du barrage de Belly, janvier 2017	13
Photo 2 et 3 : Pirogues traditionnelles à Toumboura et avec une prise	14
Photo 4 : parcelle maraichère à Didé.....	15
Photo 5 : Insalubrité autour des points d'eau (Sansanding)	18
Photo 6 : Ecole de Linkone	20
Photo 7 : Ecole de Ndiarendi	20
Photo 8 : Forage de Koussan	21
Photo 9 : Pompe manuelle à Bancouba.....	23

LISTES DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taille du cheptel par village dans la RNC Boundou	12
Tableau 2 : Situation actuelle des écoles de la réserve	20
Tableau 3 : Diagnostic organisationnel	27
Tableau 4 : TABLEAU D'ANALYSE DES POTENTIALITES ET CONTRAINTES	33
Tableau 5 : Planification des objectifs.....	36
Tableau 6 : Action DT01 à 24	38
Tableau 7 : DT25 à 34	40
Tableau 8 : DT35 à 51	41
Tableau 9 : DT52 à 57	42
Tableau 10 : DT 58 à 69 et GT05.....	43
Tableau 11 : DT 70 à 77	44
Tableau 12 : DT 78 à 84	45
Tableau 13: Plan d'action prioritaire	46

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANA : Agence Nationale de l'Aquaculture
ARD : Agence Régionale de Développement
ASER : Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale
BCI : Budget Consolidé d'Investissement
COCODEC : Coordination des CODEC
CODEC : Collectif des Directeurs d'Ecole
CORENA : Conservatoire de la RNC du Boundou
DEDE : Développement Economique Durable et Ecocitoyenneté
FADERTA : Fédération des Associations de Développement de Ressortissants de la Région de Tambacounda
GIE : Groupement d'Intérêt Economique
GPF : Groupement de Promotion Féminin
Grdr : Groupe de Recherche et de Réalisations pour le développement rural
JICA : Japan International Cooperation Agency
MDE : Maisons des éleveurs
OCB : Organisations Communautaires de Base
P2RS : Programme Multinational de Renforcement de la Résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel
PAISD : Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement
PAPIL : Programme d'Appui à la Petite Irrigation Locale
PLD : Plan de Développement Local
PDT : Plan de Développement Territorial
PDC : Plan de développement communal
PNDL : Programme National de Développement local
PnrML : Parc naturel régional de Millevaches en Limousin
PPC/PNDL : Projet de Pistes Communautaires en appui au Programme National de Développement Local
PUDC : Programme d'urgence de développement communautaire
RNC : Réserve Naturelle Communautaire
RTS : Radio Télévision Sénégalaise
UCG : Unité de Coordination et de Gestion des déchets

« Les communautés locales doivent récolter suffisamment de fruits de l'arbre de la conservation. Une gestion équitable doit mettre l'accent sur des actions concrètes de développement. Cette pratique est le meilleur moyen pour l'appropriation de la RNC par les populations. »

PREAMBULE

La Réserve Naturelle Communautaire (RNC) du Boundou est une émanation de la volonté de la population vivant dans les différents villages de l'espace, matérialisée par une délibération des organes d'élus des communes concernées. Grâce au soutien du Conseil Départemental de l'Isère, ce projet est devenu une réalité et vise à promouvoir le développement durable à travers la préservation et la restauration des ressources naturelles mais aussi l'amélioration des conditions de vie des populations.

La Réserve Naturelle Communautaire du Boundou a été dotée d'un plan de développement local pour la période de 2009 à 2015. Après l'actualisation du précédent plan de préservation et d'interprétation de la réserve, au tour maintenant du document de plan de développement local (PLD).

*Considérant la réserve comme un « territoire » regroupant des villages appartenant à 4 communes donc de localités différentes, le CORENA adopte le concept de **territorialisation**. Rappelons que les relations socioéconomiques et culturelles entre les communautés ne sont toujours pas régies au sein de la localité (commune) mais plutôt dans un territoire qui est défini parfois historiquement comme le territoire du Boundou. C'est dans ce sens que ce nouveau plan prend l'intitulé de «**Plan de Développement Territorial de la RNC du Boundou**» (PDT).*

Dans l'étude précédente un certain nombre de données socio-économiques et culturelles ont été renseignées pour faire le diagnostic et l'état des lieux du territoire de la réserve qui est constitué d'une vingtaine de villages.

Les partenaires au développement ayant joué un rôle important durant la première phase ont décidé d'accompagner le CORENA dans le processus d'élaboration du PDT de la RNC. A travers leurs programmes, ces acteurs ont également participé activement à la prise en charge des préoccupations des populations qui ont été traduites en projets concrets pour servir d'espaces modèles d'orientations et de réajustement du développement économique local.

Fort de cette expérience, le CORENA entend cheminer avec ces acteurs aussi bien dans le processus de planification que celui de la mise en œuvre. Il s'agit principalement de faciliter et dynamiser la concertation inter-structures autour d'axes de développement économique local et des secteurs sociaux ciblés pour d'une part gérer durablement les ressources de la réserve et d'autre part réduire les contraintes liées à l'accès à ces ressources.

La prise en charge de cette problématique de développement durable inclusif nécessite une coopération entre les acteurs portée par des politiques et des instruments spécifiques. Cette coopération nécessite également de mettre en place ou de renforcer les cadres formels de collaboration où les acteurs locaux et régionaux pourraient collectivement trouver des solutions aux questions essentielles. C'est dans le souci de renforcer cette dynamique d'appui au développement territorial basée sur les besoins prioritaires des populations que le présent document a été élaboré.

I. METHODOLOGIE

Nous rappelons que ce document est une actualisation du précédent plan de gestion de la réserve. En effet, le temps et les moyens ne nous permettent pas de repasser sur toutes les étapes de recherche conformément au guide méthodologique d'élaboration harmonisé pour ainsi mettre en place une stratégie et des actions. Toutefois les étapes essentielles ont été respectées par l'équipe technique de la réserve qui avait la responsabilité d'élaborer ce document.

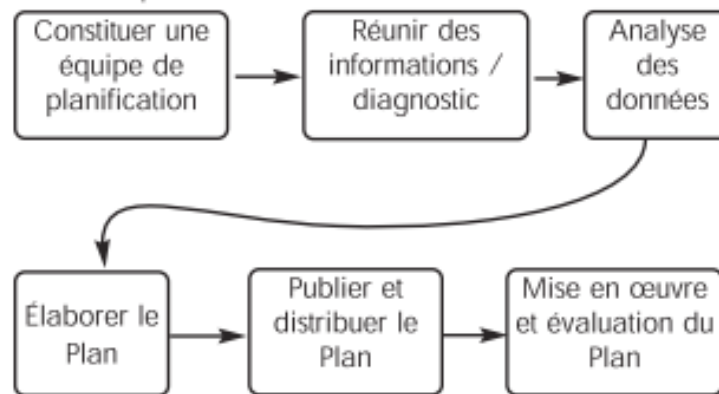


Figure 1 : Processus de planification de la gestion

Durant la phase préparatoire :

Les termes de référence ont été conçus avec une programmation flexible selon les possibilités de l'équipe. Les outils de collecte et d'analyse ont été revus et actualisés. Ensuite, il a été convenu de dresser un bilan de l'ensemble des actions réalisées dans le cadre du précédent PDL. La plupart des actions réalisées durant les années d'exercice du précédent PDL a également été reportée dans ce document.

Durant la phase Diagnostic :

- Révision de l'ancien PDL et de l'ensemble des documents d'évaluation des plans et rapports
- Collecte des données : Des enquêtes de terrain ont été réalisées dans chacune des quatre zones de la réserve, pour actualiser les priorités des populations. Dans chaque zone, une réunion a été organisée dans un village centre (Koussan, Talibadji, Didé et Toumboura) avec des personnes ressources venant des villages environnants
- Synthèse de la phase diagnostic et monographie de la zone suivie, d'une restitution en atelier restreint

Durant la phase Planification :

- Organisation d'un atelier restreint pour la formulation de la vision et pour la définition des orientations stratégiques
- Planification, programmation et budgétisation

Durant la phase Validation

- Rédaction du document du Plan assorti de fiches techniques de projets
- Adoption / Approbation : Après l'étape de synthèse des priorités, des ateliers de planification avec les techniciens organisés et enfin un atelier de validation avec les élus ont été organisés.

- Diffusion et vulgarisation

II. OBJECTIFS ET RESULTATS

2.1.Objectifs

L'objectif principal est de doter la RNC d'un document de planification afin de promouvoir le développement territorial dans la réserve. De manière spécifique, il s'agit de :

- a) réaliser un diagnostic spatial pour avoir un état des lieux exhaustif des potentialités, contraintes, opportunités et menaces dans les différentes zones de la RNC ;
- b) Mettre en commun ces différents résultats pour définir une vision partagée, des orientations et axes de développement de l'espace ;
- c) D'élaborer sur cette phase une planification qui vise à résoudre les problèmes en cohérence avec les objectifs de développement durable ;
- d) Définir une stratégie partenariale pour la mise en œuvre des actions ainsi que les partenaires potentiels ;
- e) Elaborer une feuille de route pour la mise en place d'un programme d'action prioritaire permettant la promotion du PDT et du Label Boundou.

2.2.Résultats attendus

Les principaux résultats attendus sont :

- a. un diagnostic exhaustif de la situation disponible
- b. les potentialités et contraintes connues et analysées
- c. une proposition d'axes prioritaires et d'objectif de développement validée et traduite en projets de développement socio-économiques
- d. une feuille de route pour la mise en place ou la redynamisation du cadre concertation élaborée et adoptée par les parties prenantes ;
- e. une stratégie de promotion du cadre élaborée et adoptée

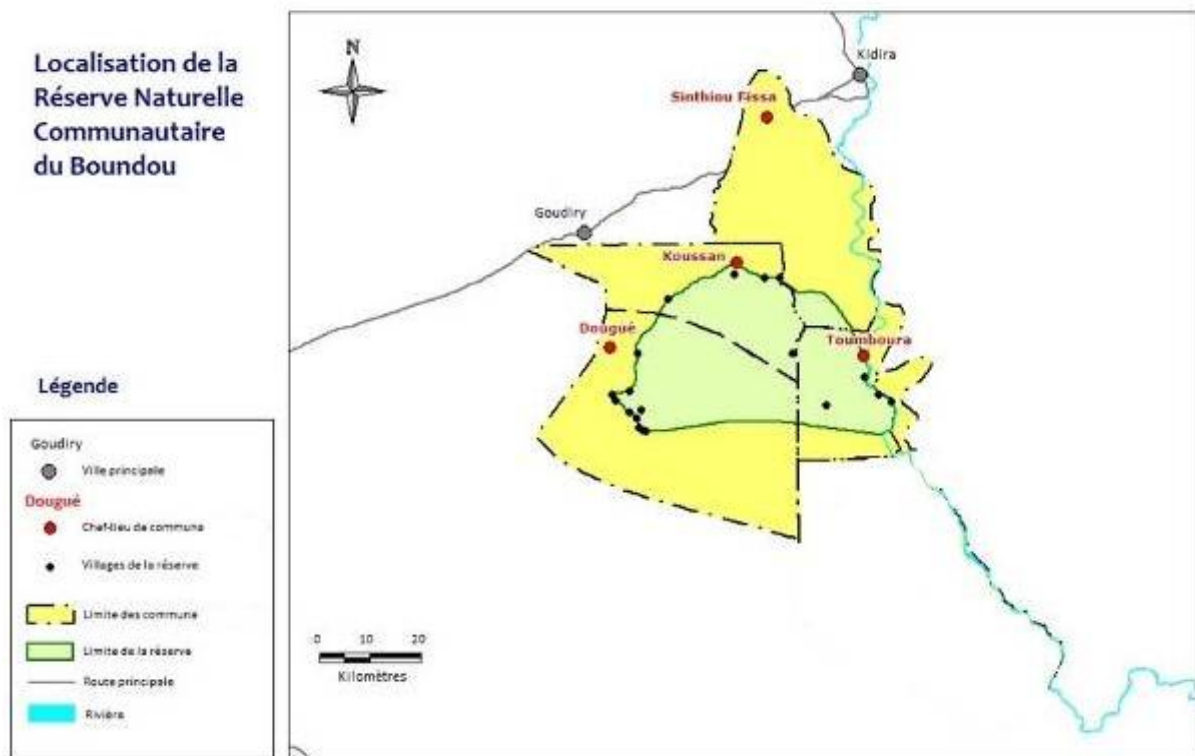
III. SITUATION ADMINISTRATIVE ET DEMOGRAPHIE

Avec la réforme de l'acte III de la décentralisation de 2013, qui consacre la communalisation intégrale, l'Etat du Sénégal a pour objectif d'organiser les collectivités en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable. Le projet de création de la RNC du Boundou est une initiative qui est en avance par rapport à la réforme de l'acte 3 car le projet a su regrouper 4 collectivités locales autour d'un idéal, d'un objectif de préservation et de développement durable. La RNC s'étend sur une superficie de 120 000 ha, répartie entre les quatre communes suivantes :

- **52 000 ha** dans la commune de Dougué,
- **33 000 ha** dans la commune de Koussan
- **30 000 ha** dans la commune de Toumboura
- **5 000 ha** dans la commune de Sinthiou Fissa.

Elle est à cheval sur 2 départements Goudiry et Bakel, dans les arrondissements de Boynguel Bamba, Kéniéba et Bélé. Dans ce contexte actuel, la nouvelle organisation administrative concernée par la réserve s'étend sur les quatre communes (Koussan, Dougué, Toumboura et Sinthiou fissa) anciennement constituées par les communautés rurales. Toutefois la tutelle administrative reste sous la responsabilité de la Sous-préfecture des ces 3 arrondissements citées précédemment.

Le territoire de la réserve regroupe actuellement 20 villages ou hameaux de culture au lieu de 21. En effet, les résidents du hameau de Bakiri à 3 km de Belly ont déménagé à Koussan à cause d'un manque d'eau.



Carte 1 : Localisation de RNC Boundou

Lors de nos enquêtes de terrain, il nous a été difficile d'obtenir des estimations de la population par village. Ainsi, les estimations de la population de la réserve ont été calculées par extrapolation sur les derniers recensements de la population de 2003 qui s'élevait à 4310 habitants. Si l'on tient compte du taux de croissance de la région de Tambacounda de 2,9% (cf. ESPS II de 2011), la population totale de la zone pourrait donc être estimée entre 7000 à 8000 habitants. La répartition de la population n'est pas homogène, les villages se situant principalement en périphérie de la réserve. Seuls Didé Gassama et Bancouba se trouvent à l'intérieur de la RNC. Il ya quatre grands villages de plus de 1000 habitants, à savoir Toumboura, Koussan, Talibadji et Sansanding.

Les ethnies majoritaires sont les Peuls en première position, suivis des Diakhanké. Les motifs d'installation sont surtout liés aux activités économiques telles l'agriculture et l'élevage mais les villages de Toumboura et Didé ont été créés pour des raisons religieuses pour l'expansion de l'islam. Aux activités économiques traditionnellement exercées (l'agriculture et l'élevage) s'ajoutent le commerce, la cueillette et l'orpaillage. Ce dernier devient un phénomène dévastateur de l'environnement et qui favorise la pollution des eaux de surface : c'est la ruée vers l'or.

Ces activités leur permettent de subvenir à une partie de leurs besoins, le reste provenant des appuis des migrants. L'émigration est très forte dans cette zone et constitue pour les jeunes la porte de la réussite sociale.

IV. DONNEES PHYSIQUES

Les données physiques comme la **situation géographique, le climat, le relief, le sol, l'hydrographie** n'ont pas changé ou évolué à court terme. Donc, nous avons jugé plus approprié de ne faire qu'un simple résumé de cette partie.

La réserve se situe entre 13,84 et 14,13° de latitude Nord et entre 12,18 et 12,67 ° de longitude Ouest, dans le domaine climatique soudanien marqué par une saison des pluies (400 et 850 mm) et une saison sèche. Les températures maximales oscillent entre 30 et plus 40°C. Elle est caractérisée par un relief peu marqué, avec des altitudes variant entre 50 et 150m. La partie centrale de la réserve est un vaste plateau recouvert d'une cuirasse latéritique. De part et d'autre de ce plateau se sont formés les bassins versants, qui collectent les eaux de ruissellement le long de cours d'eau temporaires dont les plus importantes : Anguili, Wendou Fodé, les barrages de Koussan et Belly. A l'Est de la réserve, se situe la rivière de la Falémé, seul point d'eau permanent, où convergent la plupart des eaux venant du plateau. Du nord au sud de la réserve, entre la rivière de la Falémé et le plateau central se situe un chapelet de collines de forme tabulaire, recouvert d'une cuirasse latéritique, de roches sur les flancs et plus compacte au sommet. Sur le plan géologique, la réserve se situe sur deux formations : le continental terminal à l'ouest et le socle ancien à l'est. Une grande partie de la réserve est constituée de sols minéraux bruts (lithosols et régosols), aux aspects compacts dans les dépressions, et gravillonnaires voire rocailleux sur les plateaux latéritiques. Au niveau des dépressions, le long des cours d'eau temporaires, les sols sont de nature ferrugineux tropicaux, riches en argile et en oxyde de fer (oxydes leur conférant une couleur rouge ou ocre). A l'est dans les collines, dans la rivière de la Falémé, le sol généralement fertile, est de type hydromorphe caractérisé par la présence d'eau en excès pendant l'hivernage (crues de la Falémé, ruissellement des eaux de pluie venant du plateau).

Les habitats naturels identifiés dans la Réserve sont au nombre de sept :

- **La savane herbacée** : Par rapport au premier Plan de Gestion de la Réserve, la savane herbacée a été ajoutée. Ce milieu, non inventorié dans la Réserve, s'y retrouve de manière parcimonieuse. Il caractérise par exemple des sites comme la mare Sansanding, Mania Dala et ses alentours. Elles sont très prisées des éleveurs locaux, surtout pour y maintenir les troupeaux en fin de saison des pluies.
- **Les habitats rocheux** se retrouvent plutôt dans la partie Est de la Réserve. Il concerne principalement les lignes de collines qui se succèdent dans un grand triangle compris entre Belly, Didé et Toumboura. Difficile d'accès, délaissé au profit des plaines par les transhumants, il est le refuge privilégié pour une partie des mammifères de la Réserve, qui y trouvent abris et terriers.
- **La savane arbustive dominée par *Acacia seyal*** est assez localisée, est fortement menacé par sa destruction massive par les haches des éleveurs. Malgré les mesures de protection prises dans le cadre de l'établissement de la Réserve, ce milieu continue de s'éroder et à évoluer vers la savane à combrétacées
- **La savane arbustive à combrétacées** est prédominante dans la Réserve ; on le retrouve pratiquement partout en grandes étendues uniformes autour desquels pousse une végétation herbacée de graminées.
- **Les forêts galeries** : Cet habitat est dominé par des espèces inféodées aux milieux aquatiques, incluant notamment le jujubier et le palmier rônier, ainsi que diverses espèces d'acacias (*Acacia nilotica*). En début de saison fraîche, tant que la végétation est encore en partie verte, les forêts-galeries jouent le rôle de bandes pare-feu. Plus tard, lorsque la saison sèche est bien avancée, ces milieux paient un lourd tribut aux feux de brousse.
- **Les forêts de baobab** : Des peuplements de baobabs plus ou moins grands sont dispersés à travers l'ensemble de la Réserve. Les populations dépendent fortement de cette ressource car la vente des produits de cueillette du fruit de baobab et sa transformation, dans une moindre mesure par les groupements de femme, constituent une source de revenus important. Son exploitation s'est accentuée ces deux dernières années. Donc des actions de maintien du peuplement de baobab doivent être mises en place.
- **Les zones cultivées** ne sont pas à proprement parler des milieux naturels. Ce milieu est très attractif pour bon nombre d'espèces, notamment en période de culture, où ils viennent y trouver leur nourriture. Cet habitat est donc l'une des principales zones de conflit entre la faune sauvage et l'humain.

La préservation de ces milieux naturels en lien avec le développement territorial est le principe de gestion fondamentale de la réserve. La création de pépinières villageoises, dans les cases d'accueil ou dans d'autres sites identifiés, avec espèces forestières rares ou fréquemment exploitées (Baobab, *Acacia seyal*) pourraient faire l'objet d'enrichissement dans la réserve afin de renforcer les peuplements présents, d'autres espèces pourraient être plantées comme haie vive autour des villages ainsi que des cultures, des arbres fruitiers (manguiers, papayers, citronniers...) plantés au sein des villages permettraient de varier l'alimentation des familles.

V. ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES

Pour cette étape d'étude socio-économique, les réunions et les enquêtes ont été réalisées par zone selon le découpage proposé pour la gestion de la réserve. Dans chaque zone, un village centre a été choisi pour accueillir les réunions : Koussan, Talibadji, Didé et Tomboura. L'équipe technique de la réserve a été renforcée par un animateur pour réaliser cette étape de terrain.



Photo 1 : Réunion zonale (focus groupe à Koussan)

La synthèse des réunions zonales nous a permis de faire un état des lieux de la dynamique et du potentiel socio-économique de la réserve. Ainsi il s'agit d'analyser les possibilités et mécanismes de valorisation des ressources naturelles et humaines, d'identifier les contraintes, de déterminer les actions porteuses, les acteurs potentiels et d'identifier les mécanismes de mise en œuvre par les acteurs associatifs et le mode de gestion de l'espace terroir.

5.1. Activités économiques

5.1.1. Activités principales

Depuis la création des villages jusqu'à aujourd'hui, **l'agriculture et l'élevage** sont les principales activités économiques menées dans la zone. Les champs sont de taille moyenne et se limitent généralement aux pourtours des villages dans la périphérie de la réserve. L'agriculture est une activité de subsistance pour la plupart des familles. Elle permet de nourrir les familles, de subvenir aux besoins par la vente d'une partie de la récolte. Les spéculations cultivées sont le mil, le maïs et l'arachide, puis en petite portions le sorgho et les légumineuses (niébés, gombos...). L'agriculture est dépendante de la pluie car les moyens et les méthodes utilisées restent rudimentaires. Le niveau d'équipement des producteurs est très faible, ce qui explique le faible niveau de production. Cette situation expose les familles à l'insécurité alimentaire pendant la période de soudure c'est-à-dire 2 à 3 mois avant les récoltes. La plupart des familles allient l'agriculture et l'élevage de type traditionnel. Les

troupeaux sont parqués dans les champs pour enrichir le sol ; la fumure organique produit à cet effet contribue à la fertilisation des terres de culture.

La réserve est une zone vulnérable qui joue un rôle important dans l'accès aux ressources pastorales, dans la gestion du parcours du bétail, dans la gestion des conflits et dans la prévention sanitaire. L'effectif du cheptel dans les villages de la réserve s'élève à plus de 4000 bovins et plus de 5500 ovins et caprins (Tableau 1) (Données recueillies dans le Plan Pastoral de la Réserve).

Tableau 1 : Taille du cheptel par village dans la RNC Boundou (en nombre de têtes)

COMMUNES	VILLAGES	BOVINS	OVINS	CAPRINS	EQUINS	ASINS
Dougué	Fass	185	196	152	2	21
	Ganguedji	50	60	30	3	4
	Gourel Demba	50	90	100	1	7
	Hamdallahi	60	100	130	3	7
	Ndiarendi	50	10	10	1	5
	Paravol	20	5	10	2	4
	Talebadiji	502	460	352	16	35
Sous-total		917	921	784	28	83
Koussan	Bakiry	54	48	62		6
	Koussan	314	778	173	11	59
	Linguekone	66	33	43	4	4
Sous-total		434	859	278	15	69
Sinthiou Fissa	Belly	1138	568	192	28	52
Sous-total		1138	568	192	28	52
Toumboura	Bancouba	262	65	72	4	21
	Didé	560	439	315	30	55
	Goudafa Carré	131	72	89		23
	Sansanding	691	246	395	1	53
	Toumboura	116	103	122	6	15
Sous-total		1760	925	993	41	167
Total Général		4249	3273	2247	112	371

(Données Plan Pastoral de la Réserve)

En plus des éleveurs locaux, la réserve est une destination prisée par de nombreux éleveurs transhumants qui détiennent de très grands troupeaux de vaches et de petits ruminants pour des effectifs de plus de 16 000 bovins et plus de 16 000 ovins et caprins.

Le type extensif constitue le mode d'élevage pratiqué par les éleveurs. La conduite et l'entretien des troupeaux bovins sont traditionnellement l'affaire des hommes.



Photo 2 : Troupeau d'ovins au niveau du barrage de Belly, janvier 2017

L'**embouche ovine** intensive est pratiquée par certains producteurs mais celle des bovins n'est pas répandue dans la zone. Le **ré-élevage** est aussi une pratique courante. Il consiste à acheter des animaux maigres en période de fin de saison sèche et à les conduire sur les parcours naturels pendant l'hivernage pour les revendre.

Les femmes s'activent beaucoup dans l'élevage de petits ruminants et sont les propriétaires de la plus grande partie du cheptel caprin.

A cause de la forte pression du cheptel, les ressources végétales sont en régression avec une perte de la diversité biologique, notamment avec la disparition d'espèces appétantes, constatée par les populations.

Les principales contraintes dans la gestion des troupeaux sont :

- Le manque de pâturage (feux de brousse)
- L'assèchement des points d'eau au niveau des aménagements et mares naturelles et les infrastructures (barrages)
- Les problèmes de santé animale ;
- L'attaque par les fauves ;
- Le déficit d'aménagement (pare-feu, mares)
- Manque d'organisation des acteurs
- Le manque d'infrastructures pastorales: Seul le village de Koussan a pu bénéficier d'un parc de vaccination à travers le FFEM. La construction d'autres parcs de vaccination améliorés pour les grands et petits ruminants dans les villages centres de Toumboura, Didé, Talibadji aiderait donc au suivi et aux soins du bétail, en parallèle de l'action de formation d'auxiliaires vétérinaires.

Dans la réserve, il existe d'énormes potentialités et des opportunités (diversité du cheptel, abondance du pâturage, existence d'associations d'éleveurs telle que la maison des éleveurs, possibilité d'aménagement des mares, ...) pour promouvoir un élevage plus productif (lait et viande) et offrir ainsi des emplois aux jeunes.

La pêche est une activité moins importante mais elle se développe dans la zone de la Falémé (Toumboura et Sansanding). Les outils de capture utilisés sont des pièges, des filets dormants, des éperviers (filets volants). Au niveau de la Falémé, les pêcheurs possèdent des petites pirogues

traditionnelles qu'ils utilisent afin de placer leurs filets. Les prises sont destinées à la vente, qui se fait au porte à porte au niveau des villages de Toumboura et Sansanding. Les pêcheurs ne respectent pas la taille autorisée des filets car beaucoup de petits alevins sont présents dans leur prise. Les effets néfastes de l'exploitation de l'or consécutifs à l'utilisation de produits chimiques nocifs (mercure) détruisent la qualité de l'eau et par conséquent peut provoquer une toxicité chez les poissons.



Photo 2 et 3 : Pirogues traditionnelles à Toumboura et avec une prise

5.1.2. Activités secondaires

En dehors de l'hivernage les populations de la réserve s'activent sur d'autres activités.

La cueillette de certains produits forestiers non ligneux est menée dans tous les villages. Elle constitue la source de revenu la plus importantes à certaines périodes de l'année, entre février et juin. Le fruit de baobab et les jujubes, sont les principaux produits récoltés par la population locale. Les populations affirment que l'un des effets positifs de la gestion des ressources naturelles dans la réserve demeure le maintien du bon peuplement du baobab. Le fruit de baobab se vend cher sur le marché. C'est pour cela que son exploitation s'est accentuée ces dernières années. L'exploitation des produits forestiers non ligneux est surtout menée par les hommes. Mais dans les villages Diakhankés, les femmes s'activent à la cueillette du fruit de baobab et de jujubier. La récolte de la gomme Mbep (*Sterculia setigera*) est interdite dans la réserve.

Les méthodes de cueillette, du fruit de baobab particulièrement, sont durables car l'ébranchage et l'élagage sont actuellement bannis. Les populations sont conscientes de l'importance des revenus qu'elles tirent de l'exploitation de baobab. Pour récolter, des perches de bambou à crochets sont utilisées. Toutefois Il faut noter que la compétition avec des cueilleurs allochtones constitue un réel problème pour les populations locales.

L'orpaillage est une activité qui se développe le long de la Falémé. Actuellement c'est la ruée vers Samba Yaye. Dans les villages de Toumboura et Sansanding les femmes s'y activent fortement en utilisant des techniques traditionnelles non dévastatrices comme celles utilisées à Samba Yaye. Il rapporte des revenus importants qui permettent à ces femmes de s'équiper et de payer un petit cheptel. On note aussi la présence d'entreprises le long de la Falémé dans et en dehors de la réserve qui utilisent des machines pour l'extraction de l'or. Il se pose ainsi un problème de pollution de l'eau de la

Falémé. Ce problème d'orpaillage avec l'utilisation de produit dangereux doit être résolu non pas seulement dans la réserve mais au niveau départemental ou régional.

Une interdiction des engins dans le lit du fleuve a été prise par le Ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique a été prise mais son application reste difficile à cause du déficit d'agents et de la sensibilisation au niveau local y compris chez les élus

Le petit commerce : L'activité commerciale est surtout dominée par la vente de produits de base (les denrées alimentaires principalement), du bétail et de céréales. Dans les plus grands villages, le commerce de denrées alimentaires se développe. Du fait de l'enclavement, les produits sont vendus plus chers que dans les centres urbains voisins. Les marchands ambulants (vélos) permettent de desservir les villages les plus enclavés et ne disposant pas de boutiques.

Le maraîchage : Certains villages ayant un accès facile à l'eau comme la Falémé dans les villages de Toumboura, Sansanding, un barrage à Belly, un forage motorisé à Koussan et Didé, pratiquent le maraîchage pendant une partie de l'année. Ce sont les femmes qui pratiquent cette activité. Les villages de Belly et de Didé sont mieux organisés car les femmes travaillent ensemble dans des parcelles aménagées en bloc. Dans les autres villages l'activité de maraîchage est pratiquée à l'intérieur des maisons sur très petites surfaces.



Photo 4 : parcelle maraichaire à Didé

La production du pain traditionnel est assurée quotidiennement dans tous les villages, grâce à des fours traditionnels en argile.

L'aviculture dans les villages de la réserve est de type traditionnel. L'alimentation et l'aménagement des poulaillers ne sont pas de bonne qualité. La volaille n'est pas bien entretenue et est laissée à elle-même, c'est pourquoi la productivité est faible. La volaille pourrait constituer une source de revenus et une source de protéine plus régulière pour les populations. L'amélioration des techniques d'élevage par la promotion de l'aviculture moderne permettrait de développer l'aviculture dans la zone. L'élevage de pintade a été développé dans la réserve pour lutter contre le braconnage. Les unités d'élevage de pintade, ont permis donc de fournir aux villageois une source de protéine animale, tout en créant un revenu pour l'éleveur. Avec l'appui du Parc naturel régional de Millevaches en Limousin (PnrML), 15 unités d'élevage de pintades ont été installées et leurs propriétaires ont été formés. Tous les bénéficiaires n'ont pas réussi mais l'éleveur de pintade de Toumboura (Diakité) est un

exemple de réussite. Cette action pourrait être relancée pour favoriser la promotion de l'élevage des pintades. L'implication directe des personnes motivées surtout chez les jeunes serait un gage supplémentaire de réussite.

L'apiculture : La récolte du miel est une tradition dans les villages de la réserve (village Bancouba, Ndiarendi, Gonguédji etc.). Les récolteurs exploitent toujours les ruches naturelles situées dans les creux des arbres ou dans les termitières. Le miel collecté est consommé localement, ou parfois vendu. Pour lutter contre les pratiques et techniques traditionnelles qui peuvent causer les feux de brousse et la destruction des populations d'abeilles, l'apiculture moderne a été introduite dans la réserve. La mise en place de ruches dans une zone permet de protéger le site, car les populations craignant l'attaque des abeilles évitent d'y pénétrer. Compte tenu de la forte demande de la population et du potentiel de la zone en espèces végétales mellifères, le développement de l'apiculture peut facilement être mis en œuvre. Des résultats positifs ont été obtenus dans la réserve car 60 apiculteurs ont été formés et équipés avec l'appui Syndicat Apicole Dauphinois et 100 ruches installées avec l'appui de Wula nafa et de la fédération des apiculteurs dauphinois. Après des années de cheminement, **les besoins d'accompagnement** exprimés par les apiculteurs sont de deux natures :

- i. le renforcement des équipements nécessaires à la production apicole
- ii. l'amélioration des connaissances sur les techniques de peuplements et de maintien des colonies dans les ruches et sur les opportunités de valorisation du miel et de la cire

Des activités artisanales sont également présentes dans la zone, telles que la maçonnerie, la bijouterie et la menuiserie, la vente du bois de chauffe.

La médecine traditionnelle est développée dans certains villages (Koussan, Sansanding, Fass, Ndiarendi). Il ya une vingtaine de guérisseurs traditionnels reconnus dans la zone.

5.1.3. Appui aux activités économiques

Le développement local est basé sur plusieurs leviers dont les plus importants sont l'organisation des populations, le renforcement des capacités et le soutien financier. C'est ainsi qu'un système de financement alternatif dénommé « **Fond d'appui aux initiatives économiques** » a été mise en place par le CORENA et grâce aux financements du PnrML en 2010, pour financer des initiatives économiques afin de promouvoir une économie locale durable et d'améliorer la gouvernance économique dans la RNC du Boundou. Ce fond d'appui fonctionne normalement grâce à la mise en place d'organes comme les comités d'octroi et de suivi. Ce fond a permis de soutenir 61 projets soit 15 projets en 2011, 26 en 2013 et 20 en 2015. Les projets portent sur l'aviculture, l'embouche ovine, l'apiculture, le commerce de céréales etc. Les prêts tournent autour de 50 000 à 300 000 F CFA. Toutefois, il faut reconnaître que le recouvrement des prêts est plutôt difficile. Les femmes sont meilleures payeuses que les hommes.

5.2. Cadre de vie et assainissement

Les villages de la RNC sont caractérisés par l'inexistence de lotissements (habitats groupés). L'implantation des concessions n'est soumise à aucune règle d'aménagement, faisant apparaître des ruelles sinueuses aboutissant régulièrement dans une autre concession. Les constructions sont de type

traditionnel, utilisant des matériaux locaux (argile et paille).

Les latrines sont de type traditionnel et les fosses, non ventilées, déversent les eaux une fois pleine dans les ruelles.

Dans la RNC du Boundou l'enjeu est énorme car les déchets plastiques constituent une pollution visuelle des sols et une dégradation des terres de culture. Pour la plupart des villages, il n'existe aucun système de gestion des ordures. Les déchets sont jetés autour des villages ou dans des anciens puits. De plus, une fois jetés en brousse ces déchets solides constituent une véritable menace pour l'écosystème naturel. En revanche, les villages en préparatif de certaines fêtes organisent des journées de d'assainissement communautaire (set setal). Les problèmes clés sont le manque de décharge, de matériels (poubelles), de comité de salubrité et l'absence de latrines améliorées.

L'insalubrité autour des points d'eau est due aux eaux usées stagnantes qui s'accumulent autour des puits et pompes manuelles qui ne disposent pas de dalles ou dont les dalles sont détruites.

La pollution des eaux de la Falémé par les activités d'orpaillage constitue aussi un problème majeur au niveau des villages aux abords de la rivière (Toumboura, Sansanding et Goundafa). L'érosion et la dégradation des berges de la rivière sont causées par les activités d'orpaillage et d'extraction de sables pour les constructions en dur principalement réalisées par les émigrés.

La gestion des déchets constitue un enjeu majeur pour la santé communautaire et le développement durable dans les villages de la réserve. Face à ce problème, des actions devraient être mise en œuvre.

Lors des concertations, des propositions concrètes d'amélioration de la gestion des déchets ont été identifiées de concert avec les populations

- La diminution des sacs plastiques
- Le ramassage et le regroupement des déchets
- La collecte et le recyclage des piles
- La collecte et le recyclage
- La sensibilisation/information des habitants notamment les femmes et les jeunes

5.3. Hygiène et Santé

L'amélioration de la propreté dans la réserve a un enjeu sanitaire pour les habitants, pour le bétail et un enjeu touristique car les touristes doivent se sentir bien et pour cela, dans un environnement où ils ne sont pas « agressés » par des sacs plastiques sur les bords des chemins et dans les villages. L'impact visuel des sacs plastiques est considéré comme une véritable nuisance pour Les touristes qui viennent dans la réserve.

On remarque presque dans tous les villages un manque général d'hygiène et d'assainissement (gestion des ordures ménagères, eaux usées stagnantes, latrines traditionnelles...) qui se répercute sur la santé des populations. La présence des animaux domestiques à l'intérieur des maisons renforce cette situation.

Des dépôts sauvages d'ordures ménagères sont observés dans tous les villages surtout à Koussan, Belly, Toumboura, Sansanding etc.

Les mesures d'hygiène autour des points d'eau (puits, pompes, mares, abreuvoir ...) sont relativement faibles ou inexistantes. Les aménagements (dalles en ciments) sont soit vétustes soit absents. Tout ceci favorise la prolifération des maladies liées à l'hygiène de l'eau ou à l'assainissement.



Photo 5 : Insalubrité autour des points d'eau (Sansanding)

Les maladies les plus fréquentes, liées au manque d'hygiène et d'assainissement, sont :

- le paludisme,
- la diarrhée,
- les maux de ventre
- la conjonctivite
- la carie dentaire
- les dermatoses
- les infections respiratoires aiguës (IRA)

Les femmes souffrent de douleurs lombaires causées par la surcharge et à la pénibilité des tâches ménagères. Cet état de santé précaire a des répercussions, notamment chez celles enceintes pouvant provoquer des accouchements difficiles et des avortements.

5.4. Accès aux infrastructures et services sociaux de base

5.4.1. Education

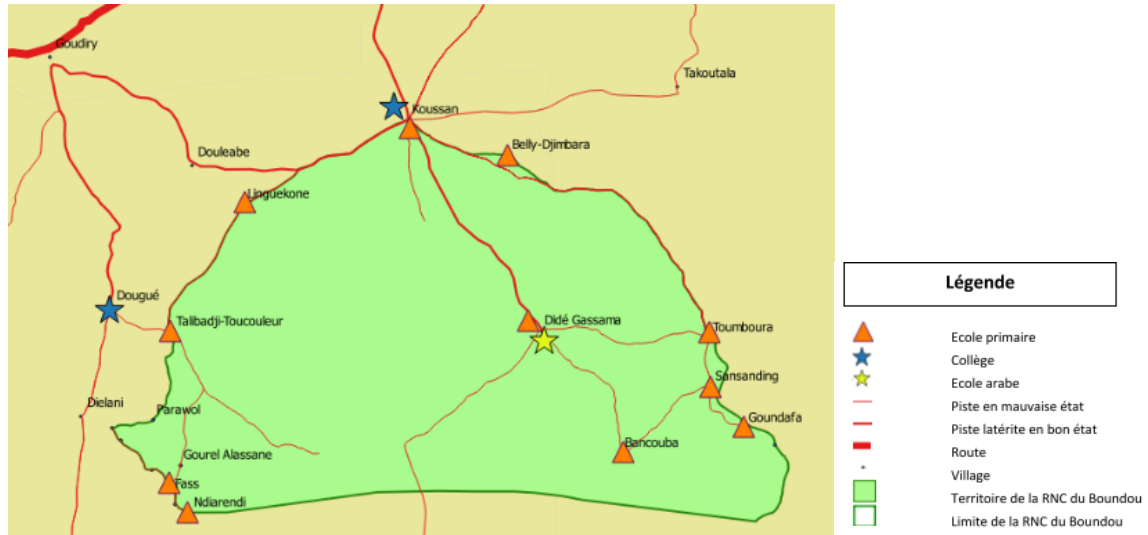
Les écoles de la réserve souffrent d'un sous-équipement général. Le paquet de services intégré est incomplet). La plupart des écoles ne disposent pas de clôture ni de latrines fonctionnelles et sont dotées d'une ou de deux classes encore en abris provisoires. En outre, les salles de classe de l'école de Ndiarendi, par exemple, sont d'une vétusté aberrante. Les conditions d'éducation sont donc très difficiles, et pour les enseignants et pour les élèves. Les écoles n'ont pas les capacités d'accueillir de nouvelles classes à chaque rentrée scolaire.

Les infrastructures scolaires existantes dans la réserve sont :

- 11 écoles élémentaires ; Il faut souligner que grâce BCI de l'état, le village de Tomboura a pu bénéficier d'une nouvelle école primaire de 4 salles de classes
- 1 collège à Koussan ; Grace au conseil départemental de Goudiry avec l'appui du PNDL, un nouveau collège est en construction à l'entrée du village de Koussan. Mais c'est un projet qui

est à ses débuts. Le collège de Dougué ne faisant pas parties des limites du territoire de la réserve est tout même une école affiliée à la réserve dans le cadre du COCODEC

- 1 école arabe à Didé
- des écoles coraniques (daaras) dans la plupart des villages.



Carte 2 : Infrastructures éducatives

Parmi les écoles, seule celle de Fass, entièrement en abri provisoire, n'est pas fonctionnelle à cause entre autre du manque d'enseignants. Parmi les écoles élémentaires, 7 sont en dur. Les autres écoles sont en partie en abris provisoires. Seules les écoles de Koussan et Toumboura disposent d'assez d'enseignants. Par contre l'école de Linkone dispose d'un seul enseignant gérant 3 classes pour un total de 85 élèves. Seules les écoles de Koussan et de Talibadji et Didé, connectées au réseau d'eau, disposent de robinets. De plus, on note l'absence de latrines dans 5 écoles comme Toumboura. Seule l'école de Didé est clôturée. L'école de Koussan dispose d'une installation solaire. Le collège de Koussan dispose de trois classes dont une en dur et 2 en abris provisoire.

Les parents ont des difficultés pour la prise en charge des élèves. Les filles sont plus nombreuses mais quittent l'école très tôt pour être mariées ou pour aider leurs mamans pour les taches ménagères.

Tableau 2 : Situation actuelle des écoles de la réserve

Ecole	fonctionnel	Construction	Nombre salles de classe	Nombre de classes	Nombre Elève	Enseignant	Point d'eau	Latrine	clôture
Koussan	oui	Dur	6	6	147	7	oui	oui	non
Linkone	oui	abris provisoire	2	3	85	1	non	oui	non
Belly	oui	abris provisoire	2	4	87	2	non	oui	non
Talibadji	oui	Dur	2	4	150	2	oui	oui	oui
Fass	non	abris provisoire	0	2	42	0	non	oui	non
Ndiarendi	oui	abris provisoire	2	2	48	1	non	non	non
Toumboura	oui	Dur	3	5	219	4	non	non	non
Sansanding	oui	Dur	3	5	107	3	non	oui	non
Goundafa	oui	Dur	1	2	25	1	non	non	non
Didé	oui	Dur	2	4	125	3	oui	oui	oui
Bancouba	oui	Dur	2	2	29	1	oui	non	non
Collège Koussan	oui	abris provisoire	4	4			non	non	non
			29		1064	25			

Année scolaire 2016-2017



Photo 6 : Ecole de Linkone

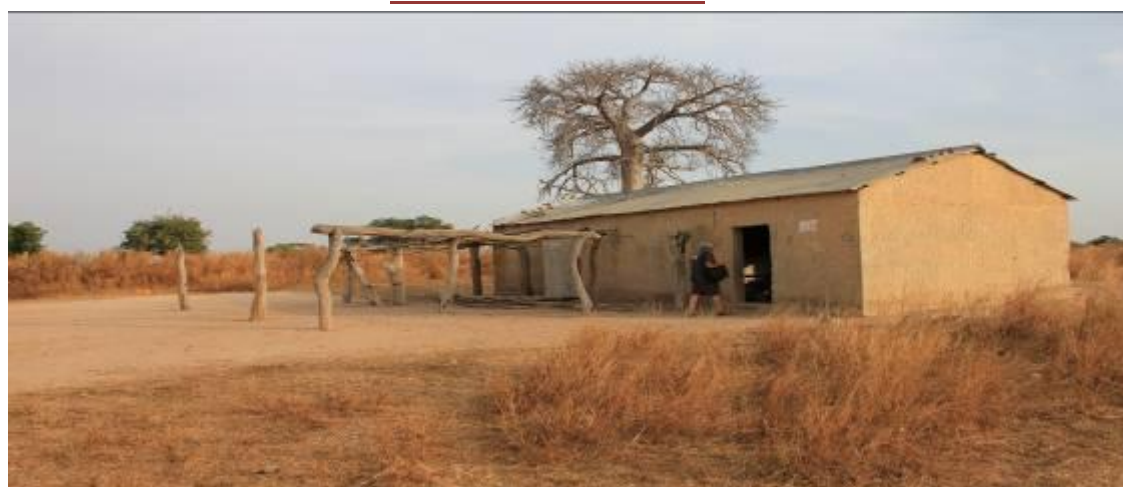


Photo 7 : Ecole de Ndiarendi

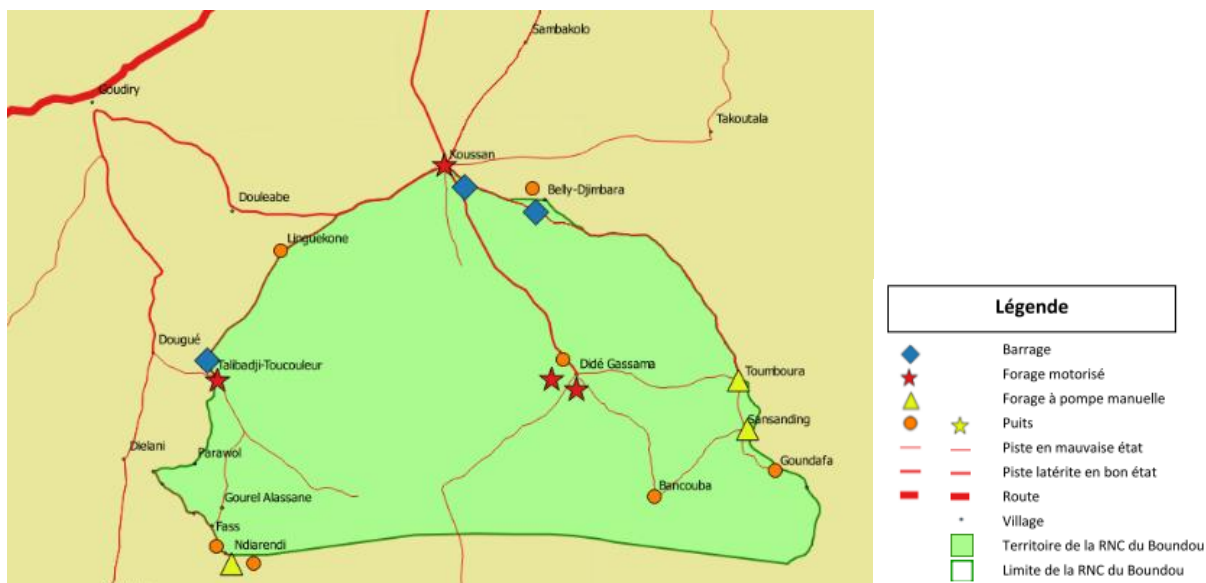
5.4.2. Hydraulique

L'hydraulique constitue un secteur social stratégique, voire même indispensable dans les activités de production. Les infrastructures hydrauliques existantes dans la réserve sont :

- Barrages : 3 (Koussan, Belly et Talibadji)
- Puits traditionnels : au moins 24
- Puits hydrauliques : 11
- Forage avec pompe manuelle : 14 dont 5 qui ne sont pas fonctionnels à Koussan. Toumboura et Sansanding disposent chacun de deux pompes manuelles en plus du puits réalisé à Toumboura par le PNDL ; Gonguédji, Bacouba, Belly, Ndiarendi et Gourel Demba en disposent chacun que d'une pompe manuelle. Celle de Ndiarendi est en panne. Le village de Goundafa, Linkone, Fass, etc. n'en disposent pas pour le moment.
- Forages avec adduction : La zone compte 4 forages dont 1 à Koussan, 2 à Didé et 1 à Talibadji. Le premier forage de Didé a été créé en 1985 et les trois autres forages sont construits en 2011 dans le cadre du programme d'hydraulique villageoise de l'UEMOA.



Photo 8 : Forage de Koussan



Carte 3 : Infrastructures hydrauliques

L'eau utilisée pour la consommation est douce. La qualité de l'eau est généralement bonne et peu minéralisée mais la quantité est insuffisante pour la plupart des villages. Seuls les villages de Koussan, Didé et Talibadji (dotés de forage avec adduction d'eau) ont des quantités suffisantes pour la consommation. La mauvaise gestion des infrastructures est à l'origine de pannes fréquentes des forages et des pompes manuelles. Le village ndiarendi utilise un puits privé dont le propriétaire éleveur abreuve son bétail avant les hommes.

Le village de Hamdallahi ne dispose que d'un puits traditionnel avec une eau de mauvaise qualité. Le tarissement précoce est causé par une forte pression sur la ressource par les hommes et le bétail.

Le faible nombre de forages et de pompes manuelles dans la zone ne permet pas de satisfaire les besoins en eau des populations surtout pour la production (abreuvement bétail et maraichage).



Photo 9 : Pompe manuelle à Bancouba

Les barrages : La réhabilitation des barrages de Koussan et de Belly et la construction d'un nouveau barrage à Talibadji ont été réalisées grâce à l'appui du programme PAPIL. Ces barrages jouent pleinement leur rôle socio-économique. Cet accès facile en eau a amélioré les conditions d'élevage, a facilité les tâches ménagères. Il a permis de développer des activités de maraîchage dans les villages tels que Belly. Les populations se sont organisées pour faire du maraîchage dans les surfaces de décrue du barrage. Avec l'appui du P2RS (ancien PAPIL) la réserve leur a octroyé des semences maraîchères. Compte tenu de l'importance de ces barrages pour les populations, et pour la biodiversité, leur restauration était une priorité pour la zone. Ils attirent la faune sauvage qui vient s'y abreuver. Plus d'une vingtaine de nouvelles espèces d'oiseaux ont été identifiées au niveau des barrages (surtout celui de Belly qui est une vaste zone inondable). Le barrage de Belly est redevenu un site ornithologique majeur, où de nombreux oiseaux d'eau et des migrateurs transsahariens ont été observés.

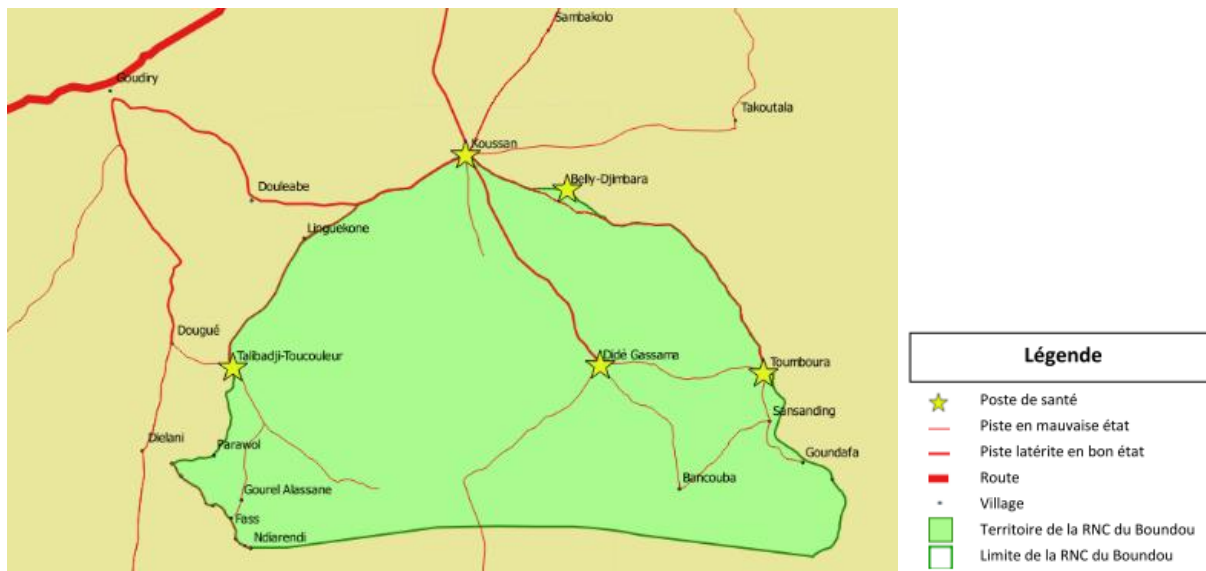
Le village Linguekone et les petits villages du sud ouest de la réserve, jusqu'à Ndiarendi ont aussi besoin de ce type d'ouvrage.

5.4.3. Santé

La réserve dispose de :

- 4 postes de santé fonctionnels avec une maternité : Koussan, Didé, Toumboura et Belly
- 5 cases de santé dont une qui n'est pas fonctionnelle, celle de Gourel Demba

La zone dispose de 2 ambulances à Toumboura et Koussan, cette dernière étant en panne depuis deux ans.



Carte 4 : Infrastructures de santé

Les postes sont confrontés aux difficultés suivantes :

- un déficit de salles de soins et d'hospitalisation,
- une insuffisance des équipements de soins, d'hospitalisation, (lit, table, boîte de soins)
- une absence ou défaillance du système d'électrification,
- une absence de point d'eau (Belly, Toumboura)

- un manque de clôture (Talibadji)

La case de santé de Gourel Demba construite par les immigrés n'est pas fonctionnelle à cause du manque d'agents de santé communautaire. Le nombre d'infrastructures et de personnes ressources ne permet pas d'offrir un service de santé de qualité et de proximité aux populations. Les évacuations vers les centres hospitaliers de Kidira et de Goudiry sont rendus difficiles à cause de l'enclavement des villages.

Nous avons noté une augmentation accrue des consultations à Toumboura en 2016, soit 4 fois plus que les années passées à cause de l'extension de la zone de couverture et le changement de mentalité.

Il ya des comités de gestion dans tous les postes de santé. Certains comme celui de Talibadji ne fonctionnent pas bien car il n'investit pas dans le poste (Absence de clôture, manque de produits détergeant). Il y a un besoin de formation des comités de gestion.

Les maladies les plus fréquemment soignées dans les postes de santé sont :

- paludisme, grippe
- IRA et Asthme
- Dermatose
- Diarrhée
- Malnutrition
- hypertension



Photo 10 : Poste de sante de Talibadji (non clôturé)

5.4.4. Communication

Traverser la RNC du Boundou est un vrai parcours du combattant, tant les voies d'accès restent impraticables notamment en saison hivernale. L'enclavement est un handicap majeur au développement territorial qui entrave les initiatives tant individuelles que collectives et limite les possibilités d'échanges entre populations. C'est un facteur de paupérisation de la localité. **Les plaidoyers au niveau des autorités compétentes ont permis de réaliser des travaux de construction et d'entretien des tronçons des pistes Goudiry-Koussan longs de 35 km et Kipou Siley-Koussan-Didé d'environ 40 km. Ces réalisations ont été faites grâce au Projet de Pistes**

Communautaires en appui au Programme National de Développement Local (PPC/PNDL) qui vise à contribuer à l'amélioration de la mobilité, de l'accès des populations rurales aux services socioéconomiques de base, ainsi qu'à l'augmentation des revenus et emplois ruraux. Le désenclavement des villages de la Réserve Naturelle Communautaire du Boundou était l'argument de choix avancé par les élus et l'ARD pour bénéficier de ces infrastructures du PPC/PNDL. En plus de ces routes, la piste Goudiry-Talibadji, est aussi un axe qui permet aux populations d'accéder aux centres urbains les plus proches.

Toutefois le problème dû à l'enclavement demeure toujours : pendant l'hivernage, les pistes sont rendues impraticables à cause de la présence de marigots, mares et vallées, qui isolent certains villages pendant plusieurs mois. Le prélèvement de sable et de gravier réalisé le long des pistes accentue leur impraticabilité. Le village de Bancouba est jusqu'ici inaccessible en période de saison des pluies.

La construction ou la réhabilitation de pistes devra être reconduite pour poursuivre le désenclavement de la zone. Les axes prioritaires sont Didé-Toumboura et Didé-Bancouba.

Les passages difficiles empêchent certains villages comme Fass (commune Dougué) et Goundafa (commune Toumboura) de se déplacer ou de se ravitailler. **La construction des ouvrages de passages comme des ponts ou des radiers au niveau de ces « point noirs » pendant l'hivernage pourrait permettre de reconnecter tous les villages de la zone.**

Le réseau téléphonique fixe est présent dans certains grands villages (Talibadji, Koussan, Didé). En revanche, la zone de Toumboura et Sansanding est hors réseau à cause de la panne de l'antenne téléphonique orange. Des ruptures fréquentes de ces réseaux sont observées.

La couverture audiovisuelle est possible grâce au réseau de la RTS et aux réseaux satellitaires. Cependant, le niveau d'équipement de réception dans les ménages est faible.

La radio communautaire de Goudiry, « Boundou FM », est captée dans plusieurs villages de la zone et permet d'informer et de sensibiliser la population locale.

5.4.5. Equipements divers

La zone dispose d'équipements divers :

- 11 moulins dont 5 sont en panne.
- 3 parcs à vaccination dans les villages de Koussan, Didé et Toumboura
- 1 Gare routière à Didé

Nous avons noté une inexistence de marché permanent et d'éclairage public. Le village de Koussan dispose de 13 panneaux solaires publics qui ne sont pas fonctionnels actuellement. Seuls les éclairages privés (12 panneaux solaires à Koussan, un groupe électrogène à Didé.) sont fonctionnels.

Il se pose, pour l'ensemble des équipements, un problème de gestion. Aussi les matériels tombent en panne et les ressources pour les réparations sont indisponibles.

5.5. Situation des femmes

Les femmes jouent un rôle important au sein des foyers. A cause des poids des traditions, elles participent peu aux instances de prise de décisions particulièrement dans les villages Diakhankés, où les femmes ne partagent généralement pas les réunions villageoises. Cependant, leur situation semble évoluer. Nous avons noté la participation des femmes du village de Didé (Diakhanké) dans nos réunions. Il y a aussi l'émergence de certaines femmes, qui occupent des fonctions électives et sociales importantes (conseillères municipale et départementale, Présidente de GIE, responsable Fond d'appui, animatrices sanitaires...). Les efforts consentis dans la scolarisation des filles permettront l'amélioration de la situation des femmes dans la zone.

L'insuffisance des infrastructures de base, des équipements d'allègement des travaux, la corvée de l'eau, le manque de partenaires financiers, l'insuffisance de l'encadrement sont à l'origine de la surcharge, la pénibilité des tâches ménagères et de la précarité de la vie chez la femme. Les conséquences sont la fatigue générale, la santé fragile de la femme (Douleur lombaire, problème accouchement), le vieillissement précoce de la femme. Ceci rend très difficile la réalisation d'activités supplémentaires génératrices de revenus, malgré le besoin et la volonté.

Les femmes s'activent dans l'élevage de volailles et de petits ruminants, le petit commerce, l'orpaillage (Toumboura, Sansanding), le maraichage, la cueillette et la transformation du fruit de Baobab. Toutefois elles disposent de maigres ressources ; les seules possibilités sont : cheptel, parure, soutien des maris émigrés, Fond d'appui (CORENA), les fond Tostan, caisse du groupement issue de l'appui du Grdr) pour financer leurs activités.

Il faut retenir une forte motivation des femmes et un besoin d'appui en maraichage et en agroforesterie. Nous avons noté le regroupement des femmes en association (GPF, GIE) pour faire face à ces difficultés d'acquisition des financements (CORENA, GRDR, TOSTAN etc.), et des équipements d'allègement des travaux (moulin, ...).



Photo 11 : Corvée de l'eau des femmes à Gourel Demba

5.6. Diagnostic organisationnel

Les Organisations Communautaires de Base (OCB) existantes dans la zone sont essentiellement des Groupements d'Intérêt Economique (GIE), des Groupements de Promotion Féminine (GPF), des Maisons des éleveurs (MDE) etc. Les principales activités de ces structures associatives sont l'élevage, la transformation des produits de cueillette (fruit de baobab, jujube), le commerce de céréales, le maraîchage, la gestion de moulins à mil.

Les associations ont une connaissance moyenne voire faible de la réglementation en vigueur et de la gestion des activités économiques menées. La plupart possèdent des pièces comptables pour la gestion des flux de caisse mais le système de gestion est peu huilé. Ces associations sont confrontées à de multiples difficultés liées à l'analphabétisme, au déficit d'encadrement et d'animation, à l'accès au financement et à la diversification des activités économiques. La zone souffre aussi d'un manque de leadership féminin et de l'absence de plaidoyer pour la prise en compte du genre. Toutefois le CORENA est la structure centrale qui, avec l'accompagnement conséquent de ses partenaires nationaux comme le l'ARD, le PNDL, P2RS et GRDR, encadre et finance les associations. Dans le cadre des activités génératrices de revenus de la RNC, des associations comme le GIE Limbam Boundou, le GIE Bantaare Sisse ni Kamo et des Groupements pains de singe (Koussan, Linkone, Talibadji, Fass etc) ont été créés et sont accompagnés par le CORENA et le GRDR. La dynamique associative reste cependant à consolider. Les associations ne sont pas en réseau les unes avec les autres et ont peu de relations. Il y a aussi un déficit de concertation entre les associations et les autres acteurs. Un cadre de concertation communale permettrait de fédérer les associations pour coordonner leurs activités.

Les associations des Migrants (FADERTA, ABM associations de ressortissants) sont aussi des structures de financement potentiel d'activités dans leurs villages respectifs.

Tableau 3 : Diagnostic organisationnel

Type d'organisation	Secteur d'intervention	Forces	Faiblesses
Groupement de promotion féminine (GPF)	Commerce céréale, Maraîchage	leadership féminin, renforce la cohésion sociale, Formel	Manque de moyens, manque d'encadrement Méconnaissance réglementation, Absence de programme d'activités
Groupement d'intérêt économique (GIE)	Transformation des produits de cueillette (fruit de baobab, jujube), maraîchage	Renforce la cohésion sociale, Source de revenus Formel	Manque de moyens, manque d'encadrement Méconnaissance réglementation, Absence de programme d'activités
Comités de gestion	Gestion des infrastructures (Forage, Barrage) et équipements (moulin)	Renforce le leadership et les capacités des responsables	Difficultés de fonctionnement, méconnaissance de rôles et responsabilité, conflits, Absence d'outil de gestion
Comité de salubrité	Hygiène et assainissement	Contribue à l'amélioration du cadre de vie et de la santé	Informelle, manque d'organisation Manque de moyens, d'encadrement

5.7. Gouvernance

Les réformes notées dans la mise en place de l'acte 3 de la décentralisation traduisent un changement dans l'approche du gouvernement vis à vis des questions de gouvernance locale. La responsabilisation et la participation locale, de désengagement de l'Etat, de transparence dans les mécanismes de prise de décision et de recevabilité devant les populations, guident la conception et la

mise en œuvre des actions de développement. Malheureusement, au niveau de la réserve, ces principes sont faiblement pris en compte. Dans les différentes communes, les populations locales sont faiblement impliquées dans le processus de prise de décision et dans les choix et priorités. Les décisions prises par les élus sont difficilement transmises à la base. On note une méconnaissance du rôle et de la responsabilité des élus dans le cadre de la gestion des ressources naturelles même si une formation a été dispensée dans ce sens.

La demande des populations est de satisfaire les besoins sociaux comme l'accès à l'eau (consommation et production), la mobilité (piste), le maintien des ressources naturelles, les matériels agricoles et l'éducation. Néanmoins les communes n'ont pas beaucoup de moyens pour mettre en œuvre des projets de développement. Le taux de recouvrement des taxes est faible ce qui fait que les communes sont dans l'impossibilité de développer seules des projets. La seule source de revenus interne des communes demeure la taxe minimum fiscale 4^{ème} catégorie. Pourtant, de nombreuses possibilités de mobilisation de recettes autorisées par les textes législatifs seraient possibles : les recettes fiscales provenant des taxes sur les produits forestiers (convention locale) et les revenus du patrimoine communal par exemple.

Les communes de la zone ne prennent pas en compte les opportunités qu'offrent les ressources naturelles pour l'économie d'un territoire.

A cause d'un manque de leadership, les villages et communes de la réserve bénéficient faiblement des appuis issus des services de l'Etat, des projets/programmes et d'ONG pour développer les secteurs de l'agriculture, l'élevage et la pêche.

5.8. Développement territorial et Migration

C'est la migration qui permet aux membres de la famille de mieux vivre au village, par la prise en charge des besoins vitaux des familles et à la construction d'habitation. La migration est une richesse dans cette zone. Elle est aujourd'hui un pilier fondamental de développement socio-économique des villages du Boundou.

Les migrants interviennent directement dans les villages d'origines dans le cadre de leurs associations. Toutefois, ce mouvement associatif a permis actuellement de passer d'une offre de financement de la diaspora pour son village d'origine à la recherche de réponse aux demandes des élus locaux pour les collectivités territoriales (commune ou département). Cette dynamique associative renforce le partenariat sud-sud (plusieurs villages bénéficiant de ces projets) et nord-sud (coopération décentralisée).

Cependant, il faut préciser que leur structuration et leur mission socio-institutionnelle ne permettent pas encore de développer de grands projets à même d'impulser le développement de la zone. Elles constituent, un potentiel à exploiter afin de propulser l'entrepreneuriat communautaire.

L'idée de projet de la réserve est une initiative d'un migrant, mais depuis un certain temps, nous avons constaté un certain relâchement de la part de ces derniers. Même certains se disent écartés du projet à cause du déficit de communication. Lors de nos entretiens, certains migrants ont demandé à être plus associés dans les activités de la réserve. Des actions doivent être menées pour renouer ce lien et renforcer la collaboration avec l'association des migrants et créer et développer des fédérations communales des migrants.

5.9. Partenariat

Les partenaires locaux et extérieurs sont les principaux piliers pour promouvoir un développement local au sein des communes. Cependant, l'analphabétisme et le manque de leadership sont des contraintes marquant qui bloquent le développement d'un partenariat soutenu au niveau des communes. Presque tout tourne autour de la réserve. Le principal partenaire dans la zone est le CORENA qui, par le biais du projet de réserve, collabore avec d'autres partenaires pour mettre en œuvre des actions de développement.

Les autres partenariats recensés sur la zone sont les suivants :

- le Conseil départemental de l'Isère et autres acteurs isérois (Tetraktys, CRAterre,) et le PnrML sont les principaux partenaires des communes à travers le CORENA. Ils appuient les communes dans le projet de la RNC du Boundou pour la préservation des ressources naturelles et le développement local ;
- **Des associations des migrants de la zone**, au nord, portent des initiatives de concertation dans toute la région (ADSEB et ABM). En collaboration avec le PAISD : Construction de forage à Koussan par l'association d'émigrés (nom association à Talibadji et Création de points d'eau au niveau des écoles et des postes de santé ;
- PAPIL : Construction et réhabilitation des barrages à Koussan, Belly, et Talibadji ;
- PNDL/ARD : construction de pistes Goudiry–Koussan-Didé et Kipou Siley-Koussan, construction de postes de santé, latrines et équipement écoles et postes de santé ;
- GRDR, réalisation d'actions de développement dans le cadre du projet DEDE, Programme gouvernance ;
- P2RS, actuellement l'un des partenaires principaux de la réserve, qui l'appuie sur des actions de résiliences ;
- Africare : nutrition, renforcement des capacités lutte contre la pauvreté ;
- Croix rouge : secours aux nécessiteux, lutte contre la malnutrition, renforcement des capacités, appui organisationnel, lutte contre la pauvreté...

VI. CONTRAINTES LIEES AU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

6.1. Identification des contraintes majeures

En utilisant l'outil pyramide des contraintes, les populations ont listées, lors de nos entretiens, un certain nombre de contraintes qui freinent le développement de la zone. Elles ont ensuite identifiées elles-mêmes les contraintes majeures qui doivent être résolues en priorité.

Dans la figure ci-après, nous avons résumé les contraintes majeures par zone :

Figure 2 : PYRAMIDE DES CONTRAINTES PAR ZONE

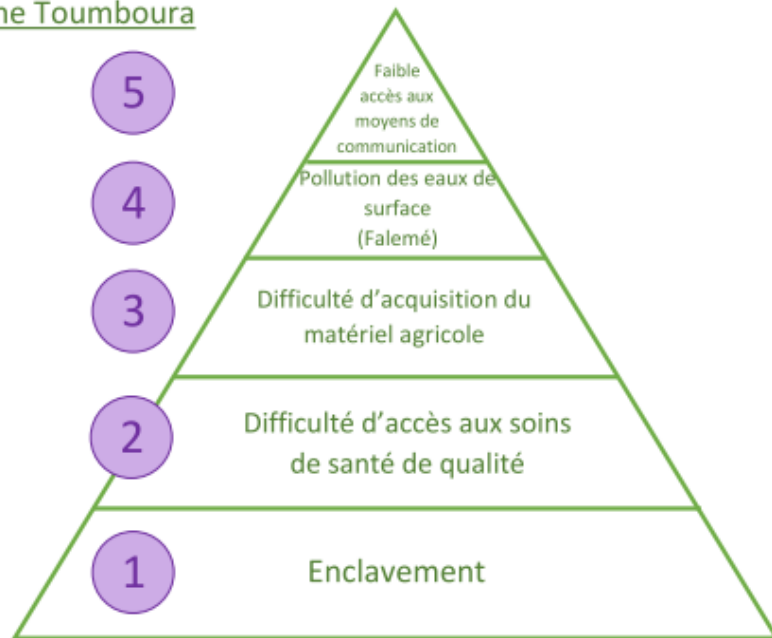
Zone Koussan



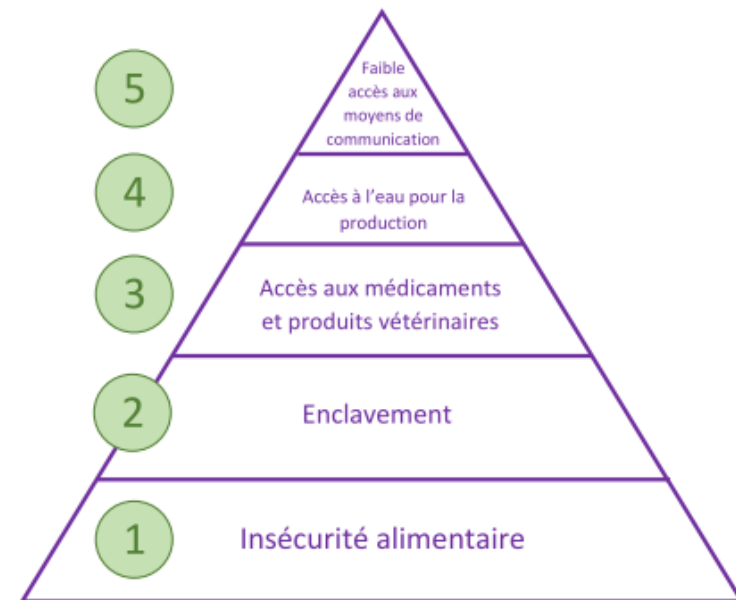
Zone Talibadji



Zone Toumboura



Zone Didé



En se basant sur la liste des contraintes majeures qui sont répertoriées par ordre de priorité dans chaque zone, nous avons déduit la liste des contraintes majeures pour l'ensemble de la RNC du Boundou:

1. **Enclavement de la zone**
2. **Déficit d'eau pour la production**
3. **Destruction de la brousse**
4. **Insécurité alimentaire**
5. **Difficultés d'accès au financement**
6. **Difficulté d'accès aux soins et rupture des médicaments**
7. **Manque d'équipements agricoles**
8. **Sous emploi des jeunes**
9. **Pollution des eaux de surface (Falémé)**
10. **Déficit de fourrages**
11. **Accès à l'électricité**
12. **Difficulté d'accès aux moyens de communication (téléphone et radio)**
13. **Maladies du cheptel**
14. **Faible niveau du paquet de service intégré (salle de classe, latrine, clôture, point d'eau, bibliothèque, terrain de sport)**
15. **Insalubrité dans les villages**

Ces contraintes constituent un frein pour le développement territorial de la zone. Leur persistance plonge les populations dans une situation de vulnérabilité, de précarité et d'insécurité alimentaire. En effet cela est dû en partie au **faible niveau de connaissance des textes** et la **manque prise en charge des rôles et responsabilité des élus**. Leur **faible niveau d'éducation de base** a pour conséquence la faible prise en charge de la demande des populations et l'**absence d'initiatives locales**.

6.2.Analyse des potentialités et contraintes

L'ensemble des potentialités et des contraintes que nous venons d'étudier peuvent être classées dans cinq catégories :

- la gestion des ressources naturelles et à l'environnement ;
- la sécurité alimentaire ;
- la santé ;
- l'éducation ;
- l'hydraulique et/ou l'hydrographie.

Tableau 4 : TABLEAU D'ANALYSE DES POTENTIALITES ET CONTRAINTES

DOMAINE	Potentialités	Contraintes	Effet / Impacts
ENVIRONNEMENT ET GESTION RESSOURCES NATURELLES	<p>De vastes écosystèmes de savane et de forêts</p> <p>Existence de points d'eau permanents ou temporaires (Falémé, Anguli, Wéndou fodé etc)</p> <p>Présence d'animaux sauvages</p> <p>Peuplement important de baobab</p>	<p>Coupe abusive des ligneux (transhumants, exploitants locaux)</p> <p>Feux de brousse</p> <p>Déficit pluviométrique</p> <p>Faible organisation des exploitants des ressources naturelles</p> <p>Forte pression sur les essences comme le baobab, l'acacia seyal</p> <p>Absence de réglementation locale</p> <p>Méconnaissance et non respect de la législation</p> <p>Pollution des eaux de surface (Falémé)</p> <p>Assèchement et ensablement des mares</p> <p>Forte pression sur les mares</p> <p>Erosion des points d'eau et des zones de prairie (élevage)</p> <p>Erosion des terres cultivables</p> <p>Braconnage</p> <p>Installation anarchique des troupeaux autour des points d'eau (mares)</p> <p>Mauvaise gestion des déchets et ordures ménagères</p>	<p>Perte de biodiversité / Disparition ou diminution d'espèces végétales et animales</p> <p>Dégradation du couvert végétal / Déficit de pâturage</p> <p>Dégradation et appauvrissement des terres/ Diminution des terres cultivables</p> <p>Destruction des peuplements (Acacia seyal) / faible renouvellement du peuplement de baobab</p> <p>Diminution des productions chez les végétaux, animaux, produit forestier non ligneux</p> <p>Tarissement rapide des mares/ manque d'eau</p> <p>Combrétisation de la brousse/ déficit de fourrage</p> <p>Diminution des productions de miel</p> <p>Augmentation de la fréquence d'apparition des maladies liées à l'eau</p> <p>Insalubrité dans les villages</p>
SECURITE ALIMENTAIRE	<p>Existence terres cultivables fertiles</p> <p>Cheptel impressionnant</p> <p>Appui financier des migrants</p> <p>Existence de barrages</p> <p>Existence de points d'eau permanents ou temporaires (Falémé, Anguli, wédou fodé etc)</p> <p>Existence de pistes de production / PNDL</p> <p>Produit forestier non ligneux (fruit de baobab, jujubier)</p> <p>Groupements socio-professionnels (éleveur, femme formatrice)</p> <p>Présence projets et programmes (promotion de l'équipement rural)</p> <p>Appui institutionnel et organisationnel des Institutions et ONG</p>	<p>Erosions des terres</p> <p>Baisse de la pluviométrie</p> <p>Enclavement de la zone</p> <p>Déficit en eau de production</p> <p>Déficit d'accès au financement</p> <p>Déficit d'accès aux moyens et facteurs de production n et aux équipements modernes de transformation</p> <p>Déficit du fourrage et faible niveau d'accès aux sous produits agroindustriels (aliment bétail)</p> <p>maladie du cheptel (épidémies)</p> <p>Difficulté d'accès à l'électricité et aux moyens de communication</p> <p>Sous emploi des jeunes</p> <p>Faible valorisation des produits de cueillette (Fruit de baobab, jujube)</p> <p>coupe des espèces ligneuses</p> <p>feux de brousse</p> <p>Faible niveau de qualification des acteurs locaux</p> <p>Absence de point de vente de produit véto</p> <p>Mauvaises habitudes alimentaires</p>	<p>Baisse de productivité (des sols, forestière, animale et agricole)</p> <p>problème d'écoulement des produits</p> <p>Rareté des sous produits d'élevage</p> <p>accroissement de la mortalité du cheptel</p> <p>Exode rural et Emigration (Europe)</p> <p>vulnérabilité et précarité des population/Pauvreté</p> <p>Faiblesse de l'entreprenariat rural (activité génératrice de revenu)</p> <p>Sous-alimentation et Malnutrition, vulnérabilité de la santé maternelle et infantile</p>
SANTE	Potentialités	contraintes	effets / impacts

	<p>Existence d'infrastructures sanitaires (poste de santé, maternité et de case de santé)</p> <p>Existence d'infrastructures hydrauliques (Trois forages avec adduction d'eau à pompe manuelle ?? (9 fonctionnels))</p> <p>changement progressif des mentalités</p>	<p>Difficulté d'accès à l'eau potable</p> <p>Déficit en postes ou cases de santé</p> <p>déficit en salles de soins et d'hospitalisation</p> <p>Insuffisance des équipements de soins, d'hospitalisation, (lits, tables, boites de soins)</p> <p>absence ou défaillance du système d'électrification</p> <p>Absence de point d'eau dans certaines infrastructures sanitaires</p> <p>manque de clôture</p> <p>Problème de fonctionnement des comités de santé</p> <p>Déficit de formation des aides</p> <p>mauvais état des pistes d'accès (évacuation, et accès aux médicaments et soin)</p> <p>Pénibilité de la corvée de l'eau des femmes</p> <p>Pollution des eaux de surface (Falémé et mares pastorales)</p>	<p>Récurrence de certaines maladies (hydrique, cutanées, respiration, dentaires (carie dentaire dans la commune de Toumboura)</p> <p>santé fragile de la femme et de l'enfant</p> <p>Faible qualité de la prise en charge des malades</p> <p>Augmentation de la fréquence d'apparition des maladies liées à l'eau</p> <p>Augmentation de la fréquence d'apparition des maladies respiratoires (Toux, Asthme)</p>
EDUCATION/ FORMATION	Potentialités	Contraintes	Effet / Impacts
	<p>Existence d'infrastructures scolaires (11 Ecoles primaires, 2 collèges (koussan et Dougué affilié))</p> <p>Taux élevé de scolarisation des filles</p> <p>Bon maillage des écoles (répartition spatiale des établissements scolaires)</p> <p>Existence d'école arabe et de daara</p> <p>Existence de classes passerelles</p> <p>Existence d'unités de transformation des produits forestiers non ligneux</p>	<p>Déficit en salles de classe</p> <p>Salles en dur en mauvais état et abris provisoires</p> <p>Déficit en enseignants</p> <p>Absence de latrine dans certaines écoles</p> <p>Absence de point d'eau dans certaines écoles</p> <p>Déficit d'équipement scolaire</p> <p>Absence d'électricité solaire</p> <p>mauvaises conditions de vie et de travail des enseignants</p> <p>Absence de clôture dans la plupart des écoles</p> <p>manque de suivi des élèves par leurs parents</p> <p>difficultés dans la prise en charge des élèves</p> <p>Blocage socioculturelle (mariage des filles, tache ménagère...)</p> <p>Faible niveau de formation qualifiante</p>	<p>Déperdition scolaire surtout chez les filles, Fort taux d'abandon au niveau des collèges</p> <p>Faiblesse du niveau d'éducation des jeunes</p> <p>faible évolution des mentalités</p> <p>Faible niveau d'accès aux offres de formation qualifiantes (sous emploi des jeunes)</p> <p>Dépendance des jeunes</p> <p>Emigration</p> <p>Faiblesse du leadership local</p> <p>Insalubrité au niveau des établissements</p> <p>Insécurité dans les écoles</p> <p>Instabilité/manque de motivation</p> <p>Taux élevé d'analphabétisme</p> <p>Faible valorisation du savoir et du savoir faire local</p> <p>Oisiveté des jeunes</p>
HYDRAULIQUE ET HYDRAUGRAPHIE	Potentialités	Contraintes	Effet / Impacts
	<p>Rivière Falémé</p> <p>Réseau de mares (Anguli, Wendoufodé, Mania Dala etc)</p> <p>3 Barrages Belly, Koussan, Talibadji</p> <p>Existence d'infrastructures hydrauliques (Trois forages avec adduction d'eau Pompe manuelle (9 fonctionnels))</p> <p>Bonne qualité de l'eau souterraine</p> <p>Existence de puits modernes</p> <p>Intérêt particulier de la diaspora sur l'accès à l'eau potable</p>	<p>Insuffisance de point d'eau potable</p> <p>Insuffisance de l'eau de production</p> <p>Insuffisance des ouvrages hydrauliques (Zone Fass, Goundafa)</p> <p>Pollution et contamination des eaux de la Falémé</p> <p>mauvaise gestion des infrastructures hydrauliques (comité de gestion)</p> <p>Insalubrité autour des points d'eau</p> <p>Déficit en ressources humaines pour la maintenance et l'entretien des équipements hydrauliques</p> <p>Faible maîtrise des eaux de surface</p>	<p>Utilisation d'eau non potable dans certains villages</p> <p>Récurrence de maladies liées à l'eau</p> <p>Faiblesse de l'entreprenariat rural (activité génératrice de revenu)</p> <p>activité maraîchère peu développées</p> <p>Agroforesterie peu développée</p> <p>vulnérabilité et précarité des population/Pauvreté</p> <p>Pannes récurrentes des infrastructures hydrauliques</p>

		Assèchement précoce et ensablement des mares Forte pression sur les mares Installation anarchique des troupeaux autour des points d'eau (mares) Système d'exhaure peu performant et pénible	
--	--	--	--

Les changements climatiques sont révélateur des vulnérabilités territoriales. La dimension territoriale des actions anthropiques et du changement climatique est d'autant plus complexe que ses impacts négatifs sont variables dans le temps et dans l'espace de la réserve. Toutes les communes ou villages de la réserve présentent des vulnérabilités de différents ordres, écologique, économique, sanitaire et social. Les effets des contraintes ou de cette vulnérabilité sur les communautés sont la perte de la biodiversité dont dépendent les populations pour leur subsistance, la baisse de la productivité ou la mauvaise alimentation, la récurrence des maladies et l'ignorance.

Ainsi, les conséquences seront inégalement ressenties par les populations. Les villages les plus enclavés et les plus petits en nombre d'habitants sont les plus touchés et les plus vulnérables.

Pour pallier à cette situation difficile le CORENA et ses partenaires ont mis place un plan d'action avec une stratégie pour améliorer ou satisfaire les besoins des communautés vivants dans la réserve par conséquent dans les communes qui l'ont constitué.

VII. VISION, STRATEGIES, OBJECTIFS ET ACTIONS

Vision : Une Réserve Naturelle Communautaire où, la gestion des ressources naturelles contribue à la génération de revenu, à la lutte contre la pauvreté, à l'insécurité alimentaire et à la réduction des menaces sur les écosystèmes d'ici 2025.

Stratégies : Pour aboutir à cette vision trois axes stratégiques sont poursuivis :

- 1 – Infrastructures et Equipements
- 2 – Résilience
- 3 – Gouvernance

Objectif et Actions : Pour chacun des axes stratégiques, plusieurs **objectifs généraux** puis **spécifiques** sont définis.

Tableau 5 : Planification des objectifs

AXE STRATEGIQUE	OBJECTIFS GENERAL	OBJECTIFS SPECIFIQUES
INFRASTRUCTURES/ EQUIPEMENTS	Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production	Faciliter la mobilité des personnes et des biens
		Améliorer l'accès à l'eau potable
		Contribuer à l'amélioration de l'accès aux infrastructures scolaires
		Contribuer à l'amélioration du cadre de vie et à l'accès aux infrastructures et sanitaires
		Renforcer l'accès aux Aménagements hydro-agricoles
	OBJECTIFS GENERAL	OBJECTIFS SPECIFIQUES
	Améliorer le niveau d'équipement pour un meilleur fonctionnement des services sociaux de base et de production	Faciliter l'acquisition de matériel et d'intrants pour la production
		Faciliter l'acquisition de matériel pour la transformation des acteurs des produits agropastoraux et forestiers
		Contribuer à un meilleur accès aux équipements scolaires
		Contribuer à un meilleur accès aux équipements sanitaires
Faciliter la collecte et traitement des déchets et ordures ménagères		
Faciliter à l'accès à l'énergie		
AXE STRATEGIQUE	OBJECTIFS GENERAL	OBJECTIFS SPECIFIQUES
RESILIENCE	Renforcer la résilience des populations	Diversifier les filières de productions et transformation
		Améliorer les techniques de production durable de transformation de et de DRS
		Améliorer l'accès aux moyens de communication
		Promouvoir la démarche filière
	OBJECTIFS GENERAL	OBJECTIFS SPECIFIQUES
Accompagner le marketing territorial	Faciliter l'approvisionnement et l'écoulement de produits	
	Promouvoir le "label Boundou"	
AXE STRATEGIQUE	OBJECTIFS GENERAL	OBJECTIFS SPECIFIQUES
GOUVERNANCE	Améliorer la gouvernance des	Réglementer la gestion locale des ressources naturelles

ressources au niveau de la Réserve	Doter la RNC de document de planification
	Renforcer l'ancrage du CORENA dans le dispositif de gouvernance territoriale
	Renforcer les capacités des acteurs locaux
	Doter la RNC d'un centre technique
OBJECTIFS GENERAL	OBJECTIFS SPECIFIQUES
Renforcer la participation citoyenne et gouvernance locale	Appuyer les communes à se doter d'outil de planification
	Promouvoir la coopération territoriale
	Renforcer la dynamique organisationnelle
OBJECTIFS GENERAL	OBJECTIFS SPECIFIQUES
Promouvoir l'équité et le genre	Faciliter l'accès aux financements pour les jeunes et les femmes
	Accompagner les initiatives entrepreneuriales des jeunes et des femmes

VIII. PLAN D'ACTION

Dans le plan d'action une série d'**actions** sont proposées pour atteindre les objectifs décrits plutôt. De nouveaux codes actions **DTxx** (Développement Territorial) ont été attribués par rapport au plan de gestion précédent. Ces actions seront décrites à la fin de ce document dans des fiches d'action individuelles, numérotées de **DT01 à DT84**.

Dans les tableaux ci-après, les axes sont opérationnalisés en action/résultats avec une détermination de la localisation ou cibles, des partenaires potentiels et/ou responsables, de la période et du budget prévisionnel.

Axe stratégique 1 : INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

OBJECTIF GENERAL : Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Tableau 6 : Action DT01 à 24

OBJECTIFS SPECIFIQUES	Code Action	ACTIONS A MENER	LOCALISATION	PARTENAIRES POTENTIELS	PERIODE	BUDGET
Faciliter la mobilité des personnes et des biens	DT1	Construire un ouvrage de franchissement (Pont- barrage) à Fass, Goundafa etc.	Fass(C Dougué, Goundafa	ARD/PNDL/P2RS	* * * * *	Après étude
	DT2	Construire la piste Koussan - Belly- lally	Koussan - Belly- lally	Etat- Ageroute	* * * * *	Après étude
	DT3	Construire la Piste Didé Toumboura	Didé Toumboura	ARD/PNDL	* * * * *	Après étude
	DT4	Construire 10 radiers (points noirs)	Didé Toumboura	ARD/PNDL	* * * * *	Après étude
Améliorer l'accès à l'eau potable	DT5	Construire un forage multi village à pompe solaire à Fass et Toumboura pour desservir leurs villages environnant	Fass	Isère, ARD, Service hydraulique, Jica, Caritas, GRDR, PUMA, PAISD Migrant	* * * * *	300 000 000
	DT6	Construire un forage pastoral	Belly	ARD/PNDL, Isère, Service élevage, PRAPS	* * * * *	150 000 000
	DT7	Réparer 3 pompes manuelles	Linkone Belly, hamdallah , Ndiarendi	ARD, Jica, Caritas, Isère, Tetraktys, communes, Brigade puits et forages	* * * * *	6 000 000
	DT8	Construire un forage à pompe manuelle dans 4 écoles	Bacouba, linkone, sansanding, belly etc.	Isère, ARD/PNDL, Tetraktys, Ass migrants	* * * * *	16 000 000
Contribuer à l'amélioration de l'accès aux infrastructures scolaires	DT9	Construire un bloc de 2 salles de classes dans 3 villages	Ndiarendi, Fass, linkone	ARD/PNDL, commune, Isère, Tetraktys, PAISD migrants	* * * * *	36 000 000
	DT10	Réaliser des aménagements dans 7 écoles (latrines, clôture)	Ndiarendi, Fass, Goundafa, linkone, sansanding, Bancouba, Toumboura	ARD/PNDL, Isère, Tetraktys, Ass migrants	* * * * *	30 000 000

	DT11	Construire un bloc de 2 salles de classe dans le nouveau site du collège de Koussan	Koussan	CD Goudiry, Etat	*	*	*										12 000 000
Contribuer à l'amélioration du cadre de vie et à l'accès aux infrastructures et sanitaires	DT12	Cloturer un site de dépôt d'ordures dans 5 villages	Koussan, Belly, Talibadji, Toumboura et Didé	Communes, CORENA, Isère, ARD, UCG, Tétraktys	*	*	*	*									16 000 000
	DT13	Mettre en place un dispositif (Animation, CG) de gestion des déchets et ordures	Village	Communes, CORENA, Isère, ARD, UCG, Tétraktys	*	*	*										5 000 000
	DT14	Construire un nouveau poste de santé à Talibadji	Talibadji	Etat, ARD/PNDL, District sanitaire, Isère, PAISD, commune Dougué	*	*	*	*									25 000 000
	DT15	Construire un poste de santé dans la zone entre hamdallahi et ndiarendi	Fass	ARD/PNDL, district sanitaire, commune Dougué	*	*	*	*	*								25 000 000
	DT16	Construire un parc de vaccination amélioré à Taibadji	Taibadji	ARD/PNDL, Service élevage, P2RS		*	*	*									6 500 000
Renforcer l'accès aux Aménagements hydro-agricoles	DT17	Construire un barrage- pont (Fass)	Fass	ARD/PNDL, Isère, Service élevage, PRAPS, P2RS,			*	*	*	*	*						Après étude
	DT18	Aménager un périmètre maraicher dans 3 villages	Koussan, Belly, Talibadji	CORENA, GRDR, P2RS, ARD/PNDL, SAED, Service agriculture PRAPS, Isère	*	*	*										12 000 000
	DT19	Aménager un périmètre irrigué inter villageois	Toumboura Sansanding,	CORENA, GRDR, P2RS, ARD/PNDL, SAED, Service agriculture PRAPS, Isère	*	*	*	*									Après étude
	DT20	Curer les mares de Mania dala et DakaDaké	zone koussan, talibadji	ARD/PNDL, Service élevage, PRAPS		*	*	*	*	*							Après étude
	DT21	Aménager 2 bassins de rétention (carrière latérite piste existant)	Koussan Didé	ARD/PNDL, Service élevage, PRAPS, P2RS, Isère			*	*	*								20 000 000
	DT22	Aménager 235 km de pare-feux	Zones koussan, talibadji, didé toumboura	ARD/PNDL, Service élevage, PRAPS, P2RS, Isère	*	*	*	*	*	*	*	*					40 000 000
	DT23	Aménager sept (07) pistes à bétail	Zones koussan, talibadji, didé toumboura	ARD/PNDL, Service élevage, PRAPS, P2RS, Isère	*	*	*	*									10 000 000
	DT24	Construire quatre (04) magasins d'aliment de bétail	zone koussan, talibadji, didé toumboura	P2RS, PRAPS, Isère, ANCAR, ARD/PNDL	*	*	*	*	*				*				30 000 000
Sous total																	739 500 000

Axe stratégique 1 : INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

OBJECTIF GENERAL : Améliorer le niveau d'équipement pour un meilleur fonctionnement des services sociaux de base et de production

Tableau 7 : DT25 à 34

OBJECTIFS SPECIFIQUES	Code Action	ACTIONS A MENER	LOCALISATION	PARTENAIRES POTENTIELS	PERIODE							BUDGET		
Faciliter l'acquisition de matériel et d'intrants pour la production	DT25	Accompagner les producteurs à acquérir du matériel agricole (Charrue, semoir, etc.)	Zones koussan, talibadji, didé toumboura	P2RS, ANCAR, ARD/PNDL, Isère, GRDR	*	*	*	*	*	*	*			2 000 000
	DT26	Appuyer les groupements maraichers à acquérir du matériel d'exhaure (moto pompe et pompe solaire)	Belly, Didé	P2RS, CORENA, Isère, ANCAR, ARD/PNDL	*	*	*	*	*	*	*			6 500 000
	DT27	Appuyer les producteurs à acquérir des intrants agricoles (mise en relation avec un prestataire privé)	zone koussan, talibadji, didé toumboura	P2RS, service de l'agriculture, CORENA, Isère, ANCAR, ARD/PNDL, GRDR	*	*	*	*	*	*	*			1 000 000
	DT28	Appuyer les pêcheurs à acquérir du matériel de pêche (pirogue, filet etc.)	Zone toumboura Sansanding, Goundafa	Service de la pêche, CORENA, Isère, ANA		*	*	*	*					10 000 000
Faciliter l'acquisition de matériel pour la transformation des acteurs des produits agropastoraux et forestiers	DT29	Renforcer le niveau d'équipement des unités de transformation des GIE de femme (machine)	Koussan, Linkone, Fass, Toumboura	CORENA, Isère, Grdr, P2RS, Experna, ARN/PNDL, Eau et forêt, commune etc	*	*	*	*	*	*	*			16 000 000
	DT30	Appuyer à l'acquisition de moulins à céréale	Koussan, talibadji, Didé, Toumboura	P2RS, service de l'agriculture, CORENA, Isère, PUDC, ARD/PNDL, PUDC			*	*	*					12 000 000
Contribuer à un meilleur accès aux équipements scolaires	DT31	Appuyer l'acquisition de matériels didactiques	toutes les écoles	IA, CORENA, Commune, Isère, Tetraktys, Ass. Migrants	*	*	*	*	*	*	*			10 000 000
Contribuer à un meilleur accès aux équipements sanitaires	DT32	Appuyer l'acquisition de matériels de soins	Koussan, Belly, Toumboura, Didé	Districts sanitaire goudiry et Bakel, Fondation servir le Sénégal, Isère		*	*	*						8 000 000
Faciliter la collecte et traitement des déchets et ordures ménagères	DT33	Appuyer à l'acquisition de matériel pour la collecte de déchets (poubelles, rateaux, pelles, charrettes)	Belly, Didé, Koussan, Talibadji, Toumboura, Sansanding etc	CORENA, Isère, Tétraktys, Grdr, P2RS, UCG, Communes	*	*	*	*	*	*	*			10 000 000
Faciliter à l'accès à l'énergie	DT34	Electrifier 5 villages	Koussan, Talibadji, Toumboura, Didé et Belly	CORENA, Isère communes, PUDC et ASER, SEMIS		*	*	*	*					Après étude
Sous total														75 500 000

Axe stratégique 2 : RESILIENCE

OBJECTIF GENERAL : Renforcer la résilience des populations

Tableau 8 : DT35 à 51

OBJECTIFS SPECIFIQUES	Code Action	ACTIONS A MENER	LOCALISATION	PARTENAIRES POTENTIELS	PERIODE												BUDGET
Diversifier les filières de productions et transformation	DT35	Mettre en place de 6 parcelles agroforestières	Koussan, Belly, Talibadji, Sansanding, Toumboura, didé	CORENA, Isère, P2RS, Experna, ARN/PNDL, Eau et forêt, commune etc	*	*	*	*	*								30 000 000
	DT36	Introduire de nouvelles variétés (Manioc, patate douce, moringa, anacarde.)	Zone Koussan, Toumboura, Didé, Talibadji	CORENA, Grdr, P2RS, Experna, Isère, ARN/PNDL, Eau et forêt, commune etc		*	*	*									10 000 000
	DT37	Construire 3 unités de transformation de lait	Talibadji, Belly, Toumboura, Koussan	CORENA, Isère, PRAPS, P2RS, , ARN/PNDL, service élevage, commune etc		*	*	*									20 000 000
	DT38	Créer un marché à bétail (Foirail)	Koussan	Commune Koussan			*	*									20 000 000
	DT39	Accompagner la mise en place du système du « Passage de dons » d'animaux	zone koussan, talibadji, didé toumboura	CORENA, PNRMV, Isère, PRAPS, P2RS, ARN/PNDL, Service élevage, Commune etc	*	*	*	*	*	*							12 000 000
	DT40	Développer l'apiculture moderne par l'acquisition de 100 nouvelles ruches et la maintenance des 80 existantes	zone koussan, talibadji, didé toumboura	CORENA, Isère, P2RS, ARN/PNDL, commune, PNR MV etc	*	*	*	*	*	*	*						5 000 000
	DT41	Appuyer les activités d'amélioration de l'aviculture locale (soin, alimentation, dotation de coqs raceurs, pintade)	zone koussan, talibadji, didé toumboura	CORENA, Isère, PRAPS, P2RS, ARN/PNDL, service élevage, commune etc	*	*	*	*	*	*	*	*					15 000 000
Améliorer les techniques de production durable de transformation de et de DRS	DT42	Former des acteurs sur les techniques de greffage	Zone Koussan, Talibadji, Didé Toumboura	CORENA, Isère, Experna, P2RS, service agriculture etc	*	*	*									3 000 000	
	DT43	Créer quatre (4) pépinières villageoises	Koussan, Talibadji, Didé, Belly	CORENA, Isère, Experna, P2RS, service agriculture etc	*	*	*	*								12 000 000	
	DT44	Former les acteurs sur les techniques de DRS, de reboisement et de fertilisation	Linkone, koussan, Toumboura, Didé	CORENA, Experna, P2RS, service agriculture etc		*	*										5 000 000
	DT45	Réaliser des activités de DRS, de reboisement et de fertilisation	Zone Koussan, Talibadji, Didé Toumboura	CORENA, Experna, P2RS, Service agriculture etc	*	*	*	*							*		16 000 000
	DT46	Former les acteurs sur la transformation et conservation des produits forestiers (jujube, monriga, Bouye, combretum) et laitiers	Zone Koussan, Talibadji, Didé Toumboura	CORENA, Grdr, Isère, P2RS, Experna, ARN/PNDL, Eau et forêt, commune etcCORENA, P2RS, service élevage etc	*	*	*	*	*	*	*				*		3 000 000
	DT47	Renforcer les capacités des pêcheurs à mettre en œuvre des techniques de pêche durable	Toumboura, Sansanding, Goundafa	CORENA, Service pêche etc			*	*							*		3 000 000

Améliorer l'accès aux moyens de communication	DT48	Créer une radio communautaire dans la RNC et un centre multimédia communautaire	Koussan	CORENA, Communes, Isère, Agence francophonie, SONATEL	*	*	*	*	*	*							15 000 000
	DT49	Faire un plaidoyer pour une couverture téléphonique	Zone toumboura	CORENA, commune, SONATEL, expresso, Tigo	*	*	*	*									1 000 000
Promouvoir la démarche filière	DT50	Réaliser une étude filière sur le baobab, le jujube et la patate douce	Tous les villages de la réserve	GRDR, CORENA	*	*	*	*									6 000 000
	DT51	Identifier et développer de nouvelles filières économiques (moringa, combrétacée, balanites egyptiaca, manioc	Tous les villages de la réserve	GRDR, CORENA, Eaux et Forêt, UICN, P2RS, Service agriculture		*	*	*	*	*	*	*					4 000 000
Sous total																	180 000 000

Axe stratégique 2 : RESILIENCE

OBJECTIF GENERAL : Accompagner le marketing territorial

Tableau 9 : DT52 à 57

OBJECTIFS SPECIFIQUES	Code Action	ACTIONS A MENER	LOCALISATION	PARTENAIRES POTENTIELS	PERIODE											BUDGET	
Faciliter l'approvisionnement et l'écoulement de produits	DT52	Doter chacune des 4 unités d'une plateforme multifonctionnelle pour la transformation des produits locaux	Koussan, Linkone, Fass, Toumboura	GRDR, CORENA, P2RS, Isère,	*	*	*	*									20 000 000
	DT53	Créer un marché hebdomadaire	Koussan	CORENA, Commune Koussan				*	*	*							Après étude
Promouvoir le "label Boundou"	DT54	Accompagner l'acquisition de pièces administratives de reconnaissance (FRA ...)	GIE groupement femme transformatrice de Koussan, Linkone, Fass, Toumboura	GRDR, CORENA, service régional du commerce, chambre des métiers, Chambre de commerce	*	*											1 800 000
	DT55	Construire une case musée au siège de la RNC	Koussan	CORENA, Université de Genève, UCAD, IFAN			*	*	*	*							3 000 000
	DT56	Construire une boutique produit "Label Boundou à Goudiry et à Tamba	Goudiry	GRDR, CORENA, Isère,		*	*	*									8 000 000
	DT57	Améliorer l'aménager des structures d'accueil (Toilette, Thially, point d'eau)	Koussan, Talibadjj, Toumboura	CORENA, Isère, Tetraktys	*	*	*	*									6 000 000
Sous total																	38 800 000

Axe stratégique 3 : GOUVERNANCE

OBJECTIF GENERAL : Améliorer la gouvernance des ressources au niveau de la Réserve et dans les quatre communes

Tableau 10 : DT 58 à 69 et GT05

OBJECTIFS SPECIFIQUES	Code Action	ACTIONS A MENER	LOCALISATION	PARTENAIRES POTENTIELS	PERIODE	BUDGET
Réglementer la gestion locale des ressources naturelles	DT58	Elaborer et valider la convention locale (intercommunale)	les 4 communes	CORENA, Isère, les 4 mairies	* *	6 500 000
	DT59	Elaborer un manuel de procédure	les 4 communes	CORENA, Isère, les 4 mairies	* * *	1 000 000
Doter la RNC de document de planification	DT60	Finaliser et mettre en place les organes de mise en œuvre du plan pastoral de la réserve	RNC Boundou	CORENA, Isère	*	3 000 000
Renforcer l'ancrage du CORENA dans le dispositif de gouvernance territoriale	DT61	Formaliser l'intégration des conseils départementaux dans les instances du CORENA	RNC Boundou	CORENA, CD goudiry, Bakel	* *	800 000
	DT62	Créer et animer un comité de sages du CORENA	RNC Boundou	CORENA	*	3 000 000
	DT63	Faire un plaidoyer pour l'acceptation du CORENA comme membre des CLD de Bélé, Boynguel Bamba et Kéniéba	Arrondissement de Bélé, Boynguel Bamba et Kéniéba	CORENA, sous préfecture Bélé, Boynguel Bamba et Kéniéba	* *	300 000
	DT64	Faire un plaidoyer pour obtenir un appui budgétaire auprès des communes et conseils départementaux	RNC Boundou	CORENA, CD goudiry, Bakel	* * *	600 000
Renforcer les capacités des acteurs locaux	DT65	Former les élus et autres sur leurs rôles et attributions	Conseillers municipaux	CORENA, Isère, Grdr, Tetraktys	* * * *	9 000 000
	DT66	Former des écogardes et comités de vigilance sur GRN et écotourisme	écogardes	CORENA, Grdr, Isère, Tetraktys	* * *	6 000 000
	DT67	Former les leaders et autres acteurs sur le management associatifs	population locale	CORENA, Grdr, Tetraktys, chambre des métiers et chambre de commerce	* * * * * *	4 000 000
	DT68	Former l'équipe technique (Elaboration et Gestion de projet, webmaster, SIG, Base de données)	Gestionnaire, SE Corena, VSI,	CORENA, Grdr, P2RS, Isère, UICN, PRAPS,	* * * * * * *	7 000 000
	DT69	Renforcer la capacité des migrants sur la décentralisation et développement local	France	CORENA, Ass migrant, CD goudiry et Bakel	* * * *	Après étude
Doter la RNC d'un centre technique	GT05	Construire un centre technique pour la réserve à Koussan	Koussan	CORENA, Isère, CRAterre, Tetractys, CD goudiry et Bakel	* * *	65 000 000
Sous total						106 200 000

Axe stratégique 3 : GOUVERNANCE

OBJECTIF GENERAL : Renforcer la participation citoyenne et gouvernance locale

Tableau 11 : DT 70 à 77

OBJECTIFS SPECIFIQUES	Code Action	ACTIONS A MENER	LOCALISATION	PARTENAIRES POTENTIELS	PERIODE						BUDGET	
Appuyer les communes à se doter d'outil de planification	DT70	Appuyer l'élaboration d'un Plan de développement communal (PDC)	les 4 communes	CORENA, ARD/PNDL, commune, services techniques	*	*	*					12 000 000
Promouvoir la coopération territoriale	DT71	Créer et redynamiser 4 cadres de concertation communaux	Villages, commune	CORENA, Grdr, ARD/PNDL, commune, services techniques	*	*	*					6 000 000
	DT72	Identifier et choisir des points focaux au sein de la diaspora	international	CORENA, Grdr, Ass migrant, Isère	*	*	*					Après étude
	DT73	Elaborer un plan de communication de la RNC pour toucher plus de partenaires dont la diaspora	RNC Boundou	CORENA, Grdr, Ass migrant, Isère	*	*	*					3 000 000
Renforcer la dynamique organisationnelle	DT74	Créer et redynamiser les comités de gestion des infrastructures hydrauliques et assainissement	village (10)	CORENA, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL, P2RS	*	*	*	*	*	*		3 000 000
	DT75	Redynamiser les 4 comités de vigilance	secteur	CORENA, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL	*	*	*	*				1 200 000
	DT76	Appuyer à la création et redynamisation des groupements socio professionnels	villages de la réserve	CORENA, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL, P2RS	*	*	*					Après étude
	DT77	Appuyer la mise en place des comités de salubrité dans chaque village	Belly, Koussan, talibadji, Didé, Tomboura	CORENA, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL, P2RS, UCG	*	*	*	*	*	*	*	2 000 000
Sous total												27 200 000

Axe stratégique 3 : GOUVERNANCE

OBJECTIF GENERAL : Promouvoir l'équité et le genre

Tableau 12 : DT 78 à 84

OBJECTIFS SPECIFIQUES	Code Action	ACTIONS A MENER	LOCALISATION	PARTENAIRES POTENTIELS	PERIODE							BUDGET		
Faciliter l'accès aux financements pour les jeunes et les femmes	DT78	Mettre en place une banque de projets	villages de la réserve	CORENA, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL, P2RS, PRAPS, services techniques			*	*	*	*	*			Après étude
	DT79	Faire le plaidoyer auprès des IMF (institution de micro finance) et autres partenaires pour augmenter le volume de financement du fond d'appui	villages et international	CORENA, PNRMille vache, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL, P2RS	*	*	*							500 000
	DT80	Réviser le manuel de procédure du fond d'appui	villages et international	CORENA, PNRMille vache, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL, P2RS	*	*	*							2 000 000
	DT81	Faire un plaidoyer auprès des projets et Migrants pour l'acquisition de financement complémentaire	villages et international	CORENA, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL, P2RS	*	*	*							600 000
Accompagner les initiatives entrepreneuriales des jeunes et des femmes	DT82	Appuyer à la création et à la structuration de microentreprises pour la mise en œuvre des AGR (jeunes et femmes)	village de la réserve	CORENA, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL, P2RS	*	*	*	*	*	*	*	*	2 500 000	
	DT83	Appuyer les groupements de femmes transformatrices de produits locaux (fruit de baobab, jujube etc) auprès des partenaires pour augmenter leur fond de roulement	Koussan, Linkone, Fass, Toumboura	CORENA, PNRMille vache, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL, P2RS									8 000 000	
	DT84	DT 18 et DT 35	Koussan, Belly, Talibadji, Sansanding, Toumboura, didé	CORENA, Isère, Tetraktys, Grdr, P2RS	*	*	*	*						
Sous total													13 600 000	

Tableau 13: Plan d'action prioritaire

Code Action	ACTIONS A MENER	Année 1	Année 2	Année 3
INFRASTRUCTURE ET EQUIPEMENT				
DT1	Construire un ouvrage de franchissement (Pont- barrage) à Fass, Goundafa etc.		Après étude	
DT2	Construire la piste Koussan - Belly- Lally			
DT3	Construire la Piste Didé Toumboura		Après étude	
DT5	Construire un forage multi village à pompe solaire à Fass et Toumboura pour desservir leurs villages environnant	150 000 000	0	150 000 000
DT6	Construire un forage pastoral	0	150 000 000	0
DT7	Réparer 3 pompes manuelles	4 000 000	2 000 000	0
DT8	Construire un forage à pompe manuelle dans 4 écoles	8 000 000	8 000 000	0
DT9	Construire un bloc de 2 salles de classes dans 3 villages	12 000 000	12 000 000	12 000 000
DT10	Réaliser des aménagements dans 7 écoles (latrines, clôture)	15 000 000	5 000 000	10 000 000
DT12	Clôturer un site de dépôt d'ordures dans 5 villages	6 400 000	6 400 000	3 200 000
DT13	Mettre en place un dispositif (Animation, CG) de gestion des déchets et ordures	2 500 000	0	2 500 000
DT15	Construire un poste de santé dans la zone entre hamdallahi et ndiarendi	0	25 000 000	0
DT18	Aménager un périmètre maraicher dans 3 villages	4 000 000	4 000 000	4 000 000
DT19	Aménager un périmètre irrigué inter villageois	Après étude	Après étude	Après étude
DT22	Aménager 235 km de pare-feux	20 000 000	10 000 000	10 000 000
DT23	Aménager sept (07) pistes à bétail		5 000 000	5 000 000
DT24	Construire quatre (04) magasins d'aliment de bétail	7 500 000	7 500 000	7 500 000
DT25	Accompagner les producteurs à acquérir du matériel agricole (Charrue, semoir, etc.)	1 000 000	1 000 000	0
DT27	Appuyer les producteurs à acquérir des intrants agricoles (mise en relation avec un prestataire privé)	10 000 000	0	0
DT29	Renforcer le niveau d'équipement des unités de transformation des GIE de femme (machine)	8 000 000	8 000 000	0
DT31	Appuyer l'acquisition de matériels didactiques	3 000 000	3 000 000	1 000 000
DT33	Appuyer à l'acquisition de matériel pour la collecte de déchets (poubelles, râtaux, pelles, charrettes)	2 000 000	4 000 000	4 000 000
DT34	Electrifier 5 villages	0	0	0
RESILIENCE				
DT35	Mettre en place de 6 parcelles agro forestières	10 000 000	10 000 000	10 000 000
DT39	Accompagner la mise en place du système du « Passage de dons » d'animaux	4 000 000	4 000 000	4 000 000
DT41	Appuyer les activités d'amélioration de l'aviculture locale (soin, alimentation, dotation de coqs raceurs, pintade)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
DT43	Créer quatre (4) pépinières villageoises	6 000 000	3 000 000	3 000 000
DT45	Réaliser des activités de DRS, de reboisement et de fertilisation	4 000 000	4 000 000	8 000 000
DT46	Former les acteurs sur la transformation et conservation des produits forestiers (jujube, monriga, Bouye, combretum) et laitiers	0	1 500 000	1 500 000
DT49	Faire un plaidoyer pour une couverture téléphonique	0	1 000 000	0
DT50	Réaliser une étude filière sur le baobab, le jujube et la patate douce	6 000 000	0	0
DT52	Doter chacune des 4 unités d'une plateforme multifonctionnelle pour la transformation des produits locaux	10 000 000	5 000 000	5 000 000
DT54	Accompagner l'acquisition de pièces administratives de reconnaissance (FRA ...)	0	1 800 000	0
DT55	Construire une case musée au siège de la RNC	0	0	3 000 000
DT56	Construire une boutique produit "Label Boundou à Goudiry	0	0	4 000 000
DT57	Améliorer l'aménager des structures d'accueil (Toilette, Thially, point d'eau)	3 000 000	3 000 000	0

GOUVERNANCE				
DT58	Elaborer et valider la convention locale (intercommunale)	0	6 500 000	0
DT59	Elaborer un manuel de procédure	0	1 000 000	0
DT60	Finaliser et mettre en place les organes de mise en œuvre du plan pastoral de la réserve	0	3 000 000	0
DT61	Formaliser l'intégration des conseils départementaux dans les instances du CORENA	0	8 000 000	0
DT62	Créer et animer un comité de sages du CORENA	1 000 000	1 000 000	1 000 000
DT64	Faire un plaidoyer pour obtenir un appui budgétaire auprès des communes et conseils départementaux	0	6 000 000	0
DT65	Former les élus et autres sur leurs rôles et attributions	3 000 000	3 000 000	3 000 000
DT66	Former des écogardes et comités de vigilance sur GRN et écotourisme	2 000 000	2 000 000	2 000 000
DT67	Former les leaders et autres acteurs sur le management associatifs	2 000 000	0	2 000 000
DT68	Former l'équipe technique (Elaboration et Gestion de projet, webmaster, SIG, Base de données)	2 500 000	3 000 000	1 500 000
GT05	Construire un centre technique pour la réserve à Koussan	0	3 200 000	3 300 000
DT71	Créer et redynamiser 4 cadres de concertation communaux	2 000 000	2 000 000	0
DT72	Identifier et choisir des points focaux au sein de la diaspora	0	0	0
DT73	Elaborer un plan de communication de la RNC pour toucher plus de partenaires dont la diaspora	0	3 000 000	0
DT77	Appuyer la mise en place des comités de salubrité dans chaque village	0	1 000 000	1 000 000
DT79	Faire le plaidoyer auprès des IMF (institution de micro finance) et autres partenaires pour augmenter le volume de financement du fond d'appui	0	500 000	0
DT82	Appuyer à la création et à la structuration de micros entreprises pour la mise en œuvre des AGR (jeunes et femmes)	0	1 000 000	1 500 000
DT83	Appuyer les groupements de femmes transformatrices de produits locaux (fruit de baobab, jujube etc) auprès des partenaires pour augmenter leur fond de roulement	4 000 000	2 000 000	2 000 000
DT84	DT 18 et DT 35			
TOTAL		317 900 000	335 400 000	270 000 000

IX. CADRE DE MISE EN ŒUVRE ET SUIVI

9.1. Mécanisme de mise en œuvre

La mise en œuvre du PDT est complexe et est porteuse de difficultés. En effet, des questions à incidences multiples et variées sont abordées ; des priorités sont établies et des choix opérés dans la programmation des actions.

Il s'y ajoute l'ampleur des besoins et des priorités dans un contexte marqué par l'insuffisance des ressources propres de fonctionnement et d'investissement de la réserve. Une bonne mise en application du PDT nécessite des stratégies et des mécanismes pour se doter des instruments les plus pertinents de mise en œuvre et de suivi évaluation. Ces mécanismes sont d'autant plus importants que le développement territorial nécessite une forte adhésion de l'ensemble des parties prenantes à la programmation des réalisations, à la mobilisation optimale des ressources locales, à la recherche de ressources additionnelles.

9.1.1. Programmation annuelle des activités

C'est une phase importante dans l'agenda annuel de la RNC. C'est un exercice d'élaboration du Plan Annuel d'Investissement (PAI) qui permet de déterminer, en partant des priorités préalablement identifiées mais aussi du contexte du moment, les questions qu'on peut mieux faire avancer durant la période qui s'ouvre et les leviers à actionner.

L'ensemble des actions et investissements prévus dans la réserve au cours d'une année doivent être nécessairement prévus dans le PAI en vue de faire d'elle la nécessaire porte d'entrée des interventions des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Cette option doit être sous tendue par un appui budgétaire direct comme modalité d'intervention des PTF en vue de permettre à la RNC ou aux communes d'exercer convenablement leurs prérogatives de maîtrise d'ouvrage locale.

9.1.2. Le renforcement de capacités des acteurs locaux

Il s'agira de renforcer les capacités :

- des élus membres des organes de gestion du CORENA dans leurs rôles et responsabilités de pilotage du développement de la RNC ; les compétences dévolues par le Code des Collectivités sont : programmation des investissements et des actions, maîtrise d'ouvrage des réalisations, suivi évaluation des actions, etc...
- des autres acteurs locaux dans le double objectif d'une part d'accroître leur technicité et leurs capacités d'adaptation et d'innovations dans un environnement en perpétuels changements et d'autre part d'avoir une masse critique d'acteurs suffisamment outillés pour participer activement au processus de développement de la RNC.

9.1.3. Le renforcement de la participation citoyenne et de la mobilisation des acteurs locaux

Les exigences de la conduite d'un plan de développement sont telles qu'il est important d'organiser et

d'institutionnaliser la concertation entre les acteurs internes concernés par celui-ci. Cela pourra se faire au travers des cadres de concertation qui seront des lieux d'échanges et de partage de l'ensemble des responsabilités concernant la conduite du plan de développement y compris dans la prise des décisions majeures et dans la gestion des ressources. Cela est capital si on veut que tous les acteurs se reconnaissent dans les choix arrêtés et les acceptent. Il appartiendra aux acteurs internes de déterminer les types de cadres de concertation à mettre en place, les critères d'accès à ces cadres de concertation et les modes de représentation.

Par ailleurs, le renforcement de la mobilisation sociale va s'appuyer sur un Plan de communication qui sera articulé autour de l'impérieuse nécessité d'une très bonne communication entre les décideurs locaux et les populations locales. La mise en œuvre de ce plan de communication va s'appuyer principalement sur les dispositifs et canaux locaux de communication, en particulier les radios communautaires, les fora communautaires, les réseaux sociaux de solidarité, les organisations communautaires de base, etc...

9.1.4. La mobilisation des ressources financières

En vue de mobiliser les ressources locales de manière optimale, le conseil d'administration va activer trois principaux leviers :

- l'identification de l'ensemble des sources de recettes fiscales au sein de la RNC ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale à travers des outils comme la convention locale ;
- la mobilisation des recettes budgétaires auprès des communes.

Les ressources externes seront mobilisées à travers la combinaison de quatre principales modalités :

- la mise en ligne d'une version résumée du PDT dans le site de la RNC et ceux des partenaires locaux et de coopération décentralisée
- l'organisation d'un forum des bailleurs de la RNC ;
- L'organisation de missions de prospection de partenaires financiers extérieurs dans le cadre de la coopération décentralisée et auprès de la diaspora
- le plaidoyer des responsables du CORENA lors de rencontres locales, régionales et nationales pour un afflux des investissements de l'Etat ou des PTF dans la RNC.

9.2. Cadre de suivi

Le dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PDT doit s'appuyer sur :

- le suivi stratégique de la mise en œuvre du document;
- le suivi opérationnel de la mise en œuvre des planifications annuelles du PDT.

9.2.1. Les modalités de suivi stratégique

Le suivi stratégique du PDT permet de voir comment fonctionnent les différents instruments du dispositif de pilotage. En effet, l'opérationnalisation du PDT ne saurait bien se faire sans ce dispositif. Le suivi stratégique de la mise en œuvre du PDT s'articulera autour des points ci-après :

- **Un objectif** : suivre la mise en place et le fonctionnement effectif des instruments prévus pour l'opérationnalisation des objectifs stratégiques fixés dans le PDT (cadres de concertations etc.).

- **Des indicateurs de mesure** : Des indicateurs clés doivent être retenues pour suivre l'évolution de l'exécution des actions du PDT.
- **Structures impliquées et articulation.** La réalisation technique de ce suivi est assurée par les services déconcentrés de l'État et les partenaires financiers avec l'étroite implication du CORENA et de son équipe technique. Les différents indicateurs identifiés seront ainsi renseignés de manière progressive dans le cadre d'un rapport de suivi stratégique réalisé par le CORENA.

9.2.2. Les modalités de suivi opérationnel

Le suivi opérationnel du PDT permettra de voir comment évolue la mise en œuvre des actions du PDT. Il faut déterminer pour chaque orientation ou axe stratégique retenus par le PDT.

Des objectifs. Il s'agit de définir de façon consensuelle les états positifs qu'il est souhaitable d'atteindre sur une période de 6 ans.

Actions à entreprendre. Elles concernent l'identification de la somme d'activités qu'il faut mener.

Résultats attendus à la fin des actions sont analysés à travers le niveau visé à l'intérieur des activités retenues qui expliquent quel service est fourni, qui est le bénéficiaire direct du service et pourquoi et à quel objectif plus élevé le projet contribue.

Indicateurs. Il s'agit, en général, des mesures numériques qui permettent de comparer périodiquement les résultats obtenus aux résultats attendus.

Acteurs impliqués. Identifier les acteurs impliqués et déterminer leurs rôles respectifs. Le suivi des actions du PIC devra donc s'appuyer sur toutes les structures concernées par la mise en œuvre des actions :

- **Le CORENA** élabore et adopte le PDT, d'où son implication effective. Il est partie prenante des actions à mener sur son territoire. C'est à ce niveau aussi que les acteurs organisationnels regroupant des acteurs privés, de la société civile, des associations de natures diverses et les bénéficiaires directs des projets pourront être pris en compte.
- **La mission de cadrage de l'État** sera permanente pour un suivi des actions et décisions en lien avec les orientations politiques majeures du pays.
- **La mise en place de cadres de concertation** est primordiale pour l'information et le suivi des actions. Avec la décentralisation, l'Etat n'est plus le seul acteur du développement territorial. L'action publique doit être désormais concertée et négociée entre divers partenaires et acteurs à la légitimité et aux ressources différentes, les collectivités territoriales bien sûr, mais aussi les acteurs économiques (entreprises privées, projets etc.) et sociaux (associations professionnelles etc.) sous la supervision du CORENA.

9.3. Plan marketing

Le plan marketing du PDT devra s'articuler autour de phases clés centrées sur les actions à entreprendre tout au long du processus afin d'aboutir aux résultats escomptés. Pour la mise en œuvre du plan marketing du PDT, une méthodologie a été proposée et devra servir de levier pour l'exécution des différentes étapes du plan.

Les préalables

Les activités préliminaires concernent prioritairement :

- o la formation des élus sur les techniques de communication, de plaidoyer et de marketing ;

- le lancement des correspondances ;
- la constitution d'un comité de suivi et d'évaluation.

Pour la mise en œuvre de ces activités, les élus auront recours à une note explicative basée sur l'analyse d'adéquation entre les besoins et les capacités financières de la réserve. Cette note sera étayée par les fiches actions et le tableau récapitulatif du plan de financement des actions retenues dans le PDT.

L'organisation d'atelier ou de forum

La participation du public aux décisions revêt une importance particulière. Elle doit se faire à travers un accès facile à l'information, ainsi que la nécessaire participation des citoyens à la prise de décision. Dès lors, l'organisation **d'atelier ou de forum** semble être la méthode appropriée. Le processus est le suivant :

- l'élaboration, le partage et la validation de TDR
- la sélection des participants,
- la préparation et l'envoi des invitations et de l'agenda de la rencontre,
- la préparation des supports de présentation,
- la prise de contact avec les médias,
- la préparation de la logistique nécessaire,
- la tenue de l'atelier ou du forum.

L'organisation des acteurs autour d'un forum constitue le défi majeur de la gouvernance territoriale, surtout quand les objectifs, les motivations et les intentions diffèrent de part et d'autres. Les conflits d'intérêts sont toujours présents dans de telles situations mais nécessitent des dispositifs de négociation, de partenariat et de compromis. Ces forums seront le cadre de discussions et de concertation des différents acteurs du territoire avec un système à trois dimensions :

- **les autorités politiques élues** sur la base d'un programme politique, dont les décisions recouvrent l'ensemble du champ politique ;
- **les organisations émanant de la société civile** dont la représentativité n'est pas nulle mais surtout garantie un contrôle citoyen à travers un processus formalisé ;
- **les partenaires techniques et financiers** qui sont des acteurs importants du développement.

L'exécution de cette phase sera basée sur l'utilisation du plan d'investissement du PDT de la RNC qui permet d'apprécier les modalités et mécanismes de financement proposés par les populations pour chaque type d'activité. Egalement, l'étude du jeu des acteurs permettra d'une part de cerner le profil des élus, ainsi que leur capacité technique et de gestion, et d'autre part le cadre relationnel de la RNC, en vue de détecter les possibilités de financement des actions retenues. Il convient de souligner que le forum a pour finalité la prise d'engagement des partenaires au développement pour le financement des actions retenues dans le PDT. C'est pourquoi, le forum servira de cadre de prise de décision en fonction de la planification opérationnelle faite dans le PDT.

Le suivi des actions de marketing

Les activités de suivi seront assurées par le comité de suivi qui a été constitué lors de la mise en œuvre des actions préliminaires au forum. Le comité devra élaborer un plan d'action qui permettra de planifier les activités prévues avant, pendant, mais surtout après le forum. Le comité devra insister auprès des bailleurs, lors du forum, afin que les engagements soient planifiés dans le temps et soient en concordance avec la planification faite dans le PDT.

Le conseil d'administration devra élaborer un plan de marketing qui constituera un récapitulatif des objectifs fixés, des actions entreprises, des prises de décision opérées, ainsi que des résultats obtenus.

D'ailleurs, ces éléments permettront d'élaborer les plans d'investissement annuels, comportant un chronogramme détaillé de mise en œuvre des actions.

X. DESCRIPTION DES ACTIONS

Chaque fiche action est construite sur un modèle semblable qui vise à simplifier sa compréhension et à en avoir un aperçu immédiat, même pour un néophyte. Pour chacune d'elles, on retrouve les éléments suivants :

Modèle Fiche action

Axe stratégique, les objectifs de gestion, le numéro et l'intitulé de l'action sont rappelés.

La **priorité** des actions, échelonnée de 1 à 3 (1 : priorité forte, 2 : moyenne, 3 : normale), permet de mettre en valeur les actions qu'il est le plus important de mettre en œuvre.

Le **contexte** de l'action évoquée ainsi que les moyens nécessaires à sa **mise en œuvre** sont indiqués.

Les **maitres d'ouvrage et partenaires techniques** concernés en priorité sont également listés, même si la liste n'est pas exhaustive.

Un **calendrier** permet également de placer la mesure dans le temps sur la période de déroulé du plan de gestion, ainsi que sa répartition au cours de l'année.

Enfin, **des indicateurs** permettant de suivre la réalisation de la mesure sont proposés en fin de fiche.

Les fiches actions sont décrites dans les pages suivantes de **DT01** à **DT84** selon ce modèle.

Axe stratégique								
Objectif général								
Objectif spécifique								
Contexte / Problématique								
Numéro action	Action							Priorité
Mise en œuvre	-							
Maitre d'ouvrage								
Partenaires techniques								
Calendrier	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Indicateurs de suivi								

DESCRIPTION FICHE ACTION

Fiche 1

INFRASTRUCTURE ET EQUIPEMENT

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Faciliter la mobilité des personnes et des biens

Contexte / Problématique : Les villages de Fass et environnant (commune de Dougué) et le village de Goundafa (commune de Toumboura) sont enclavés. Les pistes qui mènent vers ses villages sont traversées par des vallées. En période d'hivernage, l'accès vers ces villages devient difficile voire impossible. La construction de ponts-barrages pourrait faciliter le déplacement des populations en hivernage et développer le maraichage.

DT01 : Construire un ouvrage de franchissement (Pont-barrage) à Fass, à Goundafa **Priorité 1**

Mise en œuvre : Faire une étude terrain,
Construire un ouvrage en béton dans les vallées de Fass et Goundafa

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué et de Toumboura

Partenaires techniques : P2RS, PUDC, ARD PNDL, Isère

Calendrier :

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	

Indicateurs de suivi : Nombre d'actions de plaidoyer
Nombre d'ouvrages construits

Fiche 2

INFRASTRUCTURE ET EQUIPEMENT

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Faciliter la mobilité des personnes et des biens

Contexte / Problématique : L'arrondissement de Kéniéba est une zone frontalière et très enclavée. L'Etat doit doter la zone d'une piste pour désenclaver la zone. Des études d'impact environnementales sont nécessaires pour apporter des mesures d'accompagnement sur les impacts des infrastructures sur la réserve.

DT02 : Construire une piste Koussan - Belly- Lally

Priorité 1

Mise en œuvre L'AGEROUTE doit entreprendre des études techniques détaillées pour les travaux de construction du pont Lally et les pistes d'accès dans l'arrondissement de Kéniéba. Etudes d'impact environnemental des travaux et des infrastructures sur la réserve.

Réalisation de la piste qui part de Koussan en passant par Belly jusqu'à Kéniéba et construction d'un pont à Lally pour le passage de la rivière Falémé.

Maitre d'ouvrage : Etat, AGEROUTE

Partenaires techniques : CORENA, Commune de Koussan et Toumboura, ACIA, Commune

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	X	x		

Indicateurs de suivi Réalisation de l'Etude d'impact environnemental
Prise en compte de mesure vis-à-vis de la réserve
Nombre de Km de pistes construites
Pont construit Lally construit

Fiche 3

INFRASTRUCTURE ET EQUIPEMENT

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Faciliter la mobilité des personnes et des biens

Contexte / Problématique Le PNDL, grâce au Programme Pistes Communautaires a construit la piste Kipou Siley-Koussan-Didé d'environ 40 km pour désenclaver la zone jusqu'à Didé. Pour autant, le village de Toumboura et ses environs restent difficilement accessibles voire inaccessibles pendant l'hivernage. La poursuite des travaux jusqu'à Toumboura est un besoin crucial pour les communautés et doit s'accompagner d'une étude d'impact environnemental

DT03 Construire la piste Didé- Toumboura **Priorité**

Mise en œuvre : Plaidoyers, Etude et réalisation
Maitre d'ouvrage : Communes de Toumboura, CORENA
Partenaires techniques : AGEROUTE, PUDC, ARD/ PNDL,

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi :

Nombre d'actions de plaidoyer
Réalisation de l'étude d'impact environnemental
Prise en compte de mesure vis-à-vis de la réserve
Nombre de Km de pistes construites

Fiche 4

INFRASTRUCTURE ET EQUIPEMENT

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Faciliter la mobilité des personnes et des biens

Contexte / Problématique Les pistes Koussan-Belly, Talibadji-Fass regorgent de beaucoup de « points noirs ». La réhabilitation des pistes entières étant coûteux et nécessitant un travail technique important, des réfections ponctuelles pourraient être réalisées au niveau de certains endroits. Il s'agit généralement de passages rendus boueux à cause de la traversée d'un marigot et dans lequel s'embourbent tout véhicule.

DT04 Construire 10 radiers (point noir) **Priorité**

Mise en œuvre Plaidoyers, Etude et réalisation
Maitre d'ouvrage Communes de Koussan, Sinthiou fissa et Dougué, CORENA
Partenaires techniques ARD/ PNDL, PUDC, P2RS

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi :

Nombre d'actions de plaidoyer
Nombre de radiers construits

Fiche 5

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Améliorer l'accès à l'eau potable

Contexte / Problématique La RNC ne dispose que de 4 forages dans 3 villages très éloignés les uns des autres. La commune de Toumboura ne dispose pas de forages. Dans la commune de Dougué, une dizaine de villages très rapprochés ne dispose pas non plus d'eau potable de qualité et en quantité suffisante. La construction de forage dans deux villages centres comme Fass et Toumboura pourra desservir les villages environnants.

DT05 Construire un forage multi village à pompe solaire à Fass et Toumboura pour desservir leurs villages environnant **Priorité**

Mise en œuvre : Plaidoyer et partenariat, étude et réalisation

Maitre d'ouvrage CORENA, Communes de Toumboura et de Dougué

Partenaires techniques OFOR, PUDC, PNDL,

Calendrier

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
			x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi

Nombre de missions de plaidoyer
Réalisation de l'étude
Nombre de forages construits

Fiche 6

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Améliorer l'accès à l'eau potable

Contexte / Problématique La RNCB est une destination prisée par de nombreux éleveurs transhumants qui détiennent de très grands troupeaux de vaches et de petits ruminants. Le village de Belly, de par la présence du barrage et de sa position (point de passage pour la Falémé), concentre le plus grand nombre de bétail. Ainsi, tous les points d'eau tarissement à un certain moment de l'année (avril). La construction d'un forage pastoral assurera la disponibilité de l'eau toute l'année et permettra de soulager le barrage afin de développer le maraichage autour.

DT06 Construire un forage pastoral à Belly **Priorité**

Mise en œuvre : Etude plan pastoral, Plaidoyer, Etude et Réalisation

Maitre d'ouvrage CORENA, commune de Sinthiou Fissa

Partenaires techniques OFOR, PUDC, PNDL,

Calendrier

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
			x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi

Nombre de missions de plaidoyer
Plan pastoral réalisé
Etude réalisé
Forage construit

Fiche 7

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Améliorer l'accès à l'eau potable

Contexte / Problématique : Les pompes manuelles des villages de Linkone, Belly, Hamdallah, Ndiarendi étant tombées en panne depuis un certain temps, la disponibilité de l'eau pour les hommes et du bétail n'est plus assurée par les puits du village. La reprise en services des pompes est une nécessité pour améliorer les conditions de vie des populations de ces villages.

DT07 Réparer 4 pompes manuelles Priorité

Mise en œuvre : Diagnostic, Achat matériel et réparation

Maitre d'ouvrage : Communes de Koussan et Dougué et comité de gestion

Partenaires techniques : Service hydraulique, ARD, Jica, Caritas, Isère, Tetraktys, communes, Brigade puits et forages

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x	x		

Indicateurs de suivi : Nombre de pompes réparées

Fiche 8

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Améliorer l'accès à l'eau potable

Contexte / Problématique Les écoles primaires des villages de Bancouba, Linkone, Sansanding, Belly etc. ne disposent pas de point d'eau engendrant un manque d'entretien et l'inutilisation des latrines existantes dans certaines écoles

DT08 : Construire un forage à pompe manuelle dans 4 écoles Priorité

Mise en œuvre : Faire un devis, Recrutement d'un technicien, Achat matériel et construction

Maitre d'ouvrage : Commune de Koussan et Dougué et comité de gestion, IA

Partenaires techniques : Service hydraulique, ARD, Jica, Caritas, Isère, Tetraktys, communes, Brigade puits et forages

Calendrier :

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x	x	x	

Indicateurs de suivi : Nombre de pompes manuelles construites dans les écoles

Fiche 9

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Contribuer à l'amélioration de l'accès aux infrastructures scolaires

Contexte / Problématique : L'école de Fass est totalement en abris provisoire (non fonctionnelle en 2016-2017), celle de Linkone ne dispose que d'une seule salle en dur et un abri provisoire et celle Ndiarendi, construite il y a quelques années par les immigrés, est actuellement dans un état de délabrement avancé. La construction de blocs de 2 salles de classe dans ces villages permettrait aux enfants d'étudier dans des conditions adéquates et sécurisantes

DT09 Construire un bloc de 2 salles de classes dans 3 villages **Priorité**

Mise en œuvre Conception de devis estimatifs après délimitation de la clôture, Choix du prestataire après acquisition de financement conformément, Suivi, réception par la commission mise en place par la Commune

Maitre d'ouvrage : Commune, IA

Partenaires techniques : ARD/PNDL, commune, Isère, Tetraktys, PAISD migrants

Calendrier :

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de salles de classe construites

Fiche 10

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Contribuer à l'amélioration de l'accès aux infrastructures scolaires

Contexte / Problématique Dans la réserve, rares sont les écoles qui disposent de clôture et de latrines. Certaines disposent seulement la clôture, d'autres des latrines, d'autres enfin n'ont rien. Les écoles des villages de Ndiarendi, Fass, Goundafa, Linkone, Sansanding, Bancouba, Toumboura manquent soit des latrines soit de clôture. La construction (ou la rénovation) de clôtures et de latrines permettra de maintenir des conditions d'hygiène adéquates. En protégeant la cours des animaux domestiques en divagation, la plantation d'arbres et des expériences de maraîchage pourront être menées plus facilement.

DT10 Réaliser des aménagements dans 7 écoles (latrines, clôture) **Priorité**

Mise en œuvre : Identification des besoins de chaque école (clôtures, latrines),
Constitution des dossiers de demande,
Constructions

Maitre d'ouvrage : Commune, IA

Partenaires techniques : ARD/PNDL, communes, Isère, Tetraktys, PAISD migrants

Calendrier :

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de clôtures et de latrines construites dans ces écoles

Fiche 11**INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS****Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production****Contribuer à l'amélioration de l'accès aux infrastructures scolaires**

Contexte / Problématique Le village de Koussan abrite maintenant dans un site provisoire un collège qui dispose de trois classes dont une en dur (un ancien magasin de stockage convertit en salle de classe) et 2 en abris provisoires. La commune a octroyé au collège un site pour la construction de salle de classe mais le collège a besoin de salles de classe supplémentaires pour permettre à chaque niveau d'avoir sa propre salle

DT11 : Construire un bloc de 2 salles de classe dans le nouveau site du collège de Koussan**Priorité**

Mise en œuvre : Identification des besoins de chaque école (clôtures, latrines)
Constitution des dossiers de demande
Constructions

Maitre d'ouvrage : CD Goudiry, Etat

Partenaires techniques : IA, Service déconcentré

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de salles construites

Fiche 12**INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS****Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production****Contribuer à l'amélioration du cadre de vie et à l'accès aux infrastructures et sanitaires**

Contexte / Problématique Dans les villages de la réserve, la gestion des déchets constitue un enjeu majeur pour la santé communautaire. En effet, les ordures ménagères sont déversées derrière les maisons. Ainsi, les déchets (plastiques) sont éparpillés par le vent, voire ingérés par les animaux, domestiques ou sauvages. De plus, les cadavres d'animaux domestiques sont laissés tels quels à la sortie des villages, se décomposant à proximité des habitations. Tous ces déchets concourent à la pollution des eaux souterraines, et donc de l'eau puisée par les ménages.

Face à ce problème, les plus grands villages comme Koussan, Belly, Talibadji, Toumboura et Didé seront organisés pour clôturer un site de dépôt d'ordures.

DT012 Clôturer un site de dépôt d'ordures dans 5 villages **Priorité**

Mise en œuvre : Comité de gestion, Identification et clôture du site de dépôt

Maitre d'ouvrage : Commune, CORENA

Partenaires techniques : Isère, ARD, UCG, Tétraktys

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de comités de gestion installés

Nombre de sites de dépôt créés et clôturés

Fiche 13

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Contribuer à l'amélioration du cadre de vie et à l'accès aux infrastructures et sanitaires

Contexte / Problématique : Cette action est en lien avec l'action de la fiche 12

DT013 : Mettre en place un dispositif (Animation, CG) de gestion des déchets et ordures
Priorité

Mise en œuvre : Comité de gestion, Dispositif d'animation

Maitre d'ouvrage : Commune, CORENA

Partenaires techniques : Isère, ARD, UCG, Tétraktys

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de comité de gestion installés
Fonctionnement du dispositif

Fiche 14

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Contribuer à l'amélioration du cadre de vie et à l'accès aux infrastructures et sanitaires

Contexte / Problématique : Tous les grands villages (Koussan, Didé, Toumboura et Belly) de la réserve disposent d'un poste de santé sauf Talibadji qui a une case de santé géré par un auxiliaire de santé. Avec la taille de la population le village, Talibadji a besoin du poste de santé et d'un infirmier.

DT014 Construire un nouveau poste de santé à Talibadji **Priorité**

Mise en œuvre : Conception de devis estimatifs après délimitation de la clôture

Choix du prestataire après acquisition de financement conformément au code des marchés publics
Suivi, réception par la commission mise en place par la Commune

Maitre d'ouvrage : Etat

Partenaires techniques : Etat, ARD/PNDL, District sanitaire, Isère, PAISD, commune Dougué

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Poste de santé construite

Fiche 15

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Contribuer à l'amélioration du cadre de vie et à l'accès aux infrastructures et sanitaires

Contexte / Problématique : L'étude socio économique a révélé que dans certains villages, l'accès aux soins de santé est presque impossible faute d'infrastructures (postes ou cases de santé). Dans le secteur de Hamdallahi (18 km) à Ndiarendi, 25 à 30 km de Talibadji, il n'y a aucun poste de santé et la zone est très enclavée surtout pendant la saison des pluies. Construire un poste de santé à Fass permettrait de soulager les populations

DT15 Construire un poste de santé dans la zone entre hamdallahi et ndiarendi **Priorité**

Mise en œuvre : Conception de devis estimatifs après délimitation de la clôture

Choix du prestataire après acquisition de financement conformément au code des marchés publics

Suivi, réception par la commission mise en place par la Commune

Maitre d'ouvrage : Etat ou commune ou population

Partenaires techniques : Etat, ARD/PNDL, District sanitaire, Isère, PAISD,

Calendrier :

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Poste de santé construite

Fiche 16

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Contribuer à l'amélioration du cadre de vie et à l'accès aux infrastructures et sanitaires

Contexte / Problématique Dans la zone, l'élevage est une des activités principales des populations, qui détiennent de très grands troupeaux de vaches et petits ruminants. Ce cheptel important n'est cependant pas suivi régulièrement. La création de parcs de vaccination dans les villages centre comme Talibadji aiderait donc au suivi et aux soins du bétail, en parallèle de l'action de formation d'auxiliaires vétérinaires.

DT16 Construire un parc de vaccination amélioré à Talibadji **Priorité**

Mise en œuvre : Contact avec le service départemental Elevage de Goudiry

Identification du site potentiel d'accueil du parc

Sensibilisation des éleveurs sur la nécessité du suivi vétérinaire

Construction au niveau du site retenu

Maitre d'ouvrage : Commune de Dougué

Partenaires techniques : ARD/PNDL, Service élevage, P2RS

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Construction du parc de vaccination amélioré

Fiche 17

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Renforcer l'accès aux Aménagements hydro-agricoles

Contexte / Problématique Dans la zone, il existe à ce jour trois barrages, à Belly et Koussan et Talibadji. Cependant, d'autres villages seraient favorables à la construction de barrage comme le village de Fass. Ce qui permettrait à de nouveaux villages de bénéficier de la présence d'eau toute l'année. Certains d'entre eux se situent dans un secteur où l'accès à l'eau constitue la contrainte majeure, d'autant plus que l'élevage est la principale activité.

Dans cette zone, pendant l'hivernage, les pistes sont rendues impraticables à cause de la présence de marigots, mares et vallées, qui isolent ces villages pendant plusieurs mois.

Cette infrastructure devrait aussi servir de **pont** pour permettre le passage des populations en période de saison des pluies.

La présence de **Pont-barrage** permettrait de mieux gérer l'élevage. De plus, les femmes de ces villages ont manifesté le désir de créer des périmètres maraîchers, projets qui jusqu'à présent n'avaient pas pu aboutir à cause du manque d'eau. La création de **pont-barrage** est donc un projet prioritaire pour les populations locales, qui en voient les bénéfices pour toutes leurs activités.

DT17 : Construire un barrage- pont (Fass) Priorité

Mise en œuvre : Etude de terrain préalable : concertation avec les populations et ciblage des sites favorables

Etude de terrain spécifique : relevés topographiques

Constitution d'un dossier de demande de réalisation du pont-barrage

Réalisation de l'ouvrage et formation des populations à l'entretien

Suivi des réalisations

Maitre d'ouvrage : Commune de Dougué

Partenaires techniques : ARD/PNDL, Isère, Service élevage, PRAPS, P2RS,

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Pont –barrage construit

Fiche 18

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Renforcer l'accès aux Aménagements hydro-agricoles

Contexte / Problématique Dans certains villages où l'accès à l'eau est relativement facile, les femmes pratiquent le maraîchage pendant une partie de l'année. Les femmes du village de Didé sont mieux organisées car elles travaillent ensemble dans des parcelles aménagées en bloc. Dans les autres villages l'activité de maraichage est pratiquée à l'intérieur des maisons sur très petites surfaces. Les femmes ont émis le besoin d'acquérir des périmètres maraichers aménagés dans les villages de

Koussan, Belly, Talibadji.

DT18 : Aménager un périmètre maraicher dans 3 villages Priorité

Mise en œuvre : Identification du site potentiel d'accueil

Conception de devis estimatifs

Délimitation, clôture, point d'eau, parcellisation

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : CORENA, GRDR, P2RS, ARD/PNDL, SAED, Service agriculture PRAPS, Isère

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de périmètres maraichers aménagés

Fiche 19

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Renforcer l'accès aux Aménagements hydro-agricoles

Contexte / Problématique : Certains villages de la Falémé comme Toumboura, Sansanding ont un accès à l'eau pour faire le maraîchage. Mais les femmes qui la pratiquent le font chez elles dans de petits espaces. Donc la disponibilité de l'eau n'est pas valorisée. L'aménagement d'un périmètre irrigué à partir de la Falémé permettrait de développer le maraîchage dans la zone afin de favoriser l'augmentation de revenu et de faire la sécurité alimentaire une réalité. Le périmètre sera aménagé entre les villages de Toumboura, Sansanding.

DT19 : Aménager un périmètre irrigué inter villageois Priorité

Mise en œuvre : Etude de terrain préalable : concertation avec les populations et ciblage des sites favorables

Conception de devis estimatifs

Délimitation, clôture, irrigation, parcellisation

Formation

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : CORENA, GRDR, P2RS, ARD/PNDL, SAED, Service agriculture PRAPS, Isère

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Périmètre irrigué inter villageois clôturé et aménagé

Fiche 20

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Renforcer l'accès aux Aménagements hydro-agricoles

Contexte / Problématique : La réserve compte une trentaine de mares. Elles sont victimes d'un phénomène d'eutrophisation, lié en partie à leur mode d'alimentation en eau. Face à cette situation, le curage des mares s'avère être une solution simple pour retarder l'eutrophisation et l'ensablement et disposer d'eau plus longtemps pendant la saison sèche. Les zones de koussan, et talibadji ont été identifiées.

DT20 : Curer les mares de Mania dala et DakaDaké Priorité

Mise en œuvre : Etude de terrain préalable : concertation avec les populations

Conception de devis estimatifs

Curage

Maitre d'ouvrage : Commune, Corena

Partenaires techniques : PRAPS, ARD/PNDL, Service élevage,

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de mares aménagées

Fiche 21

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Renforcer l'accès aux Aménagements hydro-agricoles

Contexte / Problématique En bordure des pistes de Koussan Didé, des carrières d'exploitation de la latérite sont creusées à ciel ouvert, pour procurer les matériaux nécessaires à l'aménagement de ces routes. Ces fosses sont ouvertes sans prise en compte des enjeux écologiques, et ont pour conséquences l'ouverture et la destruction de larges étendues boisées. Le sol étant raclé et la pierre mise à nue, la recolonisation de ces espaces par la flore est compliquée et ne se fera que sur le long terme. La reconversion en bassin de rétention est une solution qui nécessite des moyens de substitution.

DT21 : Aménager 2 bassins de rétention (carrière latérite piste existant) Priorité

Mise en œuvre : Réalisation d'une étude préalable
Réalisation de l'aménagement

Maitre d'ouvrage : Communes Koussan, Toumboura

Partenaires techniques : ARD/PNDL, Service élevage, PRAPS, P2RS, Isère

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de bassins créés

Fiche 22

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Renforcer l'accès aux Aménagements hydro-agricoles

Contexte / Problématique Chaque année la végétation de la réserve est détruites par les feux de brousses qui sont allumés accidentellement ou de gré. Une des stratégies de lutte contre les feux de brousse est la constitution d'un réseau de pare-feu. Les pistes étant déjà identifiées (Plan pastoral), il suffirait de les élargir et de nettoyer afin de constituer un pare-feu. Zones Koussan, Talibadji, Didé, Toumboura

DT22 : Aménager 235 km de pare-feux Priorité

Mise en œuvre : L'entretien des pistes pare-feu consiste à dégager les combustibles (herbacés et certains ligneux) sur une bande assez large. L'opération peut s'effectuer mécaniquement ou manuellement selon les moyens dont nous disposons.

Maitre d'ouvrage : Commune, CORENA

Partenaires techniques : ARD/PNDL, Service élevage, PRAPS, P2RS, Isère

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de Km de pare feu aménagés

Fiche 23

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Renforcer l'accès aux Aménagements hydro-agricoles

Contexte / Problématique : Dans nos entretiens avec les éleveurs lors de l'étude sur le plan pastoral, il est ressorti l'aménagement de piste à bétail dans Zones Koussan, Talibadji, Didé, Tomboura et Sansanding

DT23 : Aménager sept (07) pistes à bétail **Priorité**

Mise en œuvre : Financement
Réalisation d'une étude préalable
Réalisation de la piste

Maitre d'ouvrage : Communes

Partenaires techniques : ARD/PNDL, Service élevage, PRAPS, P2RS, Isère

Calendrier

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
			x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de Km de piste réalisés

Fiche 24

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Renforcer les infrastructures afin d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et la production

Renforcer l'accès aux Aménagements hydro-agricoles

Contexte / Problématique La RNC du Boundou est une zone d'élevage de premier ordre. L'effectif du cheptel des villages de la réserve s'élève à plus de 4000 bovins et plus de 5500 ovins et caprins. En plus des éleveurs locaux, la réserve est une destination prisée par de nombreux éleveurs transhumants qui détiennent de très grands troupeaux de vaches et de petits ruminants pour des effectifs estimés à de plus 16 000 bovins et plus de 18 000 ovins et caprins.

Mais la zone ne dispose pas de magasin d'aliments de bétail. Dans nos entretiens avec les éleveurs lors de l'étude sur le plan pastoral, les éleveurs ont émis le besoin de magasin d'aliments de bétail dans les zones de Koussan, Talibadji, Didé et Tomboura

DT24 : Construire quatre (04) magasins d'aliment de bétail **Priorité**

Mise en œuvre : Partenariat
Financement
Construction du magasin

Maitre d'ouvrage : Privé ou autre partenaire, Commune

Partenaires techniques : P2RS, PRAPS, Isère, ANCAR, ARD/PNDL

Calendrier

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
			x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de magasin construite et fonctionnel

Fiche 25

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Améliorer le niveau d'équipement pour un meilleur fonctionnement des services sociaux de base et de production

Faciliter l'acquisition de matériel et d'intrants pour la production

Contexte / Problématique : Les populations locales sont confrontées à un manque de moyens pour faciliter leur travail et améliorer leur production. Aider à l'acquisition de ces moyens pour ces producteurs permettrait ainsi de créer des possibilités d'activités et de valorisation des ressources locales, éléments indispensables à la création et à la pérennisation d'une dynamique de développement endogène. Charrues, petit matériel de jardinage... sont des équipements simples dont ne disposent pas tous les producteurs. Des dispositifs d'aide à l'achat, d'aide à la fabrication ou de locations peuvent être imaginés pour pallier à ce déficit. Un soin particulier devra être donné à l'entretien et la gestion de ce matériel pour la pérennité de l'action.

DT25 : Accompagner les producteurs à acquérir du matériel agricole (Charrue, semoir, etc.)

Priorité

Mise en œuvre : Identification des besoins réels des producteurs (type de machines, quantité, qualité...)

Identification des possibilités locales pour la satisfaction de ces besoins (fabrication, location, don...)

Mise en place de dispositifs d'échanges et de partage entre acteurs (mise en relation)

Evaluation technique et financière des possibilités réelles et réflexion sur les dispositifs techniques à mettre en œuvre

Mise en place d'outils pour évaluer l'impact de l'action qui a été mise en place

Maitre d'ouvrage : Communes, CORENA

Partenaires techniques : P2RS, PRAPS, Isère, ANCAR, ARD/PNDL

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Niveau de satisfaction des besoins en matériel

Fiche 26

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Améliorer le niveau d'équipement pour un meilleur fonctionnement des services sociaux de base et de production

Faciliter l'acquisition de matériel et d'intrants pour la production

Contexte / Problématique Les femmes de la réserve du Boundou sont très motivées à l'activité de maraichage. Mais elles sont confrontées à des problèmes surtout liés au manque d'eau. L'appui des groupements de femmes dans l'acquisition des matériels d'exhaure (**moto pompe et pompe solaire**) permettra d'accroître leur productions ainsi que leurs revenus issus de cette activité. Zone Belly, Didé

DT26 Appuyer les groupements maraichers à acquérir du matériel d'exhaure (moto pompe et pompe solaire) Priorité

Mise en œuvre Identification des besoins réels des producteurs (type de machines, quantité, qualité...)

Identification des possibilités locales pour la satisfaction de ces besoins

Mise en place de dispositifs d'échanges et de partage entre acteurs (mise en relation)

Evaluation technique et financière des possibilités réelles et réflexion sur les dispositifs techniques à mettre en œuvre

Mise en place d'outils pour évaluer l'impact de l'action qui a été mise en place

Maitre d'ouvrage Commune, Corena

Partenaires techniques P2RS, CORENA, Isère, ANCAR, ARD/PNDL

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi Niveau de satisfaction des besoins en matériel

Fiche 27

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Améliorer le niveau d'équipement pour un meilleur fonctionnement des services sociaux de base et de production

Faciliter l'acquisition de matériel et d'intrants pour la production

Contexte / Problématique : Les populations locales sont aussi confrontées à un manque d'intrant pour leurs activités agricoles. Appuyer à l'acquisition d'intrants pour ces producteurs permettrait ainsi de favoriser une bonne productivité.

Des semences de bonne qualité sont des intrants dont ne disposent pas tous les producteurs. Des dispositifs d'aide à l'achat, comme les prestataires privés peuvent être développés pour pallier à ce déficit. Zone koussan, talibadji, didé, toumboura

DT27 : Appuyer les producteurs à acquérir des intrants agricoles (mise en relation avec un prestataire privé) Priorité

Mise en œuvre : Identification des possibilités d'installer un prestataire
Partenariat

Maitre d'ouvrage : Commune, Corena

Partenaires techniques : P2RS, service de l'agriculture, CORENA, Isère, ANCAR, ARD/PNDL, GRDR

Calendrier :

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Quantités d'intrants mise à disposition
Augmentation production

Fiche 28

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Améliorer le niveau d'équipement pour un meilleur fonctionnement des services sociaux de base et de production

Faciliter l'acquisition de matériel et d'intrants pour la production

Contexte / Problématique : Les pêcheurs locaux sont confrontés à un manque de matériels pour développer leur activité et améliorer leur productivité. Aider à l'acquisition de matériel de pêche permettrait ainsi de créer des possibilités d'activités et de valorisation des ressources locales.

Nous avons noté un manque criard de matériels de pêche comme des filets qui respectent les normes de durabilité. Les pêcheurs utilisent aussi de petites pirogues traditionnelles vétustes qui n'offrent pas une sécurité du pêcheur. Zone Toumboura, Sansanding, Goundafa

DT28 : Appuyer les pêcheurs à acquérir du matériel de pêche (pirogue, filet etc.) Priorité

Mise en œuvre : Identification des besoins réels des pêcheurs (**pirogue, filet ...**)
Identification des possibilités locales pour la satisfaction de ces besoins
(fabrication, don...)

Mise en place de dispositifs d'échanges et de partage entre acteurs (mise en relation)

Evaluation technique et financière des possibilités réelles et réflexion sur les dispositifs techniques à mettre en œuvre

Mise en place d'outils pour évaluer l'impact de l'action qui a été mise en place

Maitre d'ouvrage : Commune CORENA

Partenaires techniques : Service de la pêche, CORENA, Isère, ANA

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Augmentation quantitative et qualitative des captures

Fiche 29

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Améliorer le niveau d'équipement pour un meilleur fonctionnement des services sociaux de base et de production

Faciliter l'acquisition de matériel pour la transformation des acteurs des produits agropastoraux et forestiers

Contexte / Problématique : Dans la réserve, les femmes se sont organisées en groupement de GIE et fédération de GIE et s'activent dans la cueillette et la transformation du fruit de Baobab. La transformation du fruit de Baobab se fait manuellement avec des mortiers. Ce type de transformation est difficile et ne permet pas une grande production qui pourra satisfaire les besoins du marché. Renforcer le niveau d'équipement des unités de transformation par l'acquisition de machines permettra d'alléger le travail des femmes et augmenter le niveau de production et la qualité.

DT29 : Renforcer le niveau d'équipement des unités de transformation des GIE de femme (machine) Priorité

Mise en œuvre :

Identification des besoins réels des unités de transformation (machine et autre matériels)

Identification des possibilités pour la satisfaction de ces besoins (fabrication, prêt, don...)

Mise en place de dispositifs d'échanges et de partage entre acteurs (mise en relation)

Evaluation technique et financière des possibilités réelles et réflexion sur les dispositifs techniques à mettre en œuvre

Mise en place d'outils pour évaluer l'impact de l'action qui a été mise en place

Maitre d'ouvrage : CORENA, Commune

Partenaires techniques : CORENA, Isère, Grdr, P2RS, Experna, ARN/PNDL, Eau et forêt, commune etc.

Calendrier :

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de machines achetées
Nombre de machines fonctionnelles

Fiche 30

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Améliorer le niveau d'équipement pour un meilleur fonctionnement des services sociaux de base et de production

Faciliter l'acquisition de matériel pour la transformation des acteurs des produits agropastoraux et forestiers

Contexte / Problématique L'insuffisance de certains équipements de base pour l'allégement des travaux, sont à l'origine de la surcharge, la pénibilité des tâches ménagères et de la précarité de la vie chez la femme. L'acquisition de moulin dans les grands villages comme Koussan, talibadji, Didé, Toumboura a été un besoin important pour les femmes.

DT30 : Appuyer à l'acquisition de moulins à céréales Priorité :

Mise en œuvre :

Identification des besoins réels (**Moulin à céréales**)

Identification des possibilités pour la satisfaction de ces besoins (Fabrication, Privé, prêt, don...)

Mise en place de dispositifs de gestion privée ou communautaire

Evaluation technique et financière des possibilités réelles et réflexion sur les dispositifs techniques à mettre en œuvre

Maitre d'ouvrage : Communes

Partenaires techniques : P2RS, service de l'agriculture, CORENA, Isère, PUDC, ARD/PNDL, PUDC

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de machines encore fonctionnelle

Fiche 31

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Améliorer le niveau d'équipement pour un meilleur fonctionnement des services sociaux de base et de production

Contribuer à un meilleur accès aux équipements scolaires

Contexte / Problématique les villages de la RNCB manquent cruellement d'infrastructures scolaires de bonne qualité. Les écoles sont confrontées à un déficit criard de matériels didactiques. Ces mauvaises conditions rendent l'apprentissage des élèves peu efficace et démotivent les enseignants. Les parents ont des difficultés pour la prise en charge des élèves. Appuyer à l'acquisition de matériels didactiques faciliterait l'apprentissage des enfants.

DT31 : Appuyer l'acquisition de matériels didactiques **Priorité**

Mise en œuvre : Identification des besoins réels en matériels didactiques
Identification des possibilités pour la satisfaction de ces besoins
Mise en place de dispositifs d'échanges et de partage entre acteurs (mise en relation)

Evaluer l'impact de l'action

Maitre d'ouvrage : Commune

Partenaires techniques : IA, CORENA, Commune, Isère, Tetraktys, Ass. Migrants

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Taux d'amélioration du niveau des enfants
Taux de réussite

Fiche 32

INFRASTRUCTURES/EQUIPEMENTS

Améliorer le niveau d'équipement pour un meilleur fonctionnement des services sociaux de base et de production

Contribuer à un meilleur accès aux équipements sanitaires

Contexte / Problématique : La réserve dispose de 4 postes de santé fonctionnels avec une maternité à Koussan, Didé, Toumboura et Belly. Mais ils sont confrontés à des difficultés liés à un déficit de matériels de soins et d'hospitalisation. Les comités de gestion des postes de santé n'ont les moyens de s'acheter tout les matériels nécessaires. Aider à l'acquisition de matériel permettrait à relever le niveau de la qualité des soins offerts aux populations.

DT32 : Appuyer l'acquisition de matériels de soins **Priorité**

Mise en œuvre : **Identification** des besoins réels en matériel de soins
Identification des possibilités pour la satisfaction de ces besoins
Mise en place de dispositifs d'échanges et de partage entre acteurs (mise en relation)
Evaluer l'impact de l'action

Maitre d'ouvrage : Commune, comité de gestion

Partenaires techniques : District sanitaire Goudiry et Bakel, Fondation servir le Sénégal, Isère, CORENA

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi Qualité des soins est améliorée

Fiche 33

INFRASTRUCTURE ET EQUIPEMENT

Améliorer le niveau d'équipement pour un meilleur fonctionnement des services sociaux de base et de production

Faciliter la collecte et traitement des déchets et ordures ménagères

Contexte / Problématique : Certains villages de la RNCB sont très sales. Les populations n'ayant pas accès au matériel de collecte, les déchets et ordures ménagères sont laissés sur place et non traités. L'empilement des déchets dans les ruelles est à l'origine de pollutions et de maladies qu'il advient d'éliminer.

DT33 : Appuyer à l'acquisition de matériel pour la collecte des déchets (poubelles, râtaux, pelles, charrettes) Priorité 1

Mise en œuvre : Etude des besoins par village, Plaidoyer, Distribution par village

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : CD Isère, Tétraktys, Grdr, P2RS, UCG,

Calendrier

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi Nombre de plaidoyers
Quantité de matériels distribués

FICHE 34

INFRASTRUCTURE ET EQUIPEMENT

Améliorer le niveau d'équipement pour un meilleur fonctionnement des services sociaux de base et de production

Faciliter l'accès à l'énergie

Contexte / Problématique : En 2016, aucun village de la réserve n'est relié au réseau électrique. L'amélioration des conditions de vie de travail et de santé, passe par l'accès à l'électricité. Les 5 grands villages (Koussan, Talibadji, Toumboura, Didé et Belly) de la réserve nécessitent une électrification.

DT34 : Electrifier 5 villages Priorité 1

Mise en œuvre Plaidoyers,

Maitre d'ouvrage CORENA, Communes

Partenaires techniques CD Isère, PUDC et ASER, SEMIS

Calendrier

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x		

Indicateurs de suivi Nombre de plaidoyers
Nombre de villages électrifiés

FICHE 35

ECONOMIE LOCALE

Renforcer la résilience des populations

Diversifier les filières de productions et transformation

Contexte / Problématique : L'agroforesterie est identifiée comme une activité permettant à la fois de participer à la préservation des ressources forestières mais également de diversifier les revenus des populations locales. Des parcelles agroforestières peuvent être créées dans les 6 grands villages de la réserve (Koussan, Belly, Talibadji, Sansanding, Toumboura, Didé).

DT35 : Mettre en place de 6 parcelles agroforestières

Priorité 1

Mise en œuvre : Identification de parcelles disponibles et de cultivateurs ou groupements volontaires
Obtention et distribution de plants
Suivi des parcelles

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : CD Isère, P2RS, Experna, ARN/PNDL, Eau et forêt, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
x	x	x	x	x		

Indicateurs de suivi : Nombre de parcelles réalisées
Nombre de plants distribués

FICHE 36

ECONOMIE LOCALE

Renforcer la résilience des populations

Diversifier les filières de productions et transformation

Contexte / Problématique : Les populations de la réserve ont une alimentation très peu diversifiée due à la fois à leur culture, leurs faibles revenus et les difficultés d'approvisionnement en semences et plants. L'introduction de nouvelles variétés pourrait diversifier l'alimentation des populations mais également créer des revenus supplémentaires.

DT36 Introduire de nouvelles variétés (Manioc, Patate douce, Moringa, Anacarde)

Priorité 1

Mise en œuvre : Identification de programmes fournisseurs nationaux ou régionaux
Identification de cultivateurs ou groupements volontaires
Obtention et distribution de semences et de plants
Suivi des cultures

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : Grdr, P2RS, Experna, Isère, ARN/PNDL, Eau et forêt, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
x	x	x	x	x		

Indicateurs de suivi : Nombre de programmes contactés
Nombre de semences et plants distribués

FICHE 37

ECONOMIE LOCALE

Renforcer la résilience des populations

Diversifier les filières de productions et transformation

Contexte / Problématique : L'élevage est une des activités prépondérantes pour les populations de la réserve mais ses produits sont peu valorisés. La mise en place d'unités de transformation de lait dans 3 des 4 zones de la réserve leur permettrait d'apporter des revenus complémentaires non négligeables.

DT37 : Construire 3 unités de transformation de lait

Mise en œuvre : Identification des villages les plus adéquats

Se renseigner sur les normes et les préalables à la mise en place des unités

Plaidoyers pour le financement (création local, achat matériel)

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : PRAPS, P2RS, ARN/PNDL, service élevage, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
				x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre d'unités fonctionnelles créés

FICHE 38

ECONOMIE LOCALE

Renforcer la résilience des populations

Diversifier les filières de productions et transformation

Contexte / Problématique : L'élevage est une des activités prépondérantes pour les populations de la réserve mais ses produits ne sont que peu valorisés. La création d'un marché à bétail à Koussan permettrait d'attirer des acheteurs externes potentiels, donc de mieux écouler la production et faciliter l'approvisionnement en aliments et produits vétérinaires.

DT38 : Créer un marché à bétail (Foirail)

Mise en œuvre : Prise de renseignements concernant les normes et la création de marchés

Identification d'un lieu potentiel au sein du village

Promotion du marché auprès des populations et des autorités

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : CD Isère, PnrML, PRAPS, P2RS, ARN/PNDL, service élevage, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
			x	x		

Indicateurs de suivi : Création du marché
Nombre de vendeurs

FICHE 39

ECONOMIE LOCALE

Renforcer la résilience des populations

Diversifier les filières de productions et transformation

Contexte / Problématique : Le « passage de dons » est identifié comme un moyen d'aider les familles les plus démunies et de développer des activités économiques dans le cadre de la solidarité entre les habitants de la réserve. Facile à mettre en place, il est intéressant d'accompagner sa mise en place à court et moyen termes.

DT39 : Accompagner la mise en place du système du « Passage de dons » d'animaux
Priorité 1

Mise en œuvre : Identification des donateurs et des volontaires potentiels
Réalisation des dons

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : CD Isère, PnrML, PRAPS, P2RS, ARN/PNDL, Service élevage, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
x	x	x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de dons effectifs

FICHE 40

ECONOMIE LOCALE

Renforcer la résilience des populations

Diversifier les filières de productions et transformation

Contexte / Problématique : La récolte de miel d'essaims sauvages est chaque année à l'origine de feux de brousse détruisant de nombreux hectares. Le développement de l'apiculture moderne permet d'éviter ces feux. Il est nécessaire d'aider les populations à acquérir plus de ruches et à maintenir les existantes.

DT40 : Développer l'apiculture moderne par l'acquisition de 100 nouvelles ruches et la maintenance des 80 existantes

Mise en œuvre : Evaluation de la fonctionnalité des ruchers existants
Plaidoyers pour obtenir des ruches et des formations
Identifications de nouveaux volontaires à former

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : CD Isère, PnrML, P2RS, ARN/PNDL, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
x	x	x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre ruches préexistantes maintenues
Nombre de nouvelles ruches acquises
Nombre de feux de brousse par année

ECONOMIE LOCALE**Renforcer la résilience des populations**

Diversifier les filières de productions et transformation

Contexte / Problématique : L'aviculture est identifiée comme un moyen de limiter la chasse de subsistance tout en assurant un revenu de base pour l'éleveur. Pour autant, l'absence de soins vétérinaires et la mauvaise alimentation des volailles limitent fortement les possibilités de production. L'amélioration de l'activité est nécessaire pour agir à la fois sur le développement local et la préservation.

DT41 : Appuyer les activités d'amélioration de l'aviculture locale (soin, alimentation, dotation de coqs raceurs, pintade) **Priorité 1**

Mise en œuvre : Plaidoyers pour obtenir des volailles et des formations
 Identification de nouveaux volontaires à former
 Identification de fournisseurs d'aliments et de produits vétérinaires

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : CD Isère, PnrML, PRAPS, P2RS, ARN/PNDL, service élevage, etc.

Calendrier

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de plaidoyers
 Nombre de formations dispensées
 Nombre de volailles acquises

ECONOMIE LOCALE**Renforcer la résilience des populations**

Améliorer les techniques de production durable de transformation de et de DRS

Contexte / Problématique : Les populations de la réserve dépendent directement des ressources forestières pour leur survie. Le greffage assure une utilisation rapide et durable des ressources forestières non ligneuses. La formation des acteurs sur les techniques de greffage est indispensable.

DT42 : Former des acteurs sur les techniques de greffage

Mise en œuvre : Plaidoyers pour obtenir des formateurs et des greffons
 Identification de volontaires à former

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : CD Isère, Experna, P2RS, service agriculture, etc.

Calendrier

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x	x			

Indicateurs de suivi : Nombre de plaidoyers
 Nombre de formations dispensées
 Nombre de greffons acquis

FICHE 43

ECONOMIE LOCALE

Renforcer la résilience des populations

Améliorer les techniques de production durable de transformation de et de DRS

Contexte / Problématique : Les populations de la réserve dépendent directement des ressources forestières pour leur survie. La mise en place de pépinières villageoises permettrait de diversifier les productions locales mais aussi de lutter contre la déforestation et la désertification en reboisant notamment les anciens champs laissés à l'abandon dans 4 des 5 grands villages de la réserve (Koussan, Talibadjî, Didé, Belly).

DT43 : **Créer quatre (4) pépinières villageoises** **Priorité 1**

Mise en œuvre : Identification de parcelles disponibles et de cultivateurs ou groupement volontaires
Obtention de plants et distribution

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : CD Isère, Experna, P2RS, service agriculture, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
x	x	x	x			

Indicateurs de suivi : Nombre de parcelles créées
Nombre de plants distribués

Fiche 44

ECONOMIE LOCALE

Renforcer la résilience des populations

Améliorer les techniques de production durable, de transformation et de DRS

Contexte / Problématique : La protection des villages contre les feux et la détérioration des sols agricoles sont nécessaires au développement durable des populations résilientes de la réserve. Pour autant peu d'acteurs locaux connaissent les techniques de DRS, de reboisement et de fertilisation. Il y a un réel besoin en formation. 4 villages de la réserve ont été identifiés (Linkone, koussan, Toumboura, Didé).

DT44 Former les acteurs sur les techniques de DRS, de reboisement et de fertilisation **Priorité 1**

Mise en œuvre : Identifier des formateurs et des volontaires potentiels
Organiser des groupes de formation

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : Experna, P2RS, service agriculture, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x			

Indicateurs de suivi : Nombre de formations dispensées

FICHE45

ECONOMIE LOCALE

Renforcer la résilience des populations

Améliorer les techniques de production durable, de transformation et de DRS

Contexte / Problématique La protection des villages contre les feux et la détérioration des sols agricoles sont nécessaires aux populations résilientes de la réserve. La fiche précédente prévoit des formations aux techniques de DRS, de reboisement et de fertilisation. Suite à ces formations, il semble indispensable de réaliser des activités les mettant en pratique dans l'ensemble de la réserve.

DT45 Réaliser des activités de DRS, de reboisement et de fertilisation **Priorité 1**

Mise en œuvre : Identification des sites prioritaires,
Organisation des activités sous forme de journées villageoises.

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : Experna, P2RS, service agriculture, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
x	x	x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de journées-activités organisées

Fiche 46

ECONOMIE LOCALE

Renforcer la résilience des populations

Améliorer les techniques de production durable, de transformation et de DRS

Contexte / Problématique Les populations de la réserve s'investissent de plus en plus dans la récolte et la transformation de produits forestiers non-ligneux (Baobab, jujube) mais manquent de formations notamment concernant les méthodes durables de collecte assurant la pérennité de la ressource. D'autres produits doivent être pris en compte : forestiers (moringa, combretum...) mais aussi laitiers.

DT46 : Former les acteurs sur la transformation et la conservation des produits forestiers (jujube, monriga, baobab, combretum) et laitiers **Priorité 1**

Mise en œuvre Identification des formateurs et des volontaires potentiels,
Organisation de formations

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : CD Isère, Grdr, P2RS, Experna, ARN/PNDL, Eau et forêt, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
x	x	x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Nombre de formations dispensées pour chaque produit

Fiche 47

ECONOMIE LOCALE

Renforcer la résilience des populations

Améliorer les techniques de production durable, de transformation et de DRS

Contexte / Problématique Les populations du bord de la Falemé dépendent très fortement de la qualité et de la quantité des prises de pêche dans la rivière. Certaines techniques ne sont pour autant pas durables et la réserve se doit d'accompagner un développement de l'activité tout en assurant la viabilité de la ressource sur le long terme dans les villages de Toumboura, Sansanding et Goundafa.

DT47 : Renforcer les capacités des pêcheurs à mettre en œuvre des techniques de pêche durable

Priorité 1

Mise en œuvre Acquisition de matériel de pêche durable
Organisation de formations lors de la distribution du matériel

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : Service pêche, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi Quantité de matériel distribué
Nombre de formations dispensées

FICHE 48

ECONOMIE LOCALE

Renforcer la résilience des populations

Améliorer l'accès aux moyens de communication

Contexte / Problématique L'accès à l'information se fait encore aujourd'hui beaucoup par la radio dans le Boundou. Afin de sensibiliser un maximum de personnes aux bonnes pratiques et de développement durable, il semble indispensable d'avoir une radio communautaire à la disposition de la RNC. Cependant, le multimédia prenant de plus en plus d'ampleur, il est important d'offrir un accès de ce type aux populations de la réserve, notamment aux jeunes. Les deux seront basés au siège de la réserve, à Koussan.

DT48 Créer une radio communautaire dans la RNC et un centre multimédia communautaire

Mise en œuvre : Etude des démarches à suivre

Plaidoyers pour le financement (création local, obtention de matériel) mais aussi auprès des émetteurs de radio

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : CD Isère, Agence francophonie, SONATEL, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Création effective de la radio communautaire
Nombre de plaidoyers
Création effective du centre multimédia

FICHE 49**ECONOMIE LOCALE****Renforcer la résilience des populations**

Améliorer l'accès aux moyens de communication

Contexte / Problématique Le téléphone portable est devenu un outil indispensable à la vie quotidienne des sénégalais mais également aux activités professionnelles. L'absence de couverture téléphonique dans la zone de Toumboura est un frein au développement d'activités économiques, à l'organisation d'approvisionnement en matières premières mais aussi à la coordination des sensibilisations et patrouilles des écogardes.

DT49 Faire un plaidoyer pour une couverture téléphonique Priorité 1**Mise en œuvre** Plaidoyers auprès des entreprises téléphoniques**Maitre d'ouvrage :** CORENA, Communes**Partenaires techniques :** SONATEL, expresso, Tigo, etc.**Calendrier**

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x	x			

Indicateurs de suivi :

Nombre de plaidoyers

Nombre de villages de la zone de Toumboura couverts par le réseau

Fiche 50**ECONOMIE LOCALE****Renforcer la résilience des populations**

Promouvoir la démarche filière

Contexte / Problématique Les populations du bord de la Falemé dépendent très fortement de la qualité et de la quantité des prises de pêche dans la rivière. Certaines techniques ne sont pour autant pas durables et la réserve se doit d'accompagner un développement de l'activité tout en assurant la viabilité de la ressource sur le long terme dans les villages de Toumboura, Sansanding et Goundafa.

DT50 : Réaliser une étude filière sur le baobab, le jujube et la patate douce Priorité 1**Mise en œuvre :** Création d'un questionnaire à l'attention des populations et des marchands régionaux et nationaux

Discussions avec les populations par zone autour des potentialités

Inquisition auprès des marchés régionaux et nationaux

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes**Partenaires techniques :** Grdr**Calendrier**

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x				

Indicateurs de suivi

Réalisation de l'étude

Fiche 51

ECONOMIE LOCALE

Renforcer la résilience des populations

Promouvoir la démarche filière

Contexte / Problématique Liée à DT36, cette action vise à accompagner les populations dans l'utilisation des ressources locales grâce à des filières préexistantes (moringa, manioc...) ou à développer (combrétacées, balanites...). Ces filières permettraient d'écouler une production et de diversifier les revenus des villages tout en consolidant l'intérêt des populations dans la préservation de leur environnement direct.

DT51 : Identifier et développer de nouvelles filières économiques (moringa, combrétacées, balanites egyptiaca, manioc...) **Priorité 1**

Mise en œuvre : Création d'un questionnaire à l'attention des populations et des marchands régionaux et nationaux

Discussions avec les populations par zone autour des potentialités

Inquisition auprès des marchés régionaux et nationaux

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : Grdr, Eaux et Forêt, UICN, P2RS, Service agriculture, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x	x	x	x

Indicateurs de suivi : Réalisation de l'étude
Nombre de filières activées

Fiche 52

ECONOMIE LOCALE

Accompagner le marketing territorial

Faciliter l'approvisionnement et l'écoulement de produits

Contexte / Problématique Beaucoup de produits sont aujourd'hui vendus bruts hors de la réserve. La transformation des produits issus de la réserve assure une augmentation des revenus des populations et les pousse à préserver leur environnement. Des plateformes multifonctionnelles à Koussan, Toumboura, Lingkone et Fass permettraient d'aider le développement de filières économiques durables.

DT52 : Doter chacune des 4 unités d'une plateforme multifonctionnelle pour la transformation des produits locaux

Mise en œuvre : Sensibilisation des populations autour de la création de ces plateformes

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : Grdr, P2RS, CD Isère, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x		

Indicateurs de suivi : Nombre de plateformes créées

Fiche 53

ECONOMIE LOCALE

Accompagner le marketing territorial

Faciliter l'approvisionnement et l'écoulement de produits

Contexte / Problématique Aucun marché n'est aujourd'hui présent sur le territoire de la réserve. La présence d'un marché hebdomadaire faciliterait l'approvisionnement en matières premières et l'écoulement des productions locales. Koussan étant le siège et la porte d'entrée de la réserve et le point le plus accessible, le marché devrait y être créé.

DT53 : Créer un marché hebdomadaire

Mise en œuvre :

Délibération site, bon emplacement et choix du jour

Participation des groupements professionnels locaux

Comité de gestion

Constituer un groupe pour démarrer

Maitre d'ouvrage CORENA, Communes

Partenaires techniques : ARD,

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
			x	x	x	

Indicateurs de suivi marché hebdomadaire créé

Fiche 54

ECONOMIE LOCALE

Accompagner le marketing territorial

Promouvoir le "label Boundou"

Contexte / Problématique Afin de rendre plus visibles les activités de la réserve et faciliter l'écoulement des productions locales sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux à des prix valables pour les populations du Boundou, l'acquisition d'un numéro FRA a été identifié comme un enjeu pour les groupements des femmes transformatrices de Koussan, Linkone, Fass et Tomboura. L'accompagnement de ces groupements dans les démarches notamment d'acquisition des pièces administratives est nécessaire.

DT54 : Accompagner l'acquisition de pièces administratives de reconnaissance (FRA ...)
Priorité 1

Mise en œuvre :

Rassemblement des groupements en une fédération des femmes transformatrices de la réserve

Organisation des dossiers d'acquisition et des visites des locaux de transformation

Envoi d'échantillons de produits pour analyse

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : Grdr, service régional du commerce, chambre des métiers, Chambre de commerce, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
x	x					

Indicateurs de suivi : Nombre de numéros FRA obtenus

Fiche 55

ECONOMIE LOCALE
Accompagner le marketing territorial
Promouvoir le "label Boundou"

Contexte / Problématique : L'histoire culturelle du Boundou est peu connue et peu médiatisée. Des recherches paléontologiques sont menées dans les limites de la réserve et ont déjà prouvé la richesse culturelle du territoire de la zone. La RNC du Boundou doit fournir une vitrine de ces connaissances et matérialiser la mémoire des lieux. La construction d'une case-musée à Koussan est à planifiée, favorisant le tourisme au sein de la réserve.

DT55 Construire une case-musée au siège de la RNC

Mise en œuvre : Identification de l'emplacement précis
Réalisation des plans architecturaux
Récupération du matériel à exposer

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : Université de Genève, UCAD, IFAN, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x	x	

Indicateurs de suivi : Construction de la case-musée
Nombre d'éléments exposés dans la case-musée

Fiche 56

ECONOMIE LOCALE
Accompagner le marketing territorial
Promouvoir le "label Boundou"

Contexte / Problématique : Le développement de filières économiques et l'acquisition de pièces administratives pour certains produits transformés dans la réserve doivent s'accompagner de la création d'espaces de vente dans les lieux stratégiques à l'extérieur du territoire de la RNC. Ceci augmenterait la notoriété de la réserve et faciliterait l'écoulement des produits. Une boutique à Goudiry et une à Tambacounda sont à construire.

DT56 : Construire deux boutiques des produits « Label Boundou » à Goudiry et à Tambacounda

Mise en œuvre : Identification ou construction d'un local
Acheminement des produits
Contractualisation d'un vendeur

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : Université de Genève, UCAD, IFAN, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x		

Indicateurs de suivi : Construction des deux boutiques
Quantité de produits vendus

Fiche 57

ECONOMIE LOCALE

Accompagner le marketing territorial

Promouvoir le "label Boundou"

Contexte / Problématique L'amélioration continue des structures d'accueil est une condition sine qua none à l'augmentation du tourisme dans la réserve. Si la réserve dispose déjà de 3 maisons d'accueil fonctionnelles (Koussan, Talibadji, Toumboura), les toilettes et les douches ainsi que l'accès à l'eau restent à améliorer et des thiallys à construire afin de faciliter l'utilisation de ces espaces pour accueillir touristes et réunions locales. Arbres et haies vives améliorent l'attrait des différents sites.

DT57 : Améliorer l'aménager des structures d'accueil (toilettes, thiallys, point d'eau, plantations d'arbres et de haies vives...) **Priorité 1**

Mise en œuvre : Construction de fosses pour les toilettes et les douches
Raccordement aux forages hydrauliques et poses de robinets
Constructions de thiallys
Réfection des cases et renforcement des éléments existants
Plantation d'arbres et de haies vives

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes

Partenaires techniques : CD Isère, Tétraktys, etc.

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
x	x	x	x	x		

Indicateurs de suivi : Nombre de fosses et de thiallys construits
Nombre de raccordements aux réseaux d'eau effectués
Nombre de plantations d'arbres et d'arbustes
Etat des cases

FICHE 58/59

GOVERNANCE

Améliorer la gouvernance des ressources à travers une gestion durable et un accès équitable

Harmoniser la réglementation locale pour un accès durable et l'utilisation rationnelle des ressources dans l'espace intercommunal

Contexte / Problématique A cause de la sécheresse, des facteurs anthropiques et des effets néfastes des changements climatiques ; les ressources naturelles subissent une forte pression dans l'espace à cause de l'absence de règles consensuelles de gestion. C'est pourquoi il est apparu nécessaire de mettre en place une convention locale de gestion durable des ressources naturelles. La RNC étant un espace commun entre quatre collectivités locales, celles-ci ont décidé que cette convention couvre l'espace couvert par les communes de DOUGUE, ST FISSA, KOUSSAN et TOUMBOURA au lieu de la restreindre au territoire de la réserve uniquement.

DT 58 / 59 : Elaborer et valider la convention locale (intercommunale) et un manuel de procédure pour la mise en œuvre de la convention **Priorité 1**

Mise en œuvre : Mettre en place un dispositif de pilotage
Elaborer des Termes de références et des outils d'animation
Réaliser un diagnostic participatif zonal
Définir des règles consensuelles de gouvernance des ressources
Définir les mécanismes de mise en œuvre (**manuel de procédure**)

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, St Fissa et de Toumboura

Partenaires techniques : P2RS, GOLD, ARD, PRAPS, Isère, Grdr

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	X	x				

Indicateurs de suivi : Convention prévue élaborée et validée
Un manuel de procédure élaboré validé

FICHE 60

Gouvernance

Améliorer la gouvernance des ressources au niveau de la Réserve et dans les quatre communes

Doter la RNC de document de planification pour une meilleure gestion du pastoralisme

Contexte / Problématique Le pastoralisme est la seconde activité dans la RNC du Boundou mais qui reste confronté à des contraintes de plusieurs ordres dont les principales sont : la dégradation des ressources, la présence de maladies et les difficultés dans la gestion de l'espace agro-sylvopastoral et de la transhumance. Face à cette contrainte le CORENA a élaboré un plan pastoral qui vise à résoudre ces problèmes. L'enjeu repose sur la mise en œuvre des actions préconisées et validées par les autorités à travers une définition de stratégies de partenariat efficace et des organes locaux de pilotage des actions programmées.

DT 60 : Finaliser et mettre en place les organes de mise en œuvre du plan pastoral de la réserve **Priorité 1**

Mise en œuvre : Restitution du document final pour une appropriation du contenu et de la stratégie
Concertation entre acteurs pour la mise en place des organes de pilotage
Choix des acteurs et renforcement des capacités sur les rôles et attribution ainsi que les relations entre les organes

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, St Fissa et de Toumboura

Partenaires techniques : P2RS, GOLD, ARD, PRAPS, Isère

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	X	x				

Indicateurs de suivi : Nombre d'organes de pilotage
Nombre de sessions de renforcement des capacités

FICHE 61

Gouvernance

Renforcer l'ancrage du CORENA dans le dispositif de gouvernance territoriale

Elargir le dispositif de gouvernance de la RNC aux autres ordres de collectivités locales par le biais la coopération territoriale

Contexte / Problématique : Créée par les communautés rurales de Dougué, Koussan, ST Fissa et Toumboura devenues communes avec l'avènement de l'Acte III ; la réserve naturelle communautaire du Boundou est jusqu'à ce jour gérée par le CORENA composé des communes citées ci-dessus. Dans le but de respecter la loi 2013-10 portant code général des collectivités locales qui donne **aussi** des attributions au département dans la GRN et le développement local, le CORENA a trouvé qu'il est nécessaire voire obligation de se conformer aux dispositions du code en favorisant l'intégration des départements dans ses organes de gouvernance de la RNC du Boundou

Cette mesure permettra de compléter le maillon et de renforcer le modèle de coopération intercollectivité (intercommunalité) conformément à la loi ci-haut citée

DT 61 : Formaliser l'intégration des conseils départementaux dans les instances du CORENA **Priorité 1**

Mise en œuvre : Mission de prise de contact
Echanges de vision et partage de documents
Intégration des nouvelles dispositions dans les textes du CORENA
Formalisation de l'adhésion et de l'intégration dans les organes du CORENA

Maitre d'ouvrage : CORENA

Partenaires techniques : CORENA, ARD, Isère, Grdr

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	X	x				

Indicateurs de suivi : Nombre de rencontres de médiation
Nombre de documents signés entre les structures / institutions
Nombre de PV

FICHE 62**Gouvernance****Améliorer la gouvernance des ressources au niveau de la Réserve et dans les quatre communes
Renforcer l'ancrage du CORENA dans le dispositif de gouvernance territoriale**

Contexte / Problématique Depuis sa création en 2009 la RNC entretient des relations avec les autorités locales dans le cadre de la réalisation des actions mais cette collaboration ne s'est pas traduite par une formalisation des relations avec ces autorités par le CORENA dans le cadre de la gouvernance de la RNC. Compte tenu du rôle que jouent ces autorités dans le processus de prise de décision, dans la gestion des relations sociales dans l'administration locale, il est nécessaire de créer un cadre officiel qui permettra de les impliquer dans la vie de la RNC à travers une consultation citoyenne afin de recueillir leur avis et suggestion, de les impliquer dans la prise de décision et la gestion des ressources ainsi que dans la médiation sociale

DT 62 **Créer et animer un comité des sages du CORENA** **Priorité 1**

Mise en œuvre : Mission de prise de contact
Echanges de vision et partage d'idées
Echanges sur les projets prioritaires et plan d'actions
Mise en place du dispositif

Maitre d'ouvrage : CORENA, comité restreint de médiation, équipe technique, ARD, Grdr

Partenaires techniques : CORENA, ARD, GOLD, Isère

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------	------	------

x

Indicateurs de suivi : Nombre d'actions de plaidoyer et de médiation (compte rendu)
Nombre de PV des accords sociaux

FICHE 63**GOUVERNANCE****Améliorer la gouvernance des ressources au niveau de la Réserve et dans les quatre communes
Renforcer l'ancrage du CORENA dans le dispositif de gouvernance territoriale)**

Contexte / Problématique Pour renforcer une participation citoyenne active et une gestion inclusive du développement l'Etat a mis en place un dispositif d'information et de concertation à travers les CLD et CDD ; compte tenu du rôle que joue le CORENA dans l'espace que constitue la Réserve du Boundou, il est nécessaire de l'intégrer dans ce dispositif pour recevoir des informations mais aussi pour apporter sa contribution dans les actions portées par l'Etat. L'une des solutions repose sur son intégration dans les CLD et CDD

DT 63 : Faire un plaidoyer pour l'acceptation du CORENA comme membre des CLD de Bélé, Boynguel Bamba et Kéniéba **Priorité 1**

Mise en œuvre : Mission de prise de contact
Echanges de vision et partage d'idées
Echanges sur les projets prioritaires et plan d'actions
Arrêtés des autorités administratives

Maitre d'ouvrage : CORENA, Autorités administratives

Partenaires techniques : CORENA, ARD, GOLD, Isère

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------	------	------

x

x

Indicateurs de suivi Nombre d'actions de plaidoyer
Nombre de documents administratifs

FICHE 64**Gouvernance****Améliorer la gouvernance des ressources au niveau de la Réserve et dans les quatre communes
Favoriser la mobilisation des ressources locales pour le financement des actions de
développement territorial**

Contexte / Problématique Bien que créée par les collectivités territoriales, la RNC du BOUNDOU est tributaire du financement extérieur pour la réalisation des actions et son fonctionnement. Si 'on considère les principes du développement local, cette situation devra changer. les communes pour se faire doivent intégrer dans leur planification budgétaire des lignes de financement pour contribuer à la réalisation des projets inscrit dans les plan d'action validés par le CORENA. Par ce biais les communes affirmeront ainsi leur volonté de contribuer au développement socio-économique des populations vivant dans les villages de la RNC

DT 64 : Faire un plaidoyer pour obtenir un appui budgétaire auprès des communes et conseils départementaux **Priorité 1**

Mise en œuvre : Mission de prise de contact
Echanges de vision et partage d'idées
Echanges sur les projets prioritaires et plan d'actions
Arrêtés des autorités administratives

Maitre d'ouvrage : CORENA, Autorités administratives et locales

Partenaires techniques : Autorités administratives et locales, ARD PNDL, Isère, P2RS, GOLD, Grdr

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x	x	x	

Indicateurs de suivi : Nombre d'actions de plaidoyer
Nombre de documents administratifs (budget et plan d'investissement annuel)

FICHE 65**GOVERNANCE****Améliorer la gouvernance des ressources au niveau de la Réserve et dans les quatre communes
Renforcer les capacités des acteurs locaux**

Contexte / Problématique : La loi portant transfert des compétences aux collectivités locales est effective depuis 1996. Avec l'avènement de l'acte III, ces compétences ont été renforcées cependant les élus qui ont en charge la gestion de ces compétences ne les maîtrisent pas. Compte tenu de l'importance de ce volet, il est nécessaire de renforcer leurs capacités à assurer ce rôle à travers une maîtrise de leurs attributions et du mode de gestion de ces compétences conformément à l'esprit de l'acte III de la décentralisation

DT65 : Former les élus et autres acteurs sur leurs rôles et attributions **Priorité 1**

Mise en œuvre : Faire une étude des besoins à travers une évaluation basée sur le profil des élus,
Elaborer des modules de formation destinés aux élus et autres acteurs
Animer les sessions de formation

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Toumboura

Partenaires techniques : P2RS, ARD /PNDL, Grdr, Isère / PRAPS/ secteurs des eaux et forêts, autorités administratives

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x	x		

Indicateurs de suivi : Nombre de sessions programmées réalisées
Nombre de rapports de formation

FICHE 66**GOUVERNANCE****Améliorer la gouvernance des ressources au niveau de la Réserve et dans les quatre communes
Renforcer les capacités des acteurs locaux en particulier les éco gardes et membres des comités de vigilance**

Contexte / Problématique Le dispositif opérationnel de surveillance et de protection de la RNC est constitué par les éco gardes et le comité de vigilance. Pour atteindre les objectifs de préservation et de restauration dans le respect des textes et dans un esprit de collaboration et de travail en synergie ces acteurs ont besoin de bien comprendre les textes et de disposer d'outils de travail pour une meilleure efficacité ; c'est ce qui justifie ce besoin de renforcement des capacités de ces acteurs qui constitue un maillon central du dispositif de préservation et de restauration

DT 66 : Former les éco gardes et comités de vigilance sur la GRN et l'écotourisme **Priorité 1**

Mise en œuvre : Faire une étude des besoins à travers une évaluation basée sur le profil
Elaborer des modules de formation destinés aux élus et autres acteurs
Animer les sessions de formation
Doter les acteurs d'outils

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Tomboura

Partenaires techniques : P2RS, Secteurs Eaux et Forêt, ARD PNDL, Grdr, Isère, EXPERNA

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x		x

Indicateurs de suivi : Nombre de sessions programmées réalisées
Nombre de rapports de formation

FICHE 67**GOUVERNANCE****Améliorer la gouvernance des ressources au niveau de la Réserve et dans les quatre communes
Renforcer les capacités des acteurs locaux**

Contexte / Problématique Le RNC du Boundou est une initiative communautaire soutenue par les collectivités territoriales conformément à l'esprit des textes de la décentralisation. Cette dynamique communautaire est soutenue par une approche participative et inclusive mise en œuvre par une équipe technique chargée du management global des actions de développement. Dans la mise en œuvre des activités les communautés locales jouent un rôle important en leur qualité de Bénéficiaires et chargées de la mise en œuvre. C'est pourquoi il est important de les renforcer au plan de la gouvernance associative et au plan technique ainsi qu'en communication et gestion du partenariat. Compte tenu du rôle centrale qu'elle joue, pour être efficace cette dernière a besoin de manière permanente de renforcer ses capacités afin d'être plus efficace

DT 67 : Former les leaders et autres acteurs sur le management associatifs **Priorité 1**

Mise en œuvre : Faire une étude des besoins basée
Elaborer un plan de formation destinés à satisfaire les besoins en renforcement
Identifier les structures partenaires pour la satisfaction des besoins
Animer les sessions de formation
Doter les acteurs d'outils adaptés pour le management des programmes et la satisfaction de la demande sociale

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Tomboura

Partenaires techniques : ARD /PNDL, P2RS, PRAPS, centre Forêt, ISDL, Isère, CSE, UFR, CIEDEL de LYON,

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	X	x	x	x		

Indicateurs de suivi : Nombre de sessions programmées réalisées
Nombre de rapports de formation
Nombre de contrats de formation

GOVERNANCE**Améliorer la gouvernance des ressources au niveau de la Réserve et dans les quatre communes
Renforcer les capacités des acteurs locaux**

Contexte / Problématique Le RNC du Boundou est une initiative communautaire soutenue par les collectivités territoriales conformément à l'esprit des textes de la décentralisation. Cette dynamique communautaire est soutenue par une approche participative et inclusive mise en œuvre par une équipe technique chargée du management global des actions de développement. En plus de cette mission l'équipe est chargée de la conception du suivi scientifique et technique ainsi que de la communication et du partenariat. Compte tenu de cette multitude de tâches confiée à une équipe restreinte, cette dernière pour être efficace a besoin de manière permanente de renforcer ses capacités afin d'être plus efficace.

DT 68 : Former l'équipe technique (Elaboration et Gestion de projet, webmaster, SIG, Base de données) Priorité 1

Mise en œuvre : Faire une étude des besoins basée sur le profil de chaque acteur et de son cahier des charges

Elaborer un plan de formation destinés à satisfaire les besoins en renforcement

Identifier les structures partenaires pour la satisfaction des besoins

Animer les sessions de formation

Doter les acteurs d'outils adaptés pour le management des programmes et la satisfaction de la demande sociale

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Tomboura

Partenaires techniques , ARD /PNDL, P2RS, PRAPS, centre Foret, ISDL, Isère, CSE, UFR, CIEDEL de LYON,

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x	x		

Indicateurs de suivi : Nombre de sessions programmées réalisées
Nombre de rapports de formation
Nombre de contrats de formation

GOUVERNANCE**Améliorer la gouvernance des ressources au niveau de la Réserve et dans les quatre communes
Renforcer les capacités des acteurs locaux en particulier les éco gardes et membres des comités
de vigilance**

Contexte / Problématique Le dispositif opérationnel de surveillance et de protection de la RNC est constitué par les éco gardes et le comité de vigilance. Pour atteindre les objectifs de préservation et de restauration dans le respect des textes et dans un esprit de collaboration et de travail en synergie ces acteurs ont besoin de bien comprendre les textes et de disposer d'outils de travail pour une meilleure efficacité ; c'est ce qui justifie ce besoin de renforcement des capacités de ces acteurs qui constitue un maillon central du dispositif de préservation et de restauration

**DT 69 : Renforcer la capacité des migrants sur la décentralisation et développement local
Priorité 1**

Mise en œuvre : identifier et répertorier les associations de migrants en France et leurs partenaires
Identifier les besoins au niveau des associations et partenaires (fiche d'identification des besoins)
Élaborer et partager les termes de références de la session et de la mission (partage des documents de planification de la RNC (Plan de préservation et PDT DE la RNC)
Solliciter l'appui de l'ISERE pour la réalisation de la mission en France
Elaborer des modules de formation destinés aux migrants et autres acteurs
Animer les sessions de formation et les ateliers de partage des documents en France

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Toumboura

Partenaires techniques : ARD PNDL, Isère, Grdr, associations de migrants, autres collectivités territoriales françaises, DGSE, consul général ambassade de France

Calendrier

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x		x		

Indicateurs de suivi : Accords des partenaires
Liste des participants au voyage
Invitations des partenaires
Calendrier
Nombre de sessions programmées réalisée
Rapports du voyage

FICHE 70**GOVERNANCE****Renforcer la participation citoyenne et gouvernance locale
Appuyer les communes à se doter d'outil de planification**

Contexte / Problématique Afin de faire un pilotage du développement basé sur les besoins prioritaires des populations et de promouvoir une cohérence territoriale, le code des collectivités territoriales donne pouvoir aux communes d'élaborer des Plan de Développement Communale (PDC). Etant donné que les quatre communes de la RNC ne disposent pas de PDC avec un horizon temporel valide alors que le PDT de la RNC vient d'être actualisé ; il est nécessaire d'appuyer celles-ci dans l'exercice de planification pour construire une cohérence dans la mise en œuvre des actions de développement à travers une synergie et une mutualisation des moyens

DT 70 : Appuyer l'élaboration d'un Plan de développement communal (PDC) Priorité 1

Mise en œuvre : Appuyer l'élaboration des TDR qui présentent de manière exhaustive toutes les étapes du processus

Appuyer la mise en œuvre des phases de sensibilisation et mise en place des organes de pilotage

Participer aux phases de terrain : diagnostic, analyse, restitution, rapportage etc.)

Participer à la planification et la validation

Aider à la promotion du PDC auprès des partenaires

Doter le conseil d'outils de pilotage du PDC

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Tomboura

Partenaires techniques : ARD PNDL, Service régionaux de planification et d'appui au développement local, Isère, P2RS, PNR

Calendrier

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
			x	x	x	x	

Indicateurs de suivi

Nombre de PDC réalisées

Nombre de rapports de formation

Nombre de PV de délibération et arrêtés

FICHE 71/72**GOVERNANCE****Renforcer la participation citoyenne et gouvernance locale
Promouvoir la coopération territoriale**

Contexte / Problématique Face au déficit de participation des populations et dans un souci de respecter les principes du développement local que son : la participation, l'inclusion et la responsabilisation des populations et dans le but de promouvoir un contrôle citoyen de l'action publique ; la mise sur pied de cadres de concertation communaux s'avère une nécessité absolue dans les 4 communes. Compte tenu du fait que la RNC est un modèle d'intercommunalité le processus doit aboutir sur la mise sur pied d'un cadre intercommunal qui serait en cohérence avec les actions du CORENA

DT 71 : Créer et redynamiser 4 cadres de concertation communaux et la cadre de concertation inter communal Priorité 1

Mise en œuvre : Elaborer les TDR

Faire une animation territoriale pour une meilleure compréhension de l'importance de la concertation

Partager avec les acteurs sur le dispositif à mettre en place

Animer les sessions de renforcement des capacités

Aider à mettre en place un dispositif de concertation communal

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Tomboura

Partenaires techniques : CORENA, Grdr, ARD/PNDL, services techniques

Calendrier

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x				

Indicateurs de suivi :

Nombre de sessions rencontre réalisées

Nombre de rapports de formation

Nombre de cadre de concertation mis en place

GOVERNANCE**Renforcer la participation citoyenne et gouvernance locale
Promouvoir la coopération territoriale**

Contexte / Problématique Compte tenu de son histoire la RNC doit avoir un regard attentif sur le rôle des émigrés tant pour l'amélioration des conditions de vie des populations que sur le plaidoyer pour une mobilisation des ressources extérieures. En effet organisés en associations de développement à l'échelle ville et zonale ces acteurs de développement qui vivent à l'extérieur ont besoins d'être informés sur les opportunités, les programmes de développement afin de construire des synergies et d'orienter leurs actions vers des secteurs prioritaires. Les collectivités territoriales du sud ainsi que le CORENA ont aussi besoin de cette collaboration pour promouvoir un partenariat dynamique et une coopération transfrontalière basée sur les priorités inscrites dans les documents de planification (PDT, PG/RNCB, PDC,)

DT 72 : Identifier et choisir des points focaux au sein de la diaspora

Priorité 1

Mise en œuvre : Répertorier les associations de migrants
Négocier une collaboration (convention de partenariat)
Animer les sessions de formation et rencontres de partage
Élaborer des plans d'action concertés
Choisir des points focaux

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Toumboura

Partenaires techniques : CORENA, Grdr, Associations de migrants, Isère, ARD

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x			

Indicateurs de suivi : Nombre d'associations répertoriées
Nombre de sessions/ rencontres réalisées ICI et LA-BAS
Nombre de comptes rendus
Nombre de conventions de partenariat
Nombre de plan d'action concertés
Nombre de points focaux désignés

FICHE 73

GOUVERNANCE

Renforcer la participation citoyenne et gouvernance locale

Promouvoir la coopération territoriale

Contexte / Problématique : Face au déficit de participation des populations et dans un souci de respecter les principes du développement local que sont : la participation, l'inclusion et la responsabilisation des populations et dans le but de promouvoir un contrôle citoyen de l'action publique le volet communication doit être au cœur du dispositif de pilotage des actions dans la RNC. Pour ce faire il est nécessaire d'élaborer un plan de communication dont la finalité est promouvoir une synergie et une Co-construction des actions avec et pour les populations.

DT 73 : Elaborer un plan de communication de la RNC pour toucher plus de partenaires dont la diaspora **Priorité 1**

Mise en œuvre : Faire une étude des besoins en communication à partir de la situation de référence
-analyser les canaux, outils et pratiques existantes en matière de communication avec les acteurs locaux

- Animer des sessions de renforcement des capacités des acteurs
- Mettre en place un dispositif et des outils de communication adaptée
- Doter les acteurs d'outils adéquats

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Toumboura

Partenaires techniques : CORENA, Grdr, Association de migrants, Isère, ARD

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x			

Indicateurs de suivi : Nombre de sessions/ rencontres réalisées ICI et LA-BAS
Nombre de comptes rendus
Nombre de rapports de diagnostic et d'analyse
Un dispositif adapté, Nombre d'outils adéquats mis en place

FICHE 74

GOUVERNANCE

Renforcer la participation citoyenne et gouvernance locale

Renforcer la dynamique organisationnelle pour une gestion durable des infrastructures

Contexte / Problématique L'un des défis majeurs dans le territoire de la RNC est d'améliorer le taux d'accès aux infrastructures surtout dans le domaine de l'hydrauliques et d'assainissement. Depuis quelques années des efforts ont été consentis dans ces domaines grâce à la conjugaison des efforts entre les communes, la diaspora et les projets et programmes. Nous constatons malheureusement l'absence de dispositif de maintenance préventive et gestion efficace pour la durabilité du service qu'offrent ces infrastructures

DT 74 : Créer et redynamiser les comités de gestion des infrastructures hydrauliques et assainissement **Priorité 1**

Mise en œuvre : faire une étude exhaustive du mode de gestion et du fonctionnement des infrastructures

- réaliser un diagnostic institutionnel des organes existants
- Animer des sessions de renforcement des capacités des acteurs sur la gestion déléguée des infrastructures
- appuyer la mise en place des organes et d'un dispositif de gestion participative
- doter les acteurs d'outils adéquats de gestion et de suivi

Maitre d'ouvrage CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Toumboura

Partenaires techniques CORENA, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL, P2RS

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x			

Indicateurs de suivi : Nombre de sessions/ rencontres réalisées à la base
Nombre de rapports de diagnostic et d'analyse
Nombre de PV de renouvellement et de création
Nombre d'outils adéquats mis en place

FICHE 75

GOVERNANCE

Renforcer la participation citoyenne et gouvernance locale

Renforcer la dynamique organisationnelle

Contexte / Problématique : Le dispositif comité de vigilance est un moyen de participation des populations dans la gestion de l'environnement. Il répond au souci de respecter les principes du développement durable que sont : la participation, l'inclusion et la responsabilisation des populations. Ainsi il doit être au cœur du dispositif de pilotage des actions dans la RNC. Le constat est que ces structures sont en situation de léthargie alors que les actions d'agression de l'environnement demeurent. Il est donc nécessaire d'y faire face en faisant un diagnostic institutionnel et organisationnel de ces comités afin de proposer des solutions idoines pour les amener à mieux fonctionner

DT 75 : Redynamiser les 4 comités de vigilance

Priorité 1

Mise en œuvre :

Réaliser un diagnostic institutionnel exhaustif des comités existants
Animer des sessions de renforcement des capacités sur le fonctionnement des comités
Appuyer la redynamisation des organes et d'un dispositif de gestion participative et concerté
Doter les comités moyens adéquats de surveillance et de suivi de la brousse

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Toumboura

Partenaires techniques : CORENA, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL, services techniques

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x			

Indicateurs de suivi : Nombre de sessions/ rencontres réalisées à la base
Nombre de rapports de diagnostic et d'analyse
Nombre de PV de renouvellement et de création
Nombre d'outils adéquats mis en place

FICHE 76

GOUVERNANCE

Renforcer la participation citoyenne et gouvernance locale

Renforcer la dynamique organisationnelle

Contexte / Problématique : Les efforts de préservation des ressources à travers une démarche inclusive et la responsabilisation des populations, doivent être au cœur des actions dans la RNC. Ceci doit avoir comme mesures d'accompagnement le volet appui à la valorisation des ressources locales dans la RNC. Pour ce faire, il est nécessaire de renforcer le dispositif organisationnel mis en place à travers les associations socio professionnelles (GIE) et de les accompagner dans la réalisation des actions de valorisation (appui à la production, à la transformation, à la commercialisation à travers un renforcement des capacités et un encadrement rapproché pour promouvoir le label du Boundou)

DT 76 : Appuyer à la création et redynamisation des groupements socio professionnels
Priorité 1

Mise en œuvre -réaliser un diagnostic institutionnel des structures existantes

- exploiter l'étude filière pour promouvoir de nouveaux projets économiques
- Animer des sessions de renforcement des capacités des acteurs économiques pour chaque filière
- mettre en place un dispositif d'accompagnement adapté
- doter les acteurs de moyens pour la production, la transformation et la commercialisation
- réseautage

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Toumboura

Partenaires techniques : CORENA, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL, P2RS

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
		x	x			

Indicateurs de suivi Nombre de sessions/ rencontres diagnostic réalisées à la base
Nombre de rapports de diagnostic et d'analyse du fonctionnement des GIE
Nombre de PV de renouvellement et de création de nouvelles structures professionnelles
Un dispositif d'accompagnement pour une professionnalisation des structures professionnelles

FICHE77

GOUVERNANCE

Renforcer la participation citoyenne et gouvernance locale

Renforcer la dynamique organisationnelle

Contexte / Problématique Vivre dans un environnement propre est une des conditions pour asseoir une santé communautaire durable ; cependant le constat malheureux est que dans les villages de la RNC, l'insalubrité est la triste réalité la plus visible à cause d'une mauvaise gestion des déchets et des eaux usées. L'éradication de ce phénomène passera nécessairement par une mobilisation communautaire des populations pour réaliser des investissements humains mais surtout pour la mise sur pieds d'un dispositif de collecte et d'évacuation des déchets. Ce dispositif comprendra les règles de gestion des ordures gérées par des comités de salubrité dans chaque village

DT 77 : Appuyer la mise en place des comités de salubrité dans chaque village **Priorité 1**

Mise en œuvre : Faire un bilan du dispositif mis en place

Analyser les effets et impacts de l'insalubrité dans la santé communautaire

Animer des sessions de renforcement des capacités des acteurs

Mettre en œuvre des actions de communication adaptée pour une adhésion des populations

Mettre en place les organes

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Toumboura

Partenaires techniques : CORENA, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL, P2RS, UCG des déchets

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x			

Indicateurs de suivi Un bilan exhaustif du système de gestion
Nombre de sessions/ rencontres
Nombre de comptes rendus
Un dispositif adapté
Nombre d'outils adéquats de suivi

FICHE 78**GOUVERNANCE****Promouvoir l'équité et le genre****Faciliter l'accès aux financements pour les jeunes et les femmes**

Contexte / Problématique La promotion du développement économique local est le meilleur moyen de réduire la pauvreté et les déséquilibres sociaux dans l'espace de la RNC. Pour y parvenir il est nécessaire de réaliser une étude sur les opportunités de création de revenu et de traduire les idées et opportunités en projets consignés dans des documents (banque de projets)

DT 78 : **Mettre en place une banque de projets économiques** **Priorité 1**

Mise en œuvre : Faire l'inventaire des opportunités qu'offre la nature et les traduire en idées d'actions
Analyser les idées avec les populations et les traduire en projets générateurs de revenu
Mettre en place un dispositif pour constituer la banque de projets économiques
Concevoir les projets et définir une stratégie de recherche de financement

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Toumboura

Partenaires techniques : CORENA, Isère, Tetraktys, PNR/MILLESVACHES, Grdr, ARD/PNDL, P2RS, PRAPS, services techniques

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x			

Indicateurs de suivi : Une étude sur les filières économiques
Nombre de rapport d'études diagnostic et d'analyse
Un dispositif adapté de mise en place de la banque de données
Une banque de projets économiques

FICHE 79 et 81**GOUVERNANCE****Promouvoir l'équité et le genre****Faciliter l'accès aux financements pour les jeunes et les femmes**

Contexte / Problématique Face aux besoins accrus de financement des projets économiques portés par les acteurs locaux le PNRML a suite à la demande du CORENA soutenu la RNC en mettant en place un fonds pour financer des projets portés par les populations. Pour ce faire un manuel de procédure qui permet une bonne gestion de ce fonds a été élaboré et validé par les organes du CORENA. Le bilan réalisé a montré des acquis mais aussi le besoins de renforcer le volume pour permettre aux acteurs de bénéficier des soutiens financiers ; c'est ce qui justifie cette action de plaidoyer auprès des partenaires financiers y compris le PNR, premier acteurs du système

DT 79 : **Faire le plaidoyer auprès des IMF (institution de micro finance) et autres partenaires pour augmenter le volume de financement du fond d'appui** **Priorité 1**

DT 81 : **Faire un plaidoyer auprès des projets et Migrants pour l'acquisition de financement complémentaire**

Mise en œuvre : Faire une étude des besoins appui financier à partir des potentialités
Analyser outils et pratiques existantes en matière de financement
Organiser des rencontres auprès de partenaires financiers pour rechercher leur adhésion
Mettre en place un dispositif et des outils de communication adaptée
Signer des conventions de partenariat

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Toumboura

Partenaires techniques : CORENA, PNR, Isère, Tetraktys, Grdr, IMF, diaspora projets et programmes, chambre consulaires

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x			

Indicateurs de suivi : Etude des besoins à partir de la banque de projets
Nombre de comptes rendus des rencontres
Répertoire des IMF et autres partenaires financiers
Une stratégie de mobilisation des ressources locales
Nombre de conventions de partenariat

FICHE 80

GOUVERNANCE

Promouvoir l'équité et le genre

Faciliter l'accès aux financements pour les jeunes et les femmes

Contexte / Problématique Face aux besoins accrus de financement des projets économiques portés par les acteurs locaux, le PNR de MILLESVACHES en Limousin a suite à la demande du CORENA soutenu la RNC en mettant en place un fonds pour financer des projets portés par les populations. Pour ce faire un manuel de procédure qui permet une bonne gestion de ce fonds a été élaboré et validé par les organes du CORENA. Le bilan réalisé a montré des acquis mais aussi le besoins de renforcer le volume pour permettre aux acteurs de bénéficier des soutiens financiers. Cependant des difficultés liées au contexte local et à la nécessité d'orienter les financements à d'autres secteurs porteurs ont poussé le CORENA à réviser le manuel de procédure.

DT 80 : Réviser le manuel de procédure du fond d'appui **Priorité 1**

Mise en œuvre : Faire un bilan du fond d'appui
Analyser le manuel de procédures
Animer des rencontres auprès des acteurs pour restituer le bilan
Mettre en place un dispositif qui permettra la révision du manuel
Organiser des ateliers de réécriture du manuel et de restitution
Élire de nouveau organes de gestion du fond en fonction du nouveau manuel

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Toumboura

Partenaires techniques : CORENA, PNRML, Grdr, Association de migrants, Isère, ARD,

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x			

Indicateurs de suivi Un bilan du fond d'appui
Un rapport d'analyse du manuel
Un dispositif de révision du manuel
Un manuel adapté

GOUVERNANCE**Promouvoir l'équité et le genre**

Accompagner les initiatives entrepreneuriales des jeunes et des femmes

Contexte / Problématique Face aux besoins accrus de financement des projets économiques portés par les acteurs locaux le PNRML et le CORENA ont soutenu le volet développement économique local dans la RNC en mettant en place un fonds pour financer des projets portés par les populations. Depuis quelques années le Grdr est intervenu dans ce secteur avec une approche basée sur le partenariat, la Co construction et l'accompagnement des acteurs locaux au plan organisationnel. A travers un soutien financier et institutionnel, des structures locales ont été érigées en GIE et constituée en fédération. Cependant des difficultés liées au contexte local font que cet accompagnement est nécessaire pour d'autres acteurs afin de faire émerger des micro- entreprises rurales dans la RNC dans plusieurs domaines

DT 82 : Appuyer à la création et à la structuration de micros entreprises pour la mise en œuvre des AGR (jeunes et femmes) **Priorité 1**

Mise en œuvre : Identifier les structures porteuses d'initiatives économiques

Réaliser un diagnostic institutionnel de ces structures

Animer des rencontres auprès des acteurs dans le cadre de la vie associative

Mettre en place un dispositif d'accompagnement

Organiser des ateliers de formation

Élire de nouveaux organes de gestion des MER

Accompagner la procédure de reconnaissance juridique

Maitre d'ouvrage : CORENA, Communes de Dougué, Koussan, ST FISSA et de Toumboura

Partenaires techniques : CORENA, Isère, Tetraktys, Grdr, ARD/PNDL, services techniques, chambre consulaires

Calendrier

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	x	x	x			

Indicateurs de suivi : Un répertoire des structures porteuses de projets

Un dispositif d'accompagnement assistance technique

De nouvelles MER constituées et reconnues

ANNEXES

Annexe 1 : Guide diagnostic participatif (page 1)

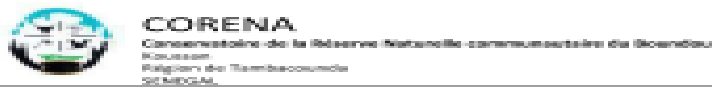


GUIDE DE DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

DATE : ENQUÊTEUR :

Identification Nom du village		Nom de la Commune	
2. Accessibilité			
Vie d'accès	2.2 État des routes	2.3 Chef-lieu de la commune	2.4 Village centre
Route principale	2.6 Accessibilité en hivernage Facile Difficile Impossible	2.7 Accessibilité en saison sèche Facile Difficile	observations
3. Origine et Historique du village			
Date de création du village	3.2 Nom du chef	3.3 Nom du fondateur du village	3.4 Appellation d'origine
3.5 Signification du nom	3.6 Motifs d'installation	3.7 Activités économiques à la création du village	3.8 Activités économiques actuelles

Annexe 2 : Guide d'entretien (page 1)



GUIDE D'ENTRETIEN (Processus participatif)

Personne(s) interviewé(e)(s) :

Village de :

En raison de l'hivernage, quelle sont les activités pratiquées par les populations de votre zone ?

1.

2.

3.

Parmi celles-ci, lesquelles sont celles qui sont spécifiques aux Boudous ? Aux femmes ? Aux hommes ?

Femmes :

Hommes :

Citez les 3 activités principales qui vous rapportent de l'argent ?

1.

2.

3.

Quelles sont ceux qui les pratiquent dans votre zone ?

.....

.....

Sont-ils organisés ?

.....